

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

THE BANK OF NEW YORK MELLON SA/NV

Société anonyme de droit belge au capital de 1 508 654 064 euros.
Siège social : 46, rue Montoyer, 1000 Bruxelles – Belgique.
Autorisée et réglementée en tant qu'établissement de crédit par la Banque Nationale de Belgique (BNB).
0806 743 159 Bruxelles RPM.

Etablissement en France :
THE BANK OF NEW YORK MELLON
Adresse : 7, rue Scribe, 75009 Paris.
538 228 420 R.C.S. Paris.

Comptes consolidés au 31 décembre 2016.

Approuvés par l'assemblée générale des actionnaires du 30 mai 2017.

I. — Bilan consolidé.

(En milliers d'euros.)

	Notes	31/12/16	31/12/15
Actif :			
Trésorerie et équivalents auprès des banques centrales	9	10 895 789	11 656 148
Instruments financiers dérivés	13	218 715	225 221
Prêts et avances aux clients	10	10 368 423	7 899 664
Titres de placement	11	14 022 590	14 781 373
Actifs d'impôts courants	8	16 092	29 120
Autres actifs	14	327 389	234 877
Immobilisations corporelles	15	5 884	10 868
Actifs d'impôts différés	8	756	54
Goodwill et autres actifs incorporels	16	571 662	579 552
Total de l'actif		36 427 299	35 416 878
Passif :			
Instruments financiers dérivés	13	261 428	256 978
Dépôts des banques centrales	17	277 914	362 179
Dépôts des institutions financières	17	32 349 903	31 480 609
Dépôts des institutions non-financières	17	6 030	24 833
Passifs subordonnés	17	354 950	358 837
Autres passifs financiers	17		56 834
Passifs d'impôts courants	8	25 364	29 686
Autres passifs	18	188 884	130 468
Provisions	19	7 209	5 282
Passifs d'impôts différés	8	23 374	18 355
Total du passif		33 495 055	32 724 062
Capitaux propres :			
Capital libéré	22	1 508 654	1 508 654
Primes d'émission	22	33 333	33 333
Bénéfices non distribués		1 287 455	1 056 605
Autres réserves		102 802	94 224

Total des capitaux propres	2 932 244	2 692 816
Total du passif et des capitaux propres	36 427 299	35 416 878

Les notes annexes font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

II. — Résultat global et autres éléments du résultat global.

(En milliers d'euros.)

	Notes	2016	2015
Produits d'intérêts	2	211 767	177 126
Charges d'intérêts	2	– 124 880	– 99 063
Produits d'intérêts nets		86 888	78 063
Commissions reçues	3	715 726	770 685
Commissions payées	3	– 318 386	– 340 165
Produits de commissions nets		397 339	430 519
Gains (pertes) sur les couvertures économiques	4	92 165	46 710
Autres produits d'exploitation	5	8 450	6 361
Total des produits d'exploitation		584 843	561 653
Charges de personnel	6	130 749	131 810
Amortissements des immobilisations corporelles	15	5 466	3 117
Amortissements des immobilisations incorporelles (autres que le goodwill)	16	8 103	10 346
Provisions	19	5 219	6 915
Autres charges d'exploitation	7	124 840	88 232
Total des charges d'exploitation		274 377	240 420
Résultat d'exploitation avant impôt (1)		310 466	321 233
Charge/(produit) d'impôt relatif au résultat d'exploitation	8	79 616	57 437
Profit net de l'exercice (2)		230 849	263 797
Autres éléments du résultat global			
Eléments qui ne seront pas reversés en résultat			
Profits/(pertes) de réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	21.2	– 6 979	5 900
Impôts afférents	8.2	1 693	– 1 920
		– 5 285	3 980
Réserve de juste valeur (actifs financiers disponibles à la vente)			
Variation nette de la juste valeur		27 449	– 2 033
Montant net transféré en compte de résultat		– 6 569	– 3 650
Impôts afférents	8.2	– 8 664	967
		12 216	– 4 717
Autres éléments du résultat global de l'exercice nets d'impôts		6 930	– 737
Résultat global de la période		237 780	263 060

(1) BNY Mellon SA/NV n'a aucune cessation d'activité ; par conséquent, aucun profit ou perte en la matière n'est présenté dans le tableau du résultat global.

(2) Le profit net de l'exercice (après impôts) est entièrement attribuable aux actionnaires de la maison mère.

Les notes annexes aux comptes font partie intégrante des états financiers consolidés.

III. — Tableau de passage des capitaux propres.

(En millions d'euros.)

	Attribuable aux actionnaires de BNY Mellon SA/NV				
	Capital	Prime d'émission	Bénéfices non distribués	Autres réserves	Total
Au 1 ^{er} Janvier 2015	1 508 654	33,333	792,808	93,436	2,428,231
Bénéfice/perte de l'exercice			263,797		263,797
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt					
Profits/(pertes) de réévaluation des régimes de retraite à prestations définies				5,900	5,900

Réserve de juste valeur (actifs financiers disponibles à la vente)					
Variation nette de la juste valeur				- 2,033	- 2,033
Montant net transféré en compte de résultat				- 3,650	- 3,650
Impôts sur les autres éléments du résultat global				- 954	- 954
Total des autres éléments du résultat global				- 737	- 737
Total du résultat global			263,797	- 737	263,060
Paiement fondé sur des actions (note 24)				1,525	1,525
Transactions avec les actionnaires				1,525	1,525
Au 31 décembre 2015	1 508 654	33,333	1,056,605	94,224	2,692,816
Total du résultat global					
Bénéfice/perte de l'exercice			230,849		230,849
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt					
Profits/(pertes) de réévaluation des régimes de retraite à prestations définies				- 6,979	- 6,979
Réserve de juste valeur (actifs financiers disponibles à la vente)					
Variation nette de la juste valeur				27,449	27,449
Montant net transféré en compte de résultat				- 6,569	- 6,569
Impôts sur les autres éléments du résultat global				- 6,970	- 6,970
Total des autres éléments du résultat global				6,930	6,930
Total du résultat global			230,849	6,930	237,780
Paiement fondé sur des actions (note 24)				1,648	1,648
Transactions avec les actionnaires				1,648	1,648
Au 31 Décembre 2016	1 508 654	33,333	1,287,455	102,802	2,932,244

Les notes annexes font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

IV. — Tableau de flux de trésorerie.

(En milliers d'euros.)

	Note	2016	2015
Flux de trésorerie des activités opérationnelles :			
Bénéfice/perte de l'exercice		230 849	263 797
Ajustements :		36 059	- 14 465
Produits nets d'intérêts	2	- 86 888	- 78 063
Actifs d'impôts courants et différés	8	79 616	57 437
Dépréciations et amortissements	15,16	13 569	13 463
Provisions		5 219	6 915
Autres (1)		24 543	- 9 804
Augmentation (diminution) :			
Réserves monétaires		- 16 842	68 293
Prêts et avances		2 468 759	- 6 340 867
Titres de placement		- 758 783	1 442 762
Instruments financiers dérivés		- 6 506	- 155 185
Autres actifs		92 512	- 2 355
Avances des banques centrales		- 84 265	- 658 932
Dépôts des établissements de crédit		865 407	1 327 726
Dépôts (autres que les établissements de crédit)		- 18 802	- 69 249
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		4 449	- 111 996
Autres passifs financiers		- 56 834	- 85 369
Autres passifs		58 416	- 36 852
Intérêts perçus		211 767	177 126
Intérêts payés		- 124 880	- 99 063
Impôts sur les bénéfices remboursés (payés)		- 87 763	- 44 265
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		- 744 735	5 640 224

Activités d'investissement :			
Achats d'immobilisations corporelles		- 464	- 1 342
Ventes d'immobilisations corporelles et incorporelles		2 181	8 412
Achats d'immobilisations incorporelles		- 499	- 16 867
Autres sorties de trésorerie liée à des activités d'investissement			
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		1 218	- 9 797
Activités de financement :			
Autres entrées de trésorerie liées à des activités de financement			
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement			
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		- 743 517	5 630 427
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'exercice		11 392 646	5 762 219
Impacts de la variation des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie (2)			
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice	9	10 649 129	11 392 646
Composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie auprès des banques centrales (3)		10 649 129	11 392 646

(1) La rubrique « Autres » contient des transactions autres qu'en espèces.
(2) La Trésorerie et les soldes de trésorerie avec les banques centrales sont principalement investis en Euro.
(3) La Trésorerie et les soldes de trésorerie avec les banques centrales ne contiennent pas les réserves monétaires reprises dans l'annexe 9.

Les annexes font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

V. — Annexes aux Comptes Consolidés.

1. Principes et Méthodes Comptables Utilisés.

1.1. Base de préparation. — A l'exception de certains instruments financiers évalués à la juste valeur, les états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique. Sauf indication contraire, les états financiers consolidés sont présentés en Euro (€), et toutes les valeurs sont arrondies au millier d'Euro le plus proche.

— Déclaration de conformité : Les états financiers consolidés de The Bank of New York Mellon SA/NV, de ses succursales et filiales (« BNY Mellon SA/NV ») ont été préparés conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

— Présentation des états financiers consolidés : Les états financiers consolidés fournissent des informations comparatives avec l'exercice de l'année précédente. Le bilan de BNY Mellon SA/NV présente les éléments le composant du plus liquide au moins liquide.

1.2. Principes de consolidation. — Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de BNY Mellon SA/NV et de ses filiales en date du et pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2016. Les états financiers individuels des filiales de BNY Mellon SA/NV et de la maison mère couvrent le même exercice comptable. Les mêmes principes comptables sont appliqués.

Une filiale est consolidée à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré à BNY Mellon SA/NV jusqu'à la date à laquelle le contrôle de la filiale cesse. Le contrôle est effectif lorsque BNY Mellon SA/NV est exposé, ou a droit, à une rémunération variable en raison de ses liens avec l'entité et lorsque BNY Mellon SA/NV a la capacité d'influer sur cette rémunération du fait du pouvoir détenu sur ladite entité.

Plus précisément, BNY Mellon SA/NV contrôle une entité détenue si, et seulement si, BNY Mellon SA/NV :

- exerce un pouvoir sur l'entité (à travers l'existence de droits qui lui confèrent la capacité de diriger les activités de ladite entité) ;
- est exposée ou présente des droits à une rémunération variable en raison de ses liens avec l'entité ;
- à la capacité d'influer sur cette rémunération du fait du pouvoir détenu sur ladite entité.

L'existence et l'effet de droits de votes potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont considérés lors de l'évaluation du contrôle de BNY Mellon SA/NV. Si certains faits ou certaines circonstances indiquent que les trois éléments de contrôle listés précédemment ont changé, alors BNY Mellon SA/NV réévalue si elle détient encore le contrôle ou non de l'entité visée.

Depuis leur date d'acquisition jusqu'à leur date de cession, les résultats des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans le résultat global et autres éléments du résultat global. Tous les soldes et transactions intra-groupes entre les entités de BNY Mellon SA/NV, ainsi que les gains et pertes associés, sont éliminés lors de la consolidation des comptes. Comme BNY Mellon SA/NV détient 100 % du capital social émis par ses filiales, aucun intérêt minoritaire n'est présenté dans les états financiers.

1.3. Appréciations, estimations et hypothèses comptables utilisées. — La préparation des états financiers de BNY Mellon SA/NV exige de la direction de la société la formulation d'appréciations et d'estimations.

— Estimations et Hypothèses : Certaines hypothèses-clés formulées par la direction, notamment en matière d'évolution des conditions économiques et de marché, ou d'autres estimations à caractère incertain à la date de clôture, qui présentent un risque d'impact significatif sur la valeur des éléments bilancaires au cours de l'exercice suivant, sont décrites ci-dessous. BNY Mellon SA/NV fonde ses hypothèses et estimations sur des conditions en vigueur et l'information disponible au moment où les états financiers consolidés sont préparés. Ces conditions et les hypothèses concernant leur évolution peuvent néanmoins varier suite à des changements dans le marché ou à des circonstances hors de notre portée. De tels changements ne sont reflétés dans les hypothèses que lorsqu'ils surviennent.

— Continuité d'exploitation : Les activités de BNY Mellon SA/NV, ainsi que les principaux facteurs pouvant affecter son développement, sa performance ainsi que sa position future sont décrits dans le rapport du Conseil d'administration. Par ailleurs, les notes explicatives font partie intégrante des états financiers consolidés. Celles-ci détaillent les principaux objectifs, politiques, processus de gestion des fonds propres de BNY Mellon SA/NV, les objectifs de gestion des risques financiers ainsi que l'exposition aux risques de crédit et de liquidité.

La direction de BNY Mellon SA/NV évalue annuellement la continuité d'exploitation. Elle analyse, dans le cadre d'un scénario de résistance, la capacité de BNY Mellon SA/NV à honorer ses obligations financières venant à échéance dans les douze mois, à minima, suivants la date à laquelle les états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration.

La direction de la société, sur base de l'évaluation de la position financière ainsi que de la liquidité et des fonds propres, tels qu'explicités précédemment, a conclu que BNY Mellon SA/NV disposait des ressources adéquates pour poursuivre son existence opérationnelle dans un avenir proche, et ce pour une période d'au moins douze mois à partir de la date à laquelle les états financiers ont été approuvés. Par ailleurs, la direction de la société n'a pas connaissance d'aucune incertitude matérielle qui pourrait laisser un doute significatif quant à la capacité de BNY Mellon SA/NV à poursuivre ses activités. Les états financiers consolidés ont donc été préparés sur la base du principe comptable de la continuité d'exploitation (« going concern »).

— Réductions de valeur sur prêts et avances : A chaque date de clôture, BNY Mellon SA/NV examine individuellement les prêts et avances de montant significatifs, afin de déterminer si une réduction de valeur doit être comptabilisée. La valeur d'un prêt sera réduite si le critère suivant est rempli, à savoir : s'il est fondé que la qualité du débiteur ou du produit détenu s'est détérioré.

L'appréciation d'une éventuelle détérioration s'appuie sur des hypothèses quant au calendrier et au montant des flux futurs de trésorerie (« cash-flows »). Les résultats ainsi définis peuvent varier compte tenu des évolutions futures.

Les réductions de valeur sur prêts et avances sont détaillées dans les notes explicatives.

— Réduction de valeur sur les titres disponibles à la vente : A chaque date de clôture, BNY Mellon SA/NV examine ses titres de créance disponibles à la vente (« available-for-sale investments ») et détenus jusqu'à l'échéance, afin de déterminer s'ils doivent faire l'objet d'une réduction de valeur. L'appréciation de la direction est particulièrement requise dans le cadre de l'estimation des montants et du calendrier des flux futurs de trésorerie, et ce, lors de la définition de l'existence et de l'impact de la perte induite par la réduction de valeur. Ces estimations sont fondées sur des hypothèses concernant un certain nombre de facteurs, les résultats actuels peuvent donc ainsi varier, donnant lieu à un montant futur de réduction de valeur différent.

— Régime de prestations de retraite : Le coût du régime de retraite et la valeur actualisée des engagements de retraite sont déterminés sur la base d'un calcul actuariel. Ce dernier s'appuie sur des hypothèses appliquées à différents paramètres incluant le taux d'actualisation, les augmentations futures de salaires, les taux d'inflation et de mortalité. En raison de la nature à long terme des régimes de retraite, de telles estimations sont sujettes à des incertitudes significatives, d'où la nécessité d'une revue à chaque date de clôture. Les notes explicatives détaillent les hypothèses utilisées.

— Goodwill : Dans le cadre du test de dépréciation, le goodwill résultant d'un regroupement d'entreprises est alloué à une seule unité génératrice de trésorerie, à savoir BNY Mellon SA/NV elle-même. Cette décision s'appuie sur le fait qu'une interdépendance existe au sein de l'activité d'administration d'actifs (Asset Servicing) de BNY Mellon SA/NV en termes commercial, opérationnel et financier. Les flux de trésorerie générés en dehors des entités et des activités de BNYM SA/NV sont en effet inter-dépendants.

L'accès au marché mondial, la prestation de services, les activités réalisées avec l'appui de services partagés (shared services center), les plateformes et l'infrastructure informatiques sont la preuve d'une interdépendance mutuelle. Il existe aussi une dépendance de BNYM SA/NV vis-à-vis du groupe BNY Mellon pour ces activités gérées mondialement (Customer sourcing et Relationship Management). Par ailleurs, les décisions de gestion stratégiques sont prises par le Comité de direction de BNY Mellon SA/NV au niveau consolidé avant leurs mises en œuvre dans les différentes entités du groupe.

Lorsque BNY Mellon SA/NV définit le montant de réduction de valeur du goodwill, le montant récupérable est le plus élevé entre la juste valeur, diminuée des coûts de vente, et la valeur d'usage.

Pour BNY Mellon SA/NV, la valeur d'usage est le montant récupérable d'une unité génératrice de trésorerie déterminée par l'actualisation des futurs flux de trésorerie attendus grâce à l'activité commerciale.

Dans le cadre du test de dépréciation, le calcul de la valeur d'usage se fonde sur certaines hypothèses clés, qui ont été exacerbées au cours d'une analyse de sensibilité qui a servi à déterminer l'impact sur la valorisation du goodwill en cas d'évolution défavorable de certaines conditions. Il a ainsi pu être démontré que ces tests de résistance n'avaient pas d'impact significatif, les valeurs comptables sont donc restées inchangées.

Ces hypothèses clés sont détaillées dans les notes explicatives.

1.4. Changements des méthodes comptables. — Les méthodes comptables adoptées sont cohérentes avec celles appliquées au précédent exercice comptable. Ont ainsi été appliquées les nouvelles normes IFRS, les amendements aux normes existantes et les interprétations IFRIC, adoptées par l'Union Européenne en 2015 et 2016 et d'application pour les exercices comptables débutant en date du ou après le 1^{er} janvier 2016.

— IFRS 14 Comptes de report réglementaire : IFRS 14 est une norme dont l'application est optionnelle. Elle permet à une entité ayant des activités à tarifs réglementés, lors de la première adoption du référentiel IFRS, de continuer à reconnaître les montants comptabilisés en application des exigences de leur précédent référentiel comptable en matière de report réglementaire.

IFRS 14 est d'application pour chaque exercice à partir du 1^{er} janvier 2016. Etant donné que BNY Mellon SA/NV a déjà adopté les normes IFRS, cette norme n'est pas d'application.

— Amendements à IAS 1 : Présentation des états financiers : Les amendements ont été adoptés par l'Union Européenne et sont d'application pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. Ils clarifient entre autres les exigences de matérialité requises par IAS 1 et offrent plus de souplesse quant aux notes explicatives à présenter. Ils seront appliqués dès qu'ils seront effectifs, mais leurs impacts sont déjà considérés comme négligeables.

— Améliorations annuelles – Cycle 2012-2014 : En septembre 2014, l'IASB a publié un certain nombre d'amendements aux normes existantes, qui traitaient notamment des sujets suivants : l'IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées, l'IFRS 7 – Instruments financiers : Informations à fournir, l'IAS 19 – Avantages au personnel, IAS 34 – Information financière intermédiaire ; amendements dont BNY Mellon SA a tenu lors de la rédaction de ses comptes annuels.

Les amendements effectifs suivants qui ont été approuvés par l'UE ne sont pas considérés comme étant pertinents pour BNY Mellon SA/NV et n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés de BNY Mellon SA/NV :

- Amendements à l'IFRS 11 – Partenariats,
- Amendements à l'IAS 16 et l'IAS 41 – Agriculture,
- Amendements à l'IAS 16 et l'IAS 38 : clarification des méthodes acceptables d'amortissements,
- Amendements à l'IAS 27 : méthode de mise en équivalence,
- Amendements à l'IFRS 10, IFRS 12 et l'IFRS 28 : entités d'investissement – Application de l'exception de consolidation (approuvé en Septembre 2016).

1.5. Evolutions à venir des normes IFRS. — BNY Mellon SA/NV appliquera les nouvelles normes IFRS et tiendra compte des amendements qui ont été publiés ainsi que des améliorations annuelles détaillées ci-après à leur date d'application et dès adoption par la Commission Européenne.

— IFRS 9 Instruments Financiers : En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9 Instruments Financiers, qui traduit les différentes phases du projet relatif aux instruments financiers et qui remplace IAS 39 Instruments Financiers - Comptabilisation et Evaluation, ainsi que toutes les précédentes versions d'IFRS 9.

Cette norme introduit de nouvelles règles de classification, d'évaluation, de dépréciation, et de comptabilité de couverture. IFRS 9 est d'application pour l'exercice comptable débutant au 1^{er} janvier 2018, ou plus tôt lorsqu'une application anticipée est autorisée. L'application rétrospective est requise, sans imposer d'information comparative.

BNY Mellon SA/NV évalue actuellement l'impact potentiel d'IFRS 9, dans le cadre de ses projets relatifs à IFRS 9 démarrés en 2016. BNY Mellon SA/NV prévoit d'adopter cette nouvelle norme quand elle sera d'application et aura été adoptée par l'Union Européenne.

L'analyse de l'application des exigences de classification et d'évaluation de la norme a été finalisée en Décembre 2016. Dans l'ensemble, les résultats montrent que les exigences en matière d'évaluation des instruments financiers qui doivent être mis œuvre par BNY Mellon SA/NV n'ont aucun impact. Un projet basé sur les méthodes de réduction de valeur des crédits (IFRS 9) est actuellement en cours d'implémentation. Il s'appuie sur le travail effectué à ce sujet par BNY Mellon Group. L'analyse préliminaire de l'application de la norme IFRS 9 effectuée par BNY Mellon SA/NV a permis d'identifier les titres de placements comme étant les instruments financiers ayant potentiellement l'impact le plus important de ce nouveau modèle de réduction valeur. Une analyse préliminaire de l'impact du modèle de réduction de valeur (IFRS 9) sur le portefeuille de titres a été réalisée en utilisant une approche relativement simpliste composée de données externes ainsi que d'hypothèses de départ qui devront être réévaluées au moment de l'implémentation de la norme. Les résultats de cette évaluation ont montré que l'impact de la réduction de valeur comptable du portefeuille, calculée sur base à la fois d'une perte de crédit attendue dans les 12 mois à venir et d'une perte de crédit attendue sur la durée de vie totale par rapport à la valeur totale du portefeuille, peut être considérée comme négligeable.

Les prochaines étapes dans l'implémentation de cette norme sont relatives à la détermination des critères de dépréciation, le développement de modèles internes et l'évaluation des impacts sur l'ensemble des instruments financiers. Au regard de la durée des autres instruments financiers, l'impact attendus des nouvelles règles de dépréciation sur les autres instruments financiers est très faible.

— IFRS 15 Revenus des contrats avec les clients : IFRS 15 – Revenus des contrats avec les clients a été publiée en mai 2014 et ratifiée par l'UE le 22 septembre 2016. La norme établit un modèle en cinq étapes pour la comptabilisation des produits des activités ordinaires provenant de contrats conclus avec des clients. En vertu d'IFRS 15, les revenus doivent être comptabilisés pour une valeur qui traduit le montant en échange duquel l'entité doit échanger des biens ou services avec le client.

IFRS 15 constitue le cadre de référence pour mesurer et comptabiliser les revenus. IFRS 15 est d'application pour toutes les entités et remplace toutes les dispositions existantes sur la comptabilisation du revenu.

Une application rétrospective, soit partielle ou totale, est requise pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et une application anticipée est autorisée.

BNY Mellon SA/NV évalue actuellement l'impact de l'application d'IFRS 15 et prévoit d'adopter la nouvelle norme quand elle sera d'application et aura été adoptée par l'Union Européenne. Une analyse préliminaire des impacts comptables, en ce compris la revue des contrats, a été menée et aucun impact significatif n'a été identifié là où l'application des nouvelles règles nécessiterait des changements. La revue des informations qui sera communiquée dans les annexes des états financiers est en cours d'analyse.

— IFRS 16 Contrats de location : La norme IFRS 16 exigera que le preneur utilise un modèle de bilan similaire à celui utilisé pour les contrats de location-financement (IAS 17) pour comptabiliser tous les contrats de location. La comptabilité du bailleur reste sensiblement inchangée par rapport à ce qu'il se fait sous l'IAS 17. Il est obligatoire de mettre en place une application rétrospective complète ou modifiée pour les périodes comptables commençant à partir du 1^{er} janvier 2019. Une adoption anticipée de la norme IFRS 16 est permise, mais pas avant que la norme IFRS 15 ne soit applicable.

BNY Mellon SA/NV évalue actuellement l'impact de la norme IFRS 16 et prévoit d'adopter la nouvelle norme une fois qu'elle sera effective et approuvée par l'UE. A l'échelle du groupe, un projet de crédit-bail est actuellement en cours. Les priorités qui y sont définies correspondent à : l'identification des stocks de leasing, l'analyse de la technologie existante et des processus de reporting et enfin de l'examen des fournisseurs existants. Une évaluation de haut niveau de l'impact de la mise en œuvre de la norme IFRS 16 a été effectuée. L'adoption de cette norme devrait entraîner une augmentation immatérielle autant pour les actifs que les passifs.

— Amendements à l'IAS 7 : Initiative à la divulgation d'informations (émise le 29 janvier 2016) : Dans le cadre de l'initiative à la divulgation d'informations de l'IASB, ces amendements requièrent de fournir des informations sur les changements dans les passifs de l'entité découlant des activités de financement, en ce compris les flux de trésorerie et les variations de flux non-monétaires. Une demande spécifique doit être adressée pour l'application des amendements à l'IAS 7 pour les périodes annuelles commençant à compter du 1^{er} Janvier 2017. Elle concerne les comptes annuels pour lesquels aucune information comparative n'est disponible et pour lesquels une adoption anticipée peut être accordée.

BNY Mellon SA/NV évalue actuellement l'impact des amendements et a l'intention d'adopter la nouvelle norme une fois qu'elle sera effective et approuvée par l'UE. Cependant, son impact est actuellement considéré comme négligeable.

— Amendements à l'IFRS 2 : Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions (émise le 20 Juin 2016) : L'application des amendements à l'IFRS 2 est obligatoire pour les périodes annuelles commençant à compter du 1^{er} Janvier 2018. Une adoption anticipée de ces amendements est permise. BNY Mellon SA/NV évalue actuellement l'impact des amendements et a l'intention d'adopter la nouvelle norme une fois qu'elle sera effective et approuvée par l'UE. Cependant, son impact est actuellement considéré comme négligeable.

Les amendements suivants ne sont pas considérés comme pertinents par BNY Mellon SA/NV et ne devraient avoir aucun impact sur les états financiers consolidés de BNY Mellon SA/NV :

- Améliorations annuelles au cycle des normes IFRS 2014-2016 (émises le 8 décembre 2016) ;
- Amendements à l'IAS 12 : Reconnaissance de l'actif d'impôts différés pour pertes non réalisées (émise le 19 Janvier 2016). En effet, BNY Mellon SA/NV ne détient pas de titres de créances évalués à la juste valeur ;
- Amendements à l'IAS 40 : Transfert des immeubles de placement (émis le 8 décembre 2016) ;
- Interprétations IFRIC 22 : Transactions en devises étrangères et considérations anticipées (émises le 8 décembre 2016) ;
- Amendements à l'IFRS 4 : Application de la norme IFRS 9 - Instruments financiers et de la norme IFRS 4 - Contrats d'assurance.

1.6. Principales méthodes comptables et Informations en annexes :

1.6.1. Conversion des devises étrangères : Les états financiers consolidés sont présentés en Euro (€). Les postes inclus dans les états financiers de chaque entité de BNY Mellon SA/NV sont mesurés dans la devise de l'environnement économique principal dans lequel l'entité opère (« devise fonctionnelle »). L'Euro est la devise fonctionnelle pour toutes les entités de BNY Mellon SA/NV.

— Conversions des transactions et soldes : Les transactions en devises étrangères sont converties dans la devise fonctionnelle au cours de change au comptant existant à la date de la transaction. Les gains et pertes sur opérations de change résultant de telles transactions, ainsi que les gains et pertes liés à la conversion en euro en fin d'année, des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères, sont comptabilisés au poste « Autres revenus et dépenses opérationnelles » du résultat global et des autres éléments du résultat global.

BNY Mellon SA/NV ne détient aucun actif ou passif non-monétaire mesuré au coût historique dans une devise autre que l'Euro.

1.6.2. Comptabilisation des revenus et des dépenses : Les revenus sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les bénéfices économiques sont recueillis par BNY Mellon SA/NV et dans la mesure où ces revenus peuvent être estimés de manière fiable, sans tenir compte du moment où le paiement est effectué. A moins que cela ne soit exigé ou permis par une norme comptable ou interprétation, tel que précisé dans les méthodes comptables de BNY Mellon SA/NV, les revenus et dépenses ne font pas l'objet de compensation au niveau du résultat global et des autres éléments du résultat global. Les critères spécifiques de comptabilisation ci-après doivent également être respectés pour la comptabilisation des revenus.

1.6.2.1. Produits et charges d'intérêt nets : Les charges et produits d'intérêts sont comptabilisés au taux d'intérêt effectif (TIE) pour tous les instruments financiers mesurés au coût amorti, ainsi que pour les actifs financiers disponibles à la vente porteurs d'intérêts. Le TIE est le taux qui actualise de façon précise les paiements futurs dus ou perçus au cours de la durée de vie de l'instrument financier ou une période plus courte le cas échéant. Il est appliqué à la valeur nette comptable de l'actif ou du passif financier. Le calcul tient compte de tous les termes contractuels de l'instrument financier (par exemple, les options de remboursement anticipé) ; il inclut tous les frais ou coûts additionnels qui sont directement attribuables à l'instrument et qui font partie intégrante du TIE, mais il exclut les pertes futures liées à une détérioration de crédit.

Depuis 2014, dans un contexte économique de taux d'intérêt faible, les intérêts appliqués à certains dépôts par les Banques Centrales dont la Banque Centrale Européenne sont devenus négatifs, et certains emprunts obligataires émis par les gouvernements, supportent aussi des taux négatifs. BNY Mellon SA/NV a comptabilisé des intérêts négatifs sur des actifs financiers comme des « Charges d'intérêts » en Résultat Global et autres éléments du résultat global. Inversement, les intérêts négatifs des passifs financiers facturés aux clients sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Lorsqu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers a fait l'objet d'une réduction de valeur, les revenus d'intérêts continuent à être comptabilisés sur la base du même taux d'actualisation afin de définir des flux de trésorerie futurs et calculer ainsi les réductions de valeur.

Les avances accordées et les dépôts reçus de la part des banques et de la clientèle de BNYM SA/NV sont principalement liés à leurs comptes courants, eux-mêmes ouverts pour faciliter le règlement des opérations sur titres. Leurs soldes varient quotidiennement. Les dépôts à terme ou les dépôts de fonds en surplus ont rarement une maturité de plus de trois mois et, de ce fait, la méthode du TIE n'est généralement pas utilisée pour valoriser ces passifs.

Les charges et produits d'intérêt des instruments financiers dérivés sont comptabilisés en résultat global « prorata temporis ».

1.6.2.2. Revenus des commissions : BNY Mellon SA/NV perçoit des commissions sur une gamme variée de services fournis à ses clients. Deux catégories de commissions existent :

— Commissions provenant de services rendus au cours d'une période déterminée : Les commissions provenant de la prestation de services pour une période déterminée sont comptabilisées au cours de cette période. Sont concernées les commissions liées aux activités de conservation de titres, de conseil et de gestion.

— Commissions provenant de services rendus sur transactions : Les commissions perçues dans le cadre d'opérations de négociation ou de participation à la négociation pour compte de tiers, telles que l'acquisition ou la compensation d'actions ou d'autres titres, l'achat ou la vente d'activités, sont comptabilisées au moment où la transaction sous-jacente est achevée. Les commissions sont comptabilisées à la date du règlement de l'opération lorsque les conditions liées à la performance sont remplies.

1.6.2.3. Dividendes : Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit d'en percevoir le paiement est établi pour BNY Mellon SA/NV.

1.6.2.4. Gains et pertes sur opérations de couverture économique : Tous les gains et pertes liées aux variations de juste valeur des actifs et passifs financiers dérivés, utilisés à des fins de couvertures économiques mais pour lesquels la comptabilité de couverture ne peut être appliquée, sont comptabilisés sous cette même appellation dans le résultat global.

1.6.3. Instruments financiers – Comptabilisation initiale et subséquente : Tous les actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés à la date de la transaction, c'est-à-dire la date à laquelle BNY Mellon SA/NV devient contractuellement liée à l'instrument, et ils sont mesurés initialement à leur juste valeur majorée des coûts de transaction. Le classement des instruments financiers lors de leur comptabilisation initiale dépend de l'intention de la direction quant à leur destination ainsi que de leurs caractéristiques.

1.6.3.1. Instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction : BNY Mellon SA/NV utilise des dérivés tels que les swaps de devises. Les dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan. Si leur juste valeur est positive, ils sont comptabilisés à l'actif, sinon au passif. Les variations de juste valeur des dérivés sont comptabilisées dans les « Gains et pertes sur opérations de couverture économique ».

BNY Mellon SA/NV détient des swaps de change pour le compte de ses clients dans le cadre de leur activité commerciale. La position ainsi existante est retournée en intégralité auprès de la succursale de Londres du groupe BNY Mellon afin d'éliminer tout risque de change pour BNY Mellon SA/NV.

BNY Mellon SA/NV ne détient pas de dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers.

1.6.3.2. Titres de placement :

1.6.3.2.1 Instruments financiers disponibles à la vente : Les instruments financiers disponibles à la vente incluent seulement les titres de créances. Les titres de créances ainsi classés sont ceux qui sont détenus pour une durée illimitée et qui peuvent être vendus pour des besoins de liquidité ou pour répondre à des changements de conditions de marché (par exemple, les titres de créance inclus dans la réserve de liquidité). BNY Mellon SA/NV n'a comptabilisé aucune avance ni aucun prêt comme disponible à la vente.

Après avoir été comptabilisés, les instruments financiers disponibles à la vente sont ensuite évalués à leur juste valeur.

Les gains et pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, et les gains et pertes cumulés, eux, en autres réserves.

Lorsque l'investissement est vendu, les gains et pertes cumulés précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat global (1) dans le poste « Autres revenus d'exploitation ».

Lorsque BNY Mellon SA/NV détient plus d'un investissement sur un même titre, en cas de vente, la méthode FIFO (« First In First Out » - « premier entré – premier sorti ») est appliquée. Les intérêts perçus pendant la détention de l'instrument financier disponible à la vente sont comptabilisés en tant que revenus d'intérêt et valorisés au taux d'intérêt effectif.

Les réductions de valeur des titres de cette catégorie comptable sont comptabilisées en résultat global sous le poste Réductions de valeurs sur les instruments financiers en diminution du poste Autres réserves.

(1) Résultat Global et Autres Eléments du Résultat Global.

1.6.3.2.2 Instruments financiers détenus jusqu'à l'échéance : Les titres classés dans cette catégorie sont des actifs financiers non dérivés, cotés, avec des paiements fixes ou déterminables et des maturités connues. BNY Mellon SA/NV a l'intention et la capacité de détenir ces titres jusqu'à l'échéance. Un titre ne peut pas être classé dans cette catégorie si BNY Mellon SA/NV a le droit de demander à l'émetteur du titre son remboursement ou son rachat avant l'échéance. En effet, un tel droit attaché au titre et payer pour détenir ce droit vont à l'encontre d'une intention de détention jusqu'à l'échéance.

La classification des titres dans cette catégorie comptable se fait au moment de leur première inscription au bilan.

Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont évalués au coût amorti moins une réduction de valeur pour dépréciation, la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE) est utilisée pour déterminer les intérêts (y compris prime ou décote à la date d'acquisition). L'amortissement est comptabilisé en Intérêts et revenus similaires en Résultat global et autres éléments du résultat global. Toute perte liée à la dépréciation des titres est aussi reconnue dans le poste « Pertes de crédit », en « Revenus nets d'exploitation ».

Aucune réduction de valeur n'a été comptabilisée en 2015 et 2016.

1.6.3.3. Prêts et avances aux clients : Les prêts et avances aux clients concernent des actifs financiers non-dérivés avec paiements fixes ou déterminables, non cotés sur un marché actif, autres que :

— les actifs que BNY Mellon SA/NV envisage de vendre immédiatement ou dans un avenir proche, et autres que les actifs désignés par BNY Mellon SA/NV, lors de leur comptabilisation initiale, à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;

— les actifs que BNY Mellon SA/NV, lors de leur comptabilisation initiale, désigne comme disponibles à la vente ; ou ;

— les actifs dont BNY Mellon SA/NV ne parviendra pas à recouvrer la totalité de l'investissement initial, pour une raison autre que la détérioration du risque de crédit.

Les prêts et avances aux clients incluent les prêts accordés aux gouvernements centraux, aux institutions de crédit ainsi qu'aux entreprises.

Un marché est considéré comme actif s'il propose des prix cotés facilement et régulièrement disponibles, et si ces prix représentent des transactions réelles réalisées à des conditions de concurrence normales. Après la comptabilisation initiale à la juste valeur, les prêts et avances aux clients sont évalués au coût amorti en utilisant le TIE, diminué de toute réduction de valeur. Le coût amorti est calculé en tenant compte des décotes ou primes liées à l'acquisition, ainsi que des commissions qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif (TIE). L'amortissement se retrouve sous la rubrique comptable « Intérêts et revenus similaires » en résultat global. Toutes les réductions de valeur sont comptabilisées en résultat global sous le poste « Pertes de crédit », en « Revenus nets d'exploitation ». Aucune réduction de valeur significative n'a été comptabilisée en 2015 et 2016.

1.6.3.4. Passifs financiers évalués au coût amorti : BNY Mellon SA/NV évalue ses passifs financiers au coût amorti au moyen du TIE, excepté lorsqu'il s'agit d'instruments financiers dérivés qui sont évalués à leur juste valeur. Le coût amorti est calculé en tenant compte de toutes les décotes et primes liés à l'émission et aux coûts, qui font partie intégrante du TIE.

Ces passifs comprennent les dépôts des institutions de crédit, les dépôts des clients, les passifs subordonnés ainsi que les autres passifs financiers présentés au bilan.

1.6.3.5. Reclassification des actifs financiers : BNY Mellon SA/NV peut reclasser, sous certaines conditions, des instruments financiers de la catégorie comptable « Disponible à la vente » vers la catégorie « Prêts et avances ». Ces reclassifications sont comptabilisées à la juste valeur à la date de la reclassification, qui devient la nouvelle base du coût amorti.

Quand un actif financier sort de la catégorie comptable « Disponible à la vente » pour reclassement, tout gain ou toute perte latente comptabilisée précédemment dans les fonds propres, est amortie en résultat global, sur la base du TIE, et sur la durée de vie restante de l'actif. Toute différence entre le nouveau coût amorti et les flux attendus de trésorerie est également amortie sur la durée de vie restante de l'actif, au moyen du TIE. Si l'actif doit par la suite subir une réduction de valeur, le montant comptabilisé dans les fonds propres sera repris en résultat global.

La reclassification est laissée à l'appréciation de la direction et est déterminée individuellement pour chaque instrument. BNY Mellon SA/NV ne reclasse aucun instrument financier dans la catégorie comptable « juste valeur par le biais du compte de résultat » après sa comptabilisation initiale. En 2016, BNY Mellon SA/NV n'a pas enregistré de reclassification d'actifs financiers.

1.6.4. Décomptabilisation d'actifs financiers et de passifs financiers :

1.6.4.1. Actifs financiers : BNY Mellon SA/NV décomptabilise un actif financier (ou, le cas échéant une partie d'un actif financier ou encore un groupe d'actifs financiers assimilés) lorsque :

- les droits de recevoir des flux de trésorerie de ces actifs ont expiré ; ou,
- BNY Mellon SA/NV a transféré ces mêmes droits ou s'est engagé à payer intégralement les flux de trésorerie reçus aux tiers sans retard matériel, via un accord de rétrocession qui prévoit soit que :
- BNY Mellon SA/NV a intégralement transféré tous les risques et profits liés à cet actif, ou,
- BNY Mellon SA/NV n'a ni transféré ni retenu intégralement tous les risques et profits de cet actif mais a transféré le contrôle de cet actif.

BNY Mellon SA/NV n'a décomptabilisé aucun actif financier en 2016.

1.6.4.2. Passifs financiers : Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation liée au passif est libérée, annulée, ou échue. Lorsqu'un passif financier existant est remplacé par un autre du même prêteur, sur la base de termes totalement différents, ou lorsque les termes d'un passif existant ont significativement changé, un tel échange ou une telle modification est traité(e) comme une décomptabilisation du passif original et la comptabilisation d'un nouveau passif. La différence des valeurs comptables respectives est comptabilisée en résultat global.

1.6.5. Opérations de mise en pension d'actifs et de prise en pension d'actifs : Les titres vendus dans le cadre d'opérations de mise en pension d'actifs, avec une date future de rachat fixée au préalable, ne sont pas décomptabilisés du bilan. En effet BNY Mellon SA/NV conserve substantiellement tous les risques et profits liés à cette propriété. Les flux de trésorerie perçus en échange sont comptabilisés au bilan, à l'actif, avec une obligation correspondante de les reverser y inclus les intérêts courus au passif, sous le poste « Passifs financiers au coût amorti ». La réalité économique de la transaction est reflétée comptablement comme un prêt octroyé à BNY Mellon SA/NV. La différence entre le prix de vente et de rachat est enregistrée comme une charge d'intérêt et est amortie sur la durée de vie de la convention au moyen du TIE.

A l'opposé, les titres achetés dans le cadre d'opérations de prise en pension d'actifs, à une date future de revente fixée au préalable, ne sont pas comptabilisés au bilan. Le paiement de la transaction, y compris les intérêts courus, est comptabilisé au bilan sous le poste « Prêts et avances aux clients », reflétant la substance économique de la transaction comptablement comme un prêt accordé par BNY Mellon SA/NV. La différence entre le prix d'achat et de revente est comptabilisée sous le poste « Produit net d'intérêts » et est amortie sur la durée de vie de la convention au moyen du TIE.

1.6.6. Garanties financières reçues : Les garanties financières sont des contrats qui exigent que l'émetteur effectue des paiements spécifiques pour rembourser le porteur d'une perte qu'il aurait à subir en cas de défaillance du débiteur à la date d'exigibilité d'un paiement selon les termes initiaux ou modifiés d'un instrument d'emprunt.

En 2016, BNY Mellon SA/NV, en tant que détenteur de garanties, a conclu un certain nombre de conventions de garanties financières, telles que des lettres de crédits reçues d'entités du groupe ou de tiers, afin de couvrir ses expositions importantes à des fins de reporting prudentiel. Ces garanties sont comptabilisées dans le hors-bilan et valorisées à leur montant notionnel. Voir la note 25.3 pour plus de détails.

1.6.7. Détermination de la juste valeur : La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. Une hiérarchie des justes valeurs composée de trois niveaux est utilisée pour valoriser les actifs financiers ou passifs financiers, elle reflète la transparence des données utilisées à la date d'évaluation.

La juste valeur est le prix de sortie dans le cadre d'une transaction normale, c'est à dire qu'il ne s'agit pas d'une vente forcée ou d'une vente dans un contexte de difficultés extrêmes de la société entre acteurs du marché à la date d'évaluation dans des conditions de marché normales.

La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs à la date du bilan s'appuie sur les prix de marché sans aucune déduction des coûts de transaction.

Pour tous les autres instruments financiers non négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques de valorisation appropriées. Ces techniques comprennent la méthode d'actualisation des flux de trésorerie (« Discounted cash-flow method » – DCF), la comparaison avec des instruments similaires pour lesquels un prix de marché existe, des modèles de valorisation d'options, des modèles de crédit et d'autres modèles de valorisation.

BNY Mellon SA/NV a uniquement des instruments financiers de niveau 1 et de niveau 2. Dès lors, BNY Mellon SA/NV n'utilise pas de modèles internes de valorisation comprenant des données inobservables pour la détermination de la juste valeur.

Une analyse de la juste valeur des instruments financiers et les informations sous-jacentes sont détaillées dans les notes explicatives.

1.6.8. Réduction de valeur des instruments financiers : BNY Mellon SA/NV évalue à chaque clôture s'il y a une preuve objective qu'un actif financier doit faire l'objet d'une réduction de valeur.

Un actif financier est réputé faire l'objet d'une réduction de valeur uniquement s'il y a indication objective de dépréciation. Celle-ci doit résulter d'un ou plusieurs événements ayant eu lieu après la première comptabilisation de l'actif (événements générateurs de perte avérées) et avoir un impact sur l'évaluation des flux futurs de trésorerie de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers. Cet impact doit pouvoir être mesuré de manière fiable.

Une indication objective de dépréciation peut découler d'indications montrant que l'emprunteur ou un groupe d'emprunteurs fait face à des difficultés financières significatives, qu'il existe une probabilité qu'il soit en faillite ou tombe sous toute autre forme de réorganisation financière. Il peut aussi s'agir de défaut ou de défaillance du paiement d'intérêts ou du capital. Une autre preuve peut être lorsque des données observables indiquent qu'il y a une diminution quantifiable des flux futurs de trésorerie estimés, telles que des changements dans les arriérés ou les conditions économiques qui sont corrélées à des défauts.

1.6.8.1. Actifs financiers comptabilisés au coût amorti : BNY Mellon SA/NV examine individuellement les actifs financiers comptabilisés au coût amorti (tels que les prêts et avances aux clients) pour déterminer l'existence de preuve objective de réduction de valeur des actifs significatifs pris individuellement. BNY Mellon SA/NV ne fait aucune évaluation de réduction de valeur collective car ses actifs financiers sont considérés comme significatifs à titre individuel.

Lorsqu'une preuve objective de réduction de valeur est avérée, le montant de la réduction de valeur se mesure comme la différence entre la valeur comptable des actifs et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés (hors pertes de crédit futures non avérées).

La valeur comptable de l'actif est réduite du montant de la réduction de valeur à travers un compte de dotations aux réductions de valeur, tandis que la perte encourue est portée en résultat global. Les intérêts continuent de courir sur la valeur réduite de l'actif, au taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation des flux de trésorerie futurs lors de l'estimation de la réduction de valeur. La valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés est actualisée au TIE original de l'actif. Si l'actif porte un taux d'intérêt variable, le taux d'actualisation à utiliser pour l'estimation de la réduction de valeur correspond au TIE actuel. Le calcul de la valeur actuelle et des flux de trésorerie futurs des actifs financiers collatéralisés comprend les flux de trésorerie liés aux saisies, diminués des frais engagés pour la saisie et la vente du collatéral, peu importe que la saisie soit probable ou non.

Les prêts et réductions de valeur y afférentes font l'objet d'une réduction de valeur complète lorsqu'il n'existe pas d'élément probant de recouvrement futur après que l'entière de la sûreté ait été réalisée ou transférée à BNY Mellon SA/NV. Dans le cas où, après la comptabilisation d'une réduction de valeur, le montant estimé de cette réduction de valeur augmente, ou diminue suite à un événement ultérieur, le montant de la réduction de valeur enregistrée est ajustée de la variation en utilisant le compte de dotations. Lorsqu'une réduction de valeur estimée fait l'objet d'un recouvrement, ce dernier vient créditer les « Pertes de crédit ».

1.6.8.2. Actifs financiers disponibles à la vente : BNY Mellon SA/NV examine à titre individuel les titres de créance disponibles à la vente pour déterminer l'existence de preuve objective d'une réduction de valeur, de manière analogue aux actifs financiers comptabilisés au coût amorti. Cependant, le montant de réduction de valeur enregistré est la perte cumulée. Il s'agit de la différence entre le coût amorti et la juste valeur actuelle, déduction faite de toute perte sur cet investissement précédemment comptabilisée en résultat global.

Les intérêts continuent de courir sur la valeur réduite de l'actif, au taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation des flux de trésorerie futurs dans le cadre de l'estimation de la réduction de valeur. Si, dans la période qui suit la comptabilisation d'une réduction de valeur, la juste valeur augmente en raison d'un événement de crédit ayant eu lieu après la comptabilisation de la réduction de valeur en résultat global, cette dernière est alors extournée du résultat global.

1.6.9. Compensation des instruments financiers : Les actifs financiers et passifs financiers font l'objet d'une compensation comptable et le montant net est présenté au bilan uniquement s'il existe un droit légal exécutoire de compensation des montants comptabilisés ainsi qu'une intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

1.6.10 Location financement (Leasing) : La désignation de contrats comme location-financement ou comme contenant une clause de location-financement est fondée sur la réalité sous-jacente au contrat et requiert l'examen des conditions contractuelles afin de déterminer si l'arrangement prévoit l'usage de l'actif en location et confère un droit d'usage de l'actif. Cette évaluation est faite au début du contrat.

Les contrats de location qui ne transfèrent pas à BNY Mellon SA/NV tous les risques et bénéfices connexes à la propriété des biens loués, sont des contrats de location simple. Les paiements des locations simples sont comptabilisés en dépenses en résultat global et autres éléments du résultat global de manière linéaire sur la durée du contrat. Les paiements conditionnels de loyers sont comptabilisés en dépenses au cours la période dans laquelle ils sont encourus.

BNY Mellon SA/NV n'agit pas en tant que bailleur dans des contrats de leasing.

1.6.11. Trésorerie et équivalents de trésorerie : La trésorerie et les équivalents de trésorerie inscrits au bilan comprennent les billets et pièces, les fonds détenus auprès des banques centrales et les dépôts à vue auprès des établissements de crédit avec une durée initiale inférieure à trois mois et qui présentent un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont comptabilisés au coût amorti au bilan.

1.6.12. Immobilisations corporelles : Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût, déduction faite des amortissements et réductions de valeur cumulés. Les coûts directement liés à l'exploitation normale de l'actif font partie de ces coûts.

L'amortissement linéaire permet de calculer la valeur de la dépréciation nécessaire afin de diminuer la valeur de l'actif jusqu'à sa valeur résiduelle, amortissement réalisé sur la durée d'utilité estimée, comme suit :

Biens immobiliers	40 ans
Améliorations locatives	Période la plus courte entre la durée de vie utile estimée de l'actif et la durée restante du bail
Véhicules	4 ans
Ameublement, aménagements et autres	4 à 10 ans

La durée d'utilité estimée d'une immobilisation corporelle est revue régulièrement et, en cas de révision, l'amortissement est ajusté prospectivement. Les immobilisations corporelles sont décomptabilisées en cas de cession. Tous les gains et pertes réalisés à cette occasion (calculés comme la différence entre le prix de vente net et la valeur comptable de l'actif) sont comptabilisés au poste « Autres produits d'exploitation » ou « Autres charges d'exploitation » en résultat global de l'exercice au cours duquel l'actif est cédé.

La valeur comptable des immobilisations corporelles est examinée pour décider d'une nouvelle réduction de valeur dès lors que des événements ou circonstances nouvelles indiquent que la valeur comptable ne peut être recouvrée. Il n'y a pas de restrictions sur les titres de propriété, et aucune immobilisation corporelle n'est mise en gage.

1.6.13. Regroupements d'entreprises et goodwill : Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés par application de la méthode de l'acquisition. Ceci implique la comptabilisation des actifs identifiables (y compris les actifs incorporels non comptabilisés précédemment), ainsi que les passifs identifiables (y compris les passifs éventuels mais hors coûts de restructuration futurs) des activités acquises, généralement à la juste valeur. Tout écart positif entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est comptabilisé comme un goodwill. Si le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs nets identifiables acquis, cet écart d'acquisition est comptabilisé directement en résultat global de l'année de l'acquisition.

Après sa comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût d'acquisition diminué de toute réduction de valeur accumulée. Le goodwill n'est pas amorti, mais il est examiné pour réduction de valeur éventuelle au moins une fois par an, et lorsque des événements ou changements indiquent que la valeur comptable est susceptible d'encourir une perte de valeur.

Une réduction de valeur est enregistrée si la valeur comptable de l'unité génératrice de flux de trésorerie, et qui a comptabilisé le goodwill, excède sa valeur recouvrable. Les réductions de valeur sur le goodwill ne sont pas extournées les exercices suivants.

Lors de la vente d'entités, la différence entre d'une part le prix de vente et d'autre part les actifs nets auxquels sont additionnés les écarts de conversion cumulés et le goodwill, est comptabilisée en résultat global.

1.6.14. Immobilisations incorporelles autres que Goodwill : Les immobilisations incorporelles de BNY Mellon SA/NV autres que le goodwill comprennent les logiciels et les contrats clients. Une immobilisation incorporelle n'est comptabilisée que lorsque son coût peut être évalué de manière fiable et lorsqu'il est probable que les bénéfices économiques futurs attendus sont attribuables à BNY Mellon SA/NV.

Les immobilisations incorporelles acquises individuellement sont comptabilisées initialement à la valeur d'acquisition. Le coût des actifs incorporels acquis dans un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Après la comptabilisation initiale, les actifs incorporels sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué de tout amortissement cumulé ainsi que de toute réduction de valeur cumulée.

La durée d'utilité des actifs incorporels peut être déterminée ou indéfinie. Les actifs incorporels avec une durée de vie déterminée sont amortis tout au long de leur durée de vie d'utilité estimée. La période d'amortissement ainsi que la méthode d'amortissement pour les actifs incorporels ayant une durée d'utilité déterminée sont revus au moins à chaque clôture. Les changements dans la durée de vie utile estimée ou dans le rythme attendu de consommation des bénéfices futurs liés à l'actif sont comptabilisés en adaptant la période ou la méthode d'amortissement appropriée. Ces changements sont traités comme des changements d'estimations comptables. L'amortissement des actifs incorporels est repris comme une dépense distincte au poste « Amortissement des actifs incorporels (autres que goodwill) » en résultat global.

L'amortissement linéaire permet de calculer les réductions de valeur afin de diminuer la valeur de l'actif jusqu'à sa valeur résiduelle, amortissement réalisé sur la durée de vie utile estimée, comme suit :

Logiciels	3 à 5 ans
Contrats clients (listes de clients)	10 à 25 ans

BNY Mellon SA/NV n'a pas d'actifs incorporels autres que le goodwill ayant une durée de vie utile indéfinie.

Les gains ou pertes, provenant de la décomptabilisation d'un actif incorporel, sont comptabilisés comme la différence entre les bénéfices nets de la cession et la valeur comptable de l'actif. Ils sont enregistrés en résultat global lorsque l'actif est décomptabilisé.

1.6.15. Réduction de valeur des actifs non-financiers : BNY Mellon SA/NV évalue à chaque date de clôture si un actif est sujet à une réduction de valeur selon certaines indications. Si une telle indication existe, ou lorsque le test annuel de réduction de valeur est requis, BNY Mellon SA/NV évalue le montant récupérable de l'actif. Ce dernier est le montant le plus élevé entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'usage. Lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse son montant récupérable, l'actif subit une réduction de valeur de telle sorte que sa valeur comptable égale son montant récupérable.

Dans le cadre du test de réductions de valeur, le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est, à partir de la date d'acquisition, alloué à une unité génératrice de flux trésorerie (UGT) ou à un groupe d'UGTs dont on suppose qu'ils bénéficieront des synergies liées au regroupement, et ce, indépendamment du fait que d'autres actifs ou passifs de l'entité acquise soient assignés à ces unités.

Chaque unité à laquelle le goodwill est alloué permet de définir le niveau plus bas du goodwill, ce niveau est utilisé à des fins de gestion interne pour contrôler le goodwill.

Comme expliqué précédemment au Chapitre 1.3 ci-dessus, l'UGT pour BNY Mellon SA/NV est l'entité elle-même.

BNY Mellon SA/NV a identifié la valeur d'usage comme étant la valeur recouvrable d'une unité génératrice de flux trésorerie en 2016.

Lors de l'évaluation de la valeur d'usage d'une UGT, les flux futurs de trésorerie sont actualisés au taux d'actualisation avant impôt. Ce taux reflète les évaluations actuelles de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques de l'actif. Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une réduction de valeur est comptabilisée. Ces réductions de valeur du goodwill ne peuvent être extournées aux périodes de clôture suivantes.

Les actifs ayant subi des réductions de valeur précédemment, hormis le goodwill, font l'objet d'une revue à chaque arrêté comptable afin de vérifier si des indications éventuelles vont dans le sens d'une annulation ou reprise des réductions de valeur. Si de telles indications existent, BNY Mellon SA/NV estime le montant récupérable de l'actif et le comptabilise. Une réduction de valeur précédemment comptabilisée ne peut être reprise que si un changement existe dans les hypothèses utilisées pour la détermination du montant récupérable de l'actif, et ce depuis la dernière comptabilisation de réduction de valeur. Le montant de la reprise est plafonné de telle sorte que la valeur comptable de l'actif n'excède pas son montant récupérable, ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette d'amortissement, en cas de non comptabilisation de réductions de valeur au cours des années antérieures. La reprise est comptabilisée en résultat global, dans la période à laquelle elle est actée.

1.6.16. Prestations de retraite :

1.6.16.1. Régimes de retraite à prestations définies : BNY Mellon SA/NV a administré quatre régimes de retraite à prestations définies au cours de l'exercice. Un régime de retraite à prestations définies est un plan de retraite qui définit le montant de prestations qu'un employé est en droit de percevoir à sa retraite, en fonction d'un ou de plusieurs facteurs tels que l'âge, l'ancienneté et le salaire. Une évaluation de chaque régime est effectuée annuellement par un actuaire indépendant.

Le coût des prestations d'un régime de retraite à prestations définies est évalué individuellement pour chaque plan en utilisant la méthode des unités de crédit projetées (« Projected Unit Credit Cost Method »). Le taux d'actualisation utilisé dans le cadre de cette évaluation actuarielle est basé sur les taux des obligations de société, obligations avec une notation de haute qualité (généralement notées « AA » et au-dessus) et émises dans le même pays que celui de l'engagement de pension et dont la maturité est similaire à celles des engagements de BNY Mellon SA/NV.

Les réévaluations, y compris les gains et pertes actuariels, les gains et pertes avérés sur les obligations et le rendement généré par les actifs hors revenus d'intérêt, sont comptabilisés immédiatement en Autres Eléments du Résultat Global de la période au cours de laquelle ils se produisent. Les réévaluations ne sont pas reclassées en compte de résultat au cours des périodes comptables ultérieures.

BNY Mellon SA/NV détermine la charge d'intérêt nette pour la période en appliquant, aux engagements nets des régimes à prestations définies (actif), le taux d'actualisation utilisé pour mesurer l'obligation de retraite au début de la période annuelle.

L'actif ou le passif du plan à prestations définies comprend la valeur actuelle de l'obligation de retraite, diminuée de la juste valeur des actifs destinés à couvrir les obligations du plan de retraite. La valeur d'un actif net est limitée à la valeur actuelle des bénéfices économiques disponibles sous la forme de refinancement du plan ou de réduction des futures cotisations au plan. Un bénéfice économique est disponible pour BNY Mellon SA/NV s'il est réalisable au cours de la vie du plan ou au moment du règlement des passifs du plan.

1.6.16.2. Régimes de retraite à cotisations définies : BNY Mellon SA/NV gère également quatre régimes de retraite à cotisations définies. Les cotisations liées à ce type de plan sont comptabilisées comme une charge au poste « Charges du personnel » lorsqu'elles sont dues. Les cotisations non encore payées sont enregistrées au passif.

1.6.17. Provisions : Les provisions sont comptabilisées lorsque BNY Mellon SA/NV doit faire face une obligation actuelle (légale ou implicite) résultant d'un événement passé. De plus, des ressources représentatives d'avantages économiques devront être utilisées pour éteindre cette obligation, et cette obligation devra pouvoir être mesurée de façon fiable. La charge relative à toute provision est présentée en résultat global, nette de tout remboursement.

— Provisions pour restructuration : Les provisions pour restructuration sont comptabilisées uniquement lorsque BNY Mellon SA/NV a une obligation implicite, c'est-à-dire lorsqu'un plan détaillé formel désigne le département ou une partie d'un département concerné, l'emplacement et le nombre d'employés touchés, une estimation des coûts associés et un calendrier approprié, et lorsque les employés concernés ont été informés des principales caractéristiques du plan.

1.6.18. Transactions dont le paiement est fondé sur des actions : Les employés (y compris les cadres de direction) de BNY Mellon SA/NV reçoivent une rémunération sous la forme de paiement fondé sur des actions, paiement par lequel des instruments de capital sont payés en contrepartie de services rendus (« Equity-settled transaction »). Les instruments de capital accordés sont des actions et des options sur actions de The Bank of New York Mellon Corporation, faisant ainsi partie d'un accord de paiement fondé sur les actions au niveau du groupe.

BNY Mellon SA/NV utilise une méthode binomiale pour calculer la juste valeur des options à la date d'attribution. Les unités d'actions sont évaluées sur la base du cours coté du titre concerné à la date d'attribution.

Le coût des opérations réglées en actions est comptabilisé en résultat global et est neutralisé au travers d'un crédit correspondant en fonds propres, dans la période au cours de laquelle les conditions de prestation et/ou de service sont rendues. Ce crédit prend fin lorsque les employés concernés ont acquis le droit de percevoir cette rémunération (la date d'obtention des droits – « vesting date »). La charge cumulée comptabilisée pour ces opérations réglées en actions, à chaque date de clôture jusqu'à la date d'obtention des droits, reflète la partie écoulée de la période nécessaire à l'acquisition des droits et la meilleure estimation du nombre d'instruments de fonds propres de BNY Mellon SA/NV qui seront définitivement acquis. La charge ou le crédit porté en charge en résultat global est comptabilisé(e) au poste « Charges du personnel » et représente le mouvement de la charge cumulée comptabilisée en début et fin de période.

Lorsque les termes d'attribution d'une opération fondée sur actions sont modifiés, la charge minimale à comptabiliser au poste « Charges du personnel » correspond à la charge calculée en l'absence de modification des termes initiaux. Une charge supplémentaire est comptabilisée pour toute modification qui augmenterait la juste valeur totale d'un accord de paiement par actions, ou le cas échéant, représente un bénéfice pour l'employé, mesuré à la date de modification. L'entité devrait comptabiliser la juste valeur supplémentaire accordée si la modification augmente la juste valeur des instruments accordés, ou la juste valeur des actions supplémentaires, si la modification augmente le nombre d'actions octroyées.

Lorsqu'une opération fondée sur des actions est annulée, elle est traitée comme si elle avait été acquise à la date d'annulation, et toute charge non encore comptabilisée liée à cette attribution est immédiatement reconnue. Cela concerne toutes les attributions pour lesquelles les conditions accessoires à l'acquisition des droits, qui sont contrôlables par l'entité ou la contrepartie, ne sont pas satisfaites. Cependant, si une nouvelle attribution est substituée à l'attribution annulée, et désignée comme une attribution de remplacement à la date à laquelle elle est attribuée, l'attribution annulée ainsi que la nouvelle attribution sont traitées comme s'il y avait eu une modification de l'attribution originale, tel que décrit au précédent paragraphe.

Tous les autres avantages à long terme et post-carrières des employés sont comptabilisés à la rubrique « Charge du personnel ».

1.6.19. Impôts :

1.6.19.1. Impôts courants : Les actifs et passifs d'impôts courants de l'exercice et des exercices précédents sont comptabilisés à hauteur des montants que BNY Mellon SA/NV s'attend à recevoir ou à payer conformément aux demandes des autorités fiscales. Les taux et les règles d'imposition utilisés pour le calcul du montant sont ceux adoptés à la date de clôture ou adoptés dans chaque pays où les entités juridiques de BNY Mellon SA/NV opèrent.

1.6.19.2. Impôts différés : L'impôt différé est comptabilisé dès lors qu'une différence temporaire existe entre les bases d'imposition des actifs et passifs à la date de clôture et leur valeur comptable dans le cadre de la production des états financiers à la date de clôture.

Les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toute différence temporaire imposable, sauf :

— lorsque le passif d'impôt différé provient de la comptabilisation initiale d'un goodwill ou d'un actif ou passif d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le gain ou la perte imposable ;

— en ce qui concerne les différences temporaires imposables liées à des participations dans les filiales, lorsque BNY Mellon SA/NV peut suivre le moment où les différences temporaires sont annulées et lorsqu'il est probable que les différences temporaires ne s'annuleront pas dans un futur proche.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt et les pertes fiscales non utilisés, dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs seront générés vis-à-vis desquels seront imputés les différences temporaires déductibles, les crédits d'impôts et les pertes fiscales inutilisés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués sur la base des taux d'imposition applicables à la période à laquelle l'actif est réalisé ou le passif réglé, conformément aux taux d'imposition (et règles fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

La valeur comptable de l'actif d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où un bénéfice imposable suffisant ne sera probablement pas généré pour permettre à tout ou à une partie de l'actif d'impôt différé d'être utilisé. Les actifs d'impôts différés non reconnus sont réévalués à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il est devenu probable que des bénéfices imposables futurs permettront à l'actif d'impôt différé d'être récupéré.

De la même manière, l'impôt courant et l'impôt différé, s'il concerne des éléments comptabilisés dans un poste autre que le résultat global, sont comptabilisés dans les Autres Eléments du Résultat Global ou directement en fonds propres selon la transaction à laquelle ils sont associés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit légalement exécutoire de compensation des actifs d'impôts courants par les passifs d'impôts courants, et si ces impôts différés relèvent de la même entité taxable et de la même autorité fiscale.

1.6.19.3. Taxe de vente : Les dépenses et actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe de vente, excepté :

— lorsque la taxe de vente encourue sur l'achat de biens ou de services n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe de vente est reconnue comme faisant partie du coût d'acquisition de l'actif ou comme dépense, le cas échéant,

— lorsque les montants de créances et de dettes comprennent déjà le montant de la taxe.

Le montant net d'impôt recouvrable ou payable auprès de l'autorité fiscale est porté aux comptes débiteurs ou créditeurs au bilan.

1.6.20. Dividendes sur actions ordinaires : Les dividendes sur actions ordinaires sont comptabilisés au passif et sont déduits des fonds propres lorsqu'ils sont approuvés par les actionnaires de BNY Mellon SA/NV. Les dividendes de l'année approuvés après la date de clôture sont mentionnés comme événements subséquents.

1.6.21. Réserves : Les réserves enregistrées dans les fonds propres de BNY Mellon SA/NV comprennent :

— les bénéfices non distribués y compris les gains et pertes de l'année et,

— les autres réserves qui comprennent : (i) l'impact des paiements fondés sur des actions, (ii) les changements de juste valeur des titres disponibles à la vente et (iii) le gain (perte) net(te) actuariel(le) des régimes de retraite à prestations définies, y compris l'impact fiscal y afférent.

1.6.22. Information sectorielle : Les informations sectorielles sont requises pour les entités dont les dettes ou instruments de fonds propres sont échangés sur un marché public ou qui déposent leurs états financiers auprès d'une autorité de supervision des marchés financiers ou un autre organisme réglementaire, dans le but d'émettre des instruments de fonds propres sur un marché public. BNY Mellon SA/NV n'est pas concernée par ses dispositions car elle n'émet pas d'instruments de dettes ou de fonds propres sur un marché public. Dès lors, BNY Mellon SA/NV ne fournit pas d'information sectorielle par secteur d'activité ni par marché géographique.

1.6.23. Actifs en conservation : L'enregistrement des actifs en conservation suit l'application des règles CAP (customer asset protection) belges (Circulaire PPB-2007-7). En 2016 une nouvelle application a été mise en production pour répertorier les actifs en conservation. Cette nouvelle approche attribue à chaque titre une entité contractuelle/agent dépositaire tandis que antérieurement des critères spécifiques étaient utilisés. Ce changement (modifiant la méthodologie d'une estimation vers une allocation position par position) améliore l'exactitude des Actifs en conservation et a mené à une amélioration de la précision et à une réduction de 4 % sur la valeur totale rapportée.

2. Produits et charges d'intérêts.

	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Intérêts et produits assimilés :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie auprès des banques centrales		
Actifs financiers disponibles à la vente	101 141	95 741
Prêts et avances aux clients	55 906	59 795
Autres actifs (intérêts négatifs)	54 720	21 590
Total	211 767	177 126
Intérêts et charges assimilées :		
Dépôts des établissements de crédit	40 697	39 481
Dépôts des autres établissements de crédit	5 116	4 954
Dépôts des établissements non-financiers	2	
Emprunts subordonnés	30 199	30 187
Autres passifs (intérêts négatifs)	48 866	24 440
Total	124 880	99 063
Résultat net d'intérêts	86 888	78 063

Le revenu net d'intérêts a connu sur l'année 2016, comparé à l'année dernière, une légère augmentation de 8.8 millions, ce malgré un environnement difficile avec des taux d'intérêt historiquement bas.

En 2016, BNY Mellon SA/NV a continué à refacturer les taux d'intérêts négatifs à ses clients, reflétant mieux le coût du maintien des dépôts en euros. Les autres actifs (intérêts négatifs) montrent les intérêts négatifs imputés aux clients par BNY Mellon SA/NV. Les autres passifs (intérêts négatifs) représentent le taux d'intérêt négatif chargé par les Banques Centrales.

3. Revenus nets de commissions.

	2016	2015
--	------	------

	(En € '000)	(En € '000)
Commissions perçues :		
Conservation de titres (Global Custody)	479 531	515 442
Prêts de titres (Securities Lending)		3 673
Services de banque dépositaire (Depot banking)	12 402	13 065
Activités de fiduciaire (Institutional Accounting)	6 891	8 389
American Depositary Receipt (ADR)	72 234	81 236
Frais d'administration, traitement et support refacturés	81 358	75 106
Commissions de change	48 337	64 552
Autres	15 073	9 222
Total des commissions perçues	715 726	770 685
Commissions payées :		
Conservation (Custody)	173 083	183 623
Compensation et Règlement (Clearing et Settlement)	286	189
Frais d'administration, traitement et support refacturés	120 067	129 148
Autres	24 951	27 205
Total des commissions payées	318 386	340 165
Revenus nets de commissions	397 339	430 519

Les revenus des commissions ont diminué de € 55 millions. Cette diminution est principalement due à la baisse des revenus de l'activité de Services de Marché et à l'impact positif des taux de change de l'année précédente. Les revenus générés par l'American Depositary Receipt ont diminué de € 9 millions. Cette diminution est principalement due au faible volume de traitement des émissions de certificats représentatifs de titres (Global Depositary Receipts), qui a baissé de € 15.3 millions. Cette baisse est lissée par l'impact positif des annulations d'un montant de € 6.3 millions opérés par la succursale de Dublin.

En 2016, les résultats des commissions de compensation et de règlement était égal à € 0 (2015 : € 0.02 millions). Ils seront par conséquent présentés sous la rubrique « Autres » pour les commissions perçues.

La diminution des frais d'administration, de traitement et de support refacturés a principalement été causée par une baisse des volumes mondiaux en 2016 comparés à ceux de 2015. De plus, la forte volatilité des devises en 2015 a eu un impact positif sur les revenus qui ont été enregistrés durant cette période par rapport à 2016. La dévaluation du Yuan en Chine ainsi que la crise connue en Grèce ont joué un rôle significatif dans la volatilité des devises sur les marchés financiers et ont permis à BNY Mellon SA/NV de connaître de meilleurs résultats en 2015 comparés à ceux de 2016.

En outre, les frais de conservation de titres ont connu une diminution en 2016 comparés à 2015. Ces frais correspondent aux frais payés par BNY Mellon SA/NV à ses sous-dépositaires, tant pour les activités intra-groupe que pour les tiers.

Les frais d'administration (par exemple les services de transaction et de conservation de titres), de traitement et de support sont des frais refacturés par les sociétés du groupe à BNYM SA/NV dans le cadre des opérations liées à la gestion des actifs.

Les autres commissions payées pour un montant de € 24.9 millions proviennent essentiellement :

- De l'activité de Depositary Receipt générée par la succursale irlandaise pour un total de € 20.5 millions (2015 : € 22.7 millions) payées à la maison mère américaine de BNY Mellon SA/NV,
- Des frais divers (principalement les frais de courtage) pour un total de € 4.4 millions (2015 : € 4.5 millions).

4. Gains (pertes) générés par les opérations de couverture et les dérivés.

	2016 (En € '000)	2015 (En € '000)
Contrats de change à terme (forwards)	92 165	46 710
	92 165	46 710

Sont présentés ici les résultats réalisés et latents des swaps de change qui servent de couvertures économiques, pour un montant total de € 92.1 millions, montant net de toute réévaluation de change sur les placements de trésorerie sous-jacents. Le résultat enregistré ci-dessus a augmenté principalement grâce à : a) l'impact positif de € 38.8 millions venant du différentiel d'intérêt généré par des prévisions de courbes de taux EUR plus basses que celles du USD, ce qui est en ligne avec la tendance observée en 2015 et b) l'impact positif de € 9.7 millions venant du différentiel GBP/EUR.

5. Autres produits d'exploitation.

	2016 (In € '000.)	2015 (In € '000.)
Profit (perte) lié à la vente d'instruments financiers disponibles à la vente	6 569	3 650
Produits divers	1 881	2 710
	8 450	6 361

Les gains liés la vente d'instruments financiers disponibles à la vente proviennent essentiellement de la vente d'obligations de la Nordea Bank Finland (€ 6.4 millions) comparé à la vente d'un titre Bundesbank (€ 1 million) et de la vente d'un Eurobond émis par l'Allemagne (€ 1 million) en 2015.

Le montant inscrit en produits divers est principalement composé du gain de € 1.8 million provenant de la vente de la gamme de produits du « Corporate Administration Services », qui représente moins de 6 % de parts de marché en Irlande.

6. Charges de personnel.

	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Rémunérations	94 306	95,468
Charges sociales	16 127	19,530
Régime de retraite à prestations définies (note 21.2)	4 291	3,785
Régime de retraite à cotisations définies (note 21.1)	3 814	1,444
Paievements en actions (note 24)	1 593	1,705
Autres	10 618	9,878
	130 749	131,810

Les charges de personnel, y compris les charges liées aux régimes de retraite à prestations définies, restent stables en comparaison avec l'exercice précédent.

Les mouvements de l'exercice proviennent pour l'essentiel du transfert de régime de retraite et de la faiblesse de l'environnement de taux. Les charges liées aux régimes de retraite se déplacent des régimes à prestations définies vers les régimes à cotisations définies. Cela est dû au nouveau régime collectif de retraite à cotisations définies aux Pays Bas qui remplace le régime de retraite à prestations définies mis en place en 2014 et pour lequel des frais ont été enregistrés sur l'intégralité de l'année. Les taux d'intérêt bas ont aussi eu un impact.

Les autres dépenses concernent principalement de frais d'assurance médicale pour € 2.9 millions, des dépenses relatives aux services centraux de la maison mère pour € 1.5 millions et des indemnités de déplacement allouées aux employés pour € 2.6 millions.

7. Autres charges d'exploitation.

	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Frais professionnels	25 932	22 662
Dépenses IT	19 813	11 028
Contributions sur les banques	17 129	1 299
Loyers des locations simples	7 377	8 455
Ecarts de change liés à des opérations autres que trading	7 360	381
Services généraux partagés	17 053	13 939
Assistance administrative temporaire	4 976	4 938
TVA non récupérable	5 636	4 425
Réparations et entretiens	4 970	3 616
Divers, marketing inclus	14 594	17 489
	124 840	88 232

Les autres charges d'exploitation ont significativement augmenté, principalement en raison des contributions sur les banques et de l'impact des différences de change.

Les frais divers proviennent essentiellement de l'impôt sur les activités étrangères pour € 1.9 millions (€ 1.3 millions en 2015), des coûts liés aux services d'information de marché et aux fournisseurs de données de marché, pour € 3.4 millions (2015 : € 2.9 Millions), des frais d'assurance dépôts pour € 1.9 millions (2015 : € 1.5 millions) et des frais de déplacement pour € 1.4 millions (2015 : € 1.5 millions).

8. Impôts sur les bénéfices.

Les éléments composant l'impôt sur le revenu au titre des exercices se clôturant les 31 décembre 2015 et 2016 se déclinent ainsi :

	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Impôts courants :		
Charge d'impôts courants	82 353	69 588
Ajustement au titre de l'impôt courant des années précédentes		- 11 185
Impôts différés :		
Liées aux différences temporaires nouvelles et reprises	- 2 737	- 967
	79 616	57 437

8.1. Réconciliation de la charge totale d'impôts. — La réconciliation entre la charge d'impôts et le bénéfice comptable, bénéfice multiplié par le taux d'imposition domestique applicable en Belgique, pour les exercices se clôturant aux 31 décembre 2015 et 2016 sont présentées ci-après :

	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Bénéfice comptable avant impôt	310 466	321 233
1. Charge d'impôts sur base du taux légal en Belgique (33.99 %)	105 527	109 187
2. Impact de taux d'imposition différents pour les autres juridictions fiscales	- 10 973	- 15 272
3. Produits non imposables		
4. Charges non déductibles fiscalement	960	324
5. Impact de l'utilisation de la charge d'impôt non comptabilisée précédemment		
6. Ajustement au titre de l'impôt courant des années précédentes	- 2 582	- 14 462
7. Autre augmentation (diminution) de la charge d'impôt légale	- 13 315	- 22 340
Charge d'impôt sur le revenu	79 616	57 437

Le taux d'impôt effectif sur le résultat est de 25.64 % en 2016 (2015 : 17.88 %).

8.2. Impacts de l'impôt sur le revenu lié aux autres éléments du résultat global :

	2016			2015		
	Montant avant impôt	Charge (produit) d'impôt	Montant net	Montant avant impôt	Charge (produit) d'impôt	Montant net
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Profit/(perte) net(te) sur les profits et pertes actuariels	- 6 979	1 693	- 5 285	5 900	- 1 920	3 980
Actifs financiers disponibles à la vente	20 880	- 8 664	12 216	- 5 683	967	- 4 717
Total	13 901	- 6 970	6 930	217	- 953	- 737

8.3. Impôts courants et différés. — Le tableau suivant présente des actifs et passifs d'impôts courants inscrits au bilan :

	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Actifs d'impôts courants :		
Remboursements d'impôts à venir	2 624	15 377
Créances fiscales de TVA	10 580	9 246
Autres	2 887	4 497
Total	16 092	29 120
Passifs d'impôts courants :		
Réserve pour impôts	16 750	21 193
Dettes fiscales de TVA	7 990	8 225
Autres	624	268
Total	25 364	29 686

Le tableau suivant présente l'impôt différé tel qu'inscrit au bilan ainsi que les variations de la charge d'impôts sur le résultat :

	Actifs d'impôts différés 31/12/16	Passifs d'impôts différés 31/12/16	Résultat global 2016	Autres éléments du résultat global 2016	Actifs d'impôts différés 2015	Passifs d'impôts différés 2015
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Retraites	8 274		622	1 656	5 996	
Différences temporaires sur le goodwill déductibles		- 9 970	- 344			- 9 626
Différences temporaires sur les immobilisations incorporelles déductibles		- 5 952	372			- 6 324
Autres passifs non reconnus fiscalement	44		- 10		54	
Réévaluation des instruments financiers disponibles à la vente		- 15 835	2 002	- 8 498		- 9 339
Autres différences temporaires	1 012	- 191	- 41		1 091	- 154
	9 330	- 31 948	2 601	- 6 843	7 141	- 25 442

Montants compensés	- 8 574	8 574		- 7 087	7 087
Total	756	- 23 374		54	- 18 355

BNY Mellon SA/NV a subi des pertes fiscales dans sa succursale allemande (1). Cette filiale a un historique de pertes. Des pertes supplémentaires ainsi qu'une charge de restructuration ont été enregistrées au cours des années passées. Il n'est pas envisageable de reconnaître un actif d'impôt différé sur ces pertes dans la mesure où cette filiale n'a ni une différence temporaire imposable, ni des possibilités de planification fiscale. Dès lors, et depuis 2014, BNY Mellon SA/NV a conclu que les actifs d'impôts différés existants liés aux pertes fiscales reportées seraient dé-comptabilisés.

(1) Les pertes reportées s'élèvent à 222 Millions d'Euro au 31 Décembre 2015.

9. Trésorerie et équivalents de trésorerie auprès des banques centrales.

	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Dépôts auprès de la Banque Nationale de Belgique	158 684	172 321
Dépôts auprès des autres banques centrales	10 737 105	11 483 827
	10 895 789	11 656 148

Les dépôts auprès de la Banque Nationale de Belgique et d'autres banques centrales sont généralement des réserves obligatoires, elles ne peuvent pas être utilisées par BNY Mellon SA/NV dans sa gestion quotidienne. Cependant, le montant le plus important de € 10.6 millions représente un placement auprès de la Deutsche Bundesbank, il ne s'agit pas d'une réserve obligatoire.

10. Prêts et avances aux clients.

	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Prêts et avances aux clients :		
Gouvernements centraux	6 436	2 352
Etablissements de crédit	10 145 839	7 594 085
Etablissements autres que des établissements de crédit	216 147	303 226
Moins : provision pour réductions de valeur	10 368 423	7 899 664

Le bilan de BNY Mellon SA/NV dépend de la liquidité. Les dépôts ont été principalement investis en obligations. L'augmentation des prêts aux établissements de crédit est principalement due à des certificats de dépôts pour un total de € 1,899 millions à compter du 31 Décembre 2016, montant qui n'était pas présent au 31 Décembre 2015. Ces certificats de dépôts sont nantis auprès d'Euroclear dans le but de couvrir la ligne de crédit intra journalière (voir note 12). De plus, les dépôts à terme ont augmenté de € 650 Millions.

BNY Mellon SA/NV a, conformément à ses règles comptables, procédé à un test de dépréciation des prêts et avances aux clients. A la suite de la réalisation de ce test, BNY Mellon SA/NV a conclu qu'aucune réduction de valeur ne devait être actée sur ses actifs.

Cela est cohérent avec la nature de l'activité de BNY Mellon SA/NV et de ses contreparties. BNY Mellon SA/NV traite avec des contreparties de qualité élevée (voir note 27.2.6 pour une analyse par notation de crédit et la note 27.2.7 sur les expositions en souffrance) et sur une base à très court terme, comme expliqué à la note 27, qui présente une analyse des échéances des actifs et des passifs financiers. Il n'existe pas de prêts et avances non performants en raison de la nature des emprunts et découverts et, en conséquence, aucune dépréciation n'a été comptabilisée au 31 décembre 2016 and 2015.

En date du 25 février 2016, BNY Mellon SA/NV a signé un accord de collatéral avec la Deutsche Bank AG visant à couvrir les risques encourus sur les dépôts en espèces de BNY Mellon SA/NV et de ses branches, en sa qualité de sous-dépositaire, auprès de Deutsche Bank AG. La valeur comptable des titres donnés en garantie par Deutsche Bank AG est de € 241 millions au 31 Décembre 2016.

11. Titres de placement.

	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Titres détenus jusqu'à l'échéance, émis par :	726 094	339 976
Gouvernements centraux	631 443	241 068
Etablissements de crédit	94 651	98 908
Titres disponibles à la vente, émis par :	13 296 496	14 441 397
Gouvernements centraux	10 603 032	12 321 051
Etablissements de crédit	2 693 464	2 120 347
	14 022 590	14 781 373

BNY Mellon SA/NV investit dans des titres de créances très liquides pour améliorer sa marge d'intérêt et d'avoir une réserve d'actifs liquides adaptée à l'activité de la société. Depuis le second trimestre 2015, BNY Mellon SA/NV a aussi investi dans des titres de créances afin de les conserver jusqu'à leur échéance. L'augmentation des titres et placements détenus jusqu'à échéance s'explique principalement par la détention d'obligations du Trésor américain (pour une valeur de € 398 millions, € 0 en 2015). La légère diminution des titres disponibles à la vente (d'un

montant de € 1.1 milliard) vient de la baisse du portefeuille d'obligations détenu auprès des Trésor américain et allemand. Voir la note 27.3, pour mieux comprendre la gestion de la liquidité de BNY Mellon SA/NV.

12. Actifs grevés.

A partir de 2016, BNY Mellon SA/NV a commencé à investir dans des certificats de dépôts qui sont donnés en nantissement à Euroclear. BNY Mellon SA/NV a signé un accord de garantie avec Euroclear pour couvrir une ligne de crédit intra journalière d'une valeur de \$ 2.1 milliard.

Le 6 Septembre 2016, BNY Mellon SA/NV a signé un contrat de nantissement avec Monte Titoli SpA dans le but de couvrir les services de représentants fiscaux qui ont été accordés dans le cadre des titres italiens. Le nantissement est utilisé comme une sécurité pour l'acquittement total et le paiement des obligations garanties (conformément à la loi sur les garanties financières et à l'Arrêté Royal n° 62 tel que défini dans le contrat). Le nantissement a été défini à € 1 million et pourrait être composé aussi bien d'espèces que de titres admissibles.

Au 31 décembre 2016, la valeur comptable et la juste valeur des actifs grevés se présentent comme suit, par type d'actifs :

Actifs	2016			2015		
	Actifs grevés à leur valeur comptable	Actifs grevés à leur juste valeur	Actifs non-grevés à leur valeur comptable	Actifs grevés à leur valeur comptable	Actifs grevés à leur juste valeur	Actifs non-grevés à leur valeur comptable
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Titres de créance	1 900 373	1 902 036	14 021 597			14 781 381
Autres actifs	246 660	246 660	20 258 669	263 502	263 502	20 371 995
	2 147 033	2 148 696	34 280 226	263 502	263 502	35 153 376

La valeur comptable des titres de créances correspond à l'engagement et aux certificats de dépôts relatifs à Monte Titoli nantis auprès d'Euroclear. Les autres actifs grevés sont des réserves monétaires, principalement placées auprès de la Banque Nationale de Belgique, ces réserves sont traitées comme telles dans la mesure où elles ne peuvent pas être retirées librement par la banque.

Actifs grevés/garanties reçues et passifs liés	2016		2015	
	Passifs adossés ou éventuels ou titres de créances prêtés	Actifs, garanties reçues et propres titres de créances émis	Passifs adossés ou éventuels ou titres de créances prêtés	Actifs, garanties reçues et propres titres de créances émis
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Valeur comptable des passifs financiers :				
Autres éléments grevés		2 147 033		263 502

BNY Mellon SA/NV n'a pas émis de titres de créances propres. Les autres éléments grevés font référence aux réserves monétaires auprès des banques centrales ainsi qu'à l'engagement et aux certificats de dépôts relatifs à Monte Titoli nantis auprès d'Euroclear mentionnés ci-dessus.

13. Instruments financiers dérivés.

Le tableau ci-dessous présente les justes valeurs des instruments dérivés ainsi que leur montant notionnel. Le montant notionnel est le montant de l'actif sous-jacent, du taux de référence ou de l'index sous-jacent à l'instrument financier. Il sert de base au calcul des variations de valeur des dérivés. Le montant notionnel n'est ni un indicateur du risque de marché, ni un indicateur du risque de crédit.

Dérivés détenus à des fins de transaction	Actif	Passif	Montant notionnel	Actif	Passif	Montant notionnel
	2016	2016	2016	2015	2015	2015
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Contrats de change à terme	218 708	261 428	25 971 506	225 213	256 978	34 265 192
	218 708	261 428	25 971 506	225 213	256 978	34 265 192

Les dérivés impliquent souvent à l'origine un échange mutuel d'obligations avec un transfert d'espèces limité ou nul. Cependant, ces instruments impliquent souvent un effet de levier important et sont volatiles. Une variation relativement faible de la valeur de l'actif, du taux de référence ou de l'index sous-jacents au dérivé peut avoir un impact significatif sur la valeur de ce même dérivé.

Les dérivés de gré à gré peuvent exposer BNY Mellon SA/NV à certains risques liés à l'absence de marché lorsque la société souhaite clôturer une position ouverte.

L'utilisation par BNY Mellon SA/NV d'instruments dérivés s'inscrit dans sa gestion globale du risque de marché. A ce jour, les dérivés de gré à gré utilisés par BNY Mellon SA/NV concernent des contrats de change à terme liés à : a) son activité de trésorerie et b) ses transactions clientèles. Ces dernières sont compensées par des transactions égales et opposées avec BNY Mellon.

Les informations relatives à la juste valeur des dérivés sont détaillées en Note 23.

En plus des dérivés mentionnés dans la table ci-dessus, BNY Mellon SA/NV détient des titres de créances résultant de diverses transactions classifiées comme étant détenues à des fins de transactions. Les montants concernés ne sont pas significatifs (€7 mille au 31 décembre 2016).

14. Autres actifs.

	2015	2014
	(En € '000)	(En € '000)
Charges constatées d'avance	5 952	6 494
Produits à recevoir (autres que produits d'intérêts provenant d'actifs financiers)	63 336	64 166
Créances, y compris	257 958	152 855
Provenant de sociétés liées	44 289	36 786
Divers	144	11 362
	327 389	234 877

Le solde des comptes débiteurs en fin d'année est fortement influencé par les activités journalières. Les créances des entreprises affiliées font référence aux soldes détenus avec des entités du même groupe que BNY Mellon SA/NV. Les actifs divers comprennent les opérations enregistrées dans un compte d'attente, résultant des activités journalières de BNY Mellon SA/NV, maintenus dans ce poste jusqu'à leur clarification.

15. Immobilisations corporelles.

2016	Amélioration locatives (agencement)	Equipement informatique	Mobilier, installation et autre équipement	Total
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Valeur comptable nette :				
Au 1 ^{er} janvier	7 546	310	3 012	10 868
Acquisitions	15	159	311	484
Cessions	- 45			- 45
Amortissements actés au titre de l'exercice	- 3 928	- 208	- 1 285	- 5 421
Autres				
Au 31 décembre	3 588	260	2 036	5 884
Valeur comptable brute	18 566	5 036	8 151	31 753
Amortissements et réductions de valeur cumulés	- 14 979	- 4 776	- 6 115	- 25 869

2015	Amélioration locatives (agencement)	Equipement informatique	Mobilier, installation et autre équipement	Total
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Valeur comptable nette :				
Au 1 ^{er} janvier	9 478	376	2 788	12 643
Acquisitions	52	188	1 102	1 342
Cessions	- 45			- 45
Amortissements actés au titre de l'exercice	- 1 939	- 241	- 878	- 3 058
Autres		- 13		- 13
Au 31 décembre	7 546	310	3 012	10 868
Valeur comptable brute	19 127	6 682	7 846	33 655
Amortissements et réductions de valeur cumulés	- 11 581	- 6 372	- 4 834	- 22 787

16. Goodwill et autres actifs incorporels.

2016	Goodwill	Logiciels informatiques	Contrats client	Total
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Valeur comptable nette :				
Au 1 ^{er} janvier	538 777	6 045	34 730	579 551
Entrées suite à une acquisition		499		499
Sorties et mises hors service	- 287			- 287
Amortissements au titre de l'exercice		- 3 280	- 4 823	- 8 103
Ecart de conversion de change				
Autres mouvements				
Au 31 décembre	538 490	3 264	29 906	571 660
Valeur comptable brute	538 490	29 678	82 944	651 112
Amortissements et réductions de valeur cumulés		- 26 413	- 53 037	- 79 451

2015	Goodwill	Logiciels informatiques	Contrats client	Total
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Valeur comptable nette :				
Au 1 ^{er} janvier	538 777	2 659	40 012	581 448
Entrées suite à une acquisition		16 867		16 867
Sorties et mises hors service		– 8 367		– 8 367
Amortissements au titre de l'exercice		– 5 114	– 5 282	– 10 397
Ecarts de conversion de change				
Autres mouvements				
Au 31 décembre	538 777	6 045	34 730	579 551
Valeur comptable brute	538 777	29 604	82 944	651 324
Amortissements et réductions de valeur cumulés		– 23 558	– 48 214	– 71 773

L'élimination de € 0.29 million du goodwill correspond à la branche située à Dublin et résulte de la vente de la gamme de produits du « Corporate Administration Services » où elle possédait moins de 6 % de parts de marché en Irlande.

16.1. Test de réduction de valeur relative au goodwill. — La direction de BNY Mellon SA/NV a procédé au test de dépréciation du goodwill au niveau de BNY Mellon SA/NV, la société a été déterminée comme unité génératrice de trésorerie (UGT). Nous nous référons au Chapitre 1 (Principes et Méthodes Comptables) pour les explications relatives à la méthode de détermination de l'unité génératrice de trésorerie.

Le test de dépréciation était prévu et a été réalisé avant la fin de l'exercice comptable sur la base de chiffres disponibles au premier semestre et de budgets préparés au 30 juin 2016.

Aucune réduction de valeur sur le goodwill n'a été comptabilisée durant l'année clôturée le 31 décembre 2016 (de même qu'en 2015).

Le montant récupérable pour BNY Mellon SA/NV a été calculé sur base de la valeur d'usage. Cette dernière a été déterminée en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus, qui seraient générés par l'utilisation continue de l'UGT. Sauf mention spécifique, la valeur d'usage a été déterminée en 2016 de la même manière que les années précédentes. Le calcul de la valeur d'usage s'est basé sur les hypothèses clés suivantes :

- les flux de trésorerie ont été projetés sur base des profits nets après impôts (corrigés des profits/pertes hors trésorerie) au 30 juin 2016 en utilisant le plan de développement à 5 ans, y compris l'année 2016,
- les flux de trésorerie ainsi définis ont été extrapolés au moyen d'un taux de croissance constant de 3 pour cent (2015 : 1.5 pour cent), lui-même basé sur l'hypothèse de croissance à long terme de BNY Mellon SA/NV. La période de prévision s'appuie sur l'horizon de prévisions de BNY Mellon SA/NV pour l'exercice de ses activités,
- un taux d'actualisation de 10 pour cent (2015 : 10 pour cent) a été appliqué afin de déterminer les montants récupérables par l'UGT. Ce taux d'actualisation est le même que celui utilisé pour l'activité d'administration d'actifs (Asset Servicing) tel que prévu par les Principes et Méthodes Comptables de BNY Mellon.

Les hypothèses clés décrites ci-dessus peuvent changer en fonction des évolutions des conditions économiques et de marché.

Depuis fin 2015, en vue de rapprocher la période de test des réductions de valeur au cycle budgétaire, la direction a décidé d'avancer la période de test annuel, en ne se basant plus sur les données financières établies en fin d'année, mais, en se basant sur les données financières obtenues lors de la clôture comptable du 30 juin. Cela permettra de ce fait d'aligner la période de test avec le cycle financier interne de budgétisation et de prévision.

La direction de BNY Mellon SA/NV considère qu'aucune modification raisonnable et possible des hypothèses clés détaillées précédemment ne pourrait impacter le montant récupérable de l'UGT de telle sorte qu'il serait inférieur à la valeur comptable.

17. Passifs financiers mesurés au coût amorti.

	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Dépôts des banques centrales	277 914	362 179
Dépôts des établissements de crédit	9 038 916	9 501 477
Comptes courants/dépôts du jour au lendemain (overnight)	8 868 562	9 418 443
Dépôts à terme	170 354	83 034
Dépôts des autres institutions financières	23 310 987	21 979 132
Comptes courants/dépôts du jour au lendemain (overnight)	22 941 707	21 958 869
Dépôts à terme	369 280	20 263
Dépôts des institutions non-financières	6 030	24 833
Comptes courants/dépôts du jour au lendemain (overnight)	6 030	24 833
Passifs subordonnés (Note 20)	354 950	358 837
Autres passifs		56 834
	32 988 797	32 283 292

Tous les passifs sont émis par BNY Mellon SA/NV.

En 2016 les passifs de BNY Mellon SA/NV n'ont subi aucun défaut en principal, intérêts ou en ce qui concerne d'autres clauses (2015 : montant nul).

18. Autres passifs.

	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Avantages du personnel – Obligation au titre des prestations définies (Note 21.2)	27 374	19 321
Autres avantages du personnel et charges sociales	19 365	21 856
Dettes liées aux locations financements	4	42
Charges à payer (autres que les charges d'intérêt liées aux passifs financiers)	37 509	36 418
Comptes débiteurs	99 651	50 441
Autres	4 980	2 389
	188 884	130 468

Le poste « Autres » a augmenté principalement dû au montant relatif aux comptes débiteurs tiers. En effet, les montants relatifs aux filiales du groupe n'ont connu qu'une légère augmentation pour un total de € 27.4 millions (2015 : € 20.2 millions).

19. Provisions.

	Restructuration	Autres provisions	Total
	(En € '000)		
Au 1 ^{er} janvier 2016	4 716	566	5 282
Montants provisionnés	6 835	769	7 603
Montants utilisés	- 2 699	- 557	- 3 256
Montants non utilisés extournés durant la période	- 2 280	- 167	- 2 447
Autres mouvements		26	26
Au 31 décembre 2016	6 572	637	7 209
Au 1 ^{er} janvier 2015	6 331	875	7 206
Montants provisionnés	5 091	609	5 700
Montants utilisés	- 4 696	- 221	- 4 917
Montants non utilisés extournés durant la période	- 2 009	- 733	- 2 742
Autres mouvements		36	36
Au 31 décembre 2015	4 716	566	5 282

BNY Mellon SA/NV a mis en œuvre un plan de restructuration au cours des cinq dernières années qui a conduit à une réallocation des emplois et une réorganisation des fonctions entre différentes localisations géographiques au sein du groupe. Le bureau de Bruxelles conserve le contact-client, les activités spécialisées de traitement et de nombreuses fonctions de services partagées. La provision au 31 décembre 2016 contient les indemnités liées à cette réorganisation. D'autres provisions sont essentiellement liées à des litiges opérationnels à Bruxelles et des litiges clients dans la succursale allemande. De plus, en date du 31 Décembre 2016, tout comme c'était le cas en 2015, aucune provision pour litige en cours ou juridique n'a été comptabilisée.

20. Dettes subordonnées.

BNY Mellon SA/NV est détenteur d'un emprunt perpétuel de € 92.5 millions (2015 : € 92.5 millions) utilisés pour répondre à ses besoins généraux. Les intérêts courent avec un taux de 8.18 % par an, et sont calculés sur la base du nombre de jours réels et une année de 360 jours.

BNY Mellon SA/NV est également détenteur d'un emprunt auprès d'une partie liée, échéant le 22 juillet 2040, de € 253 millions (2015 : € 253 millions) utilisés pour répondre à ses mêmes besoins généraux. Les intérêts sur ce prêt courent à un taux de 8.75 % par an et sont calculés sur la base du nombre de jours réels et une année de 360 jours.

Les deux emprunts sont classifiés en tant qu'instrument de fonds propres de catégorie 2 dans le cadre des rapports sur les fonds propres réglementaires. Dans les deux contrats, la BNB est autorisée à suspendre le remboursement dans le cas où BNY Mellon SA/NV ne serait plus capable de satisfaire aux exigences minimales de fonds propres et de solvabilité. Les emprunts ne sont pas garantis par BNY Mellon SA/NV (pas de collatéral émis).

Nonobstant le fait qu'un des prêts est perpétuel, et l'autre assortis d'une maturité éloignée (22 juillet 2040), BNY Mellon SA/NV pourrait, et sous certaines conditions, en demander le remboursement avant l'échéance (après un accord écrit de la Banque Nationale de Belgique) :

- après le 5^{ème} anniversaire de la date d'émission ;
- dans le cas d'un événement disqualifiant cette dette en tant que fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) ;
- dans le cas d'un événement fiscal défavorable ; ou,
- dans tous les cas tels que convenus avec la Banque National belge.

Le prix de remboursement sera égal au montant de l'emprunt en cours additionné du montant des intérêts courus (ou différés) restant à payer.

21. Régimes de retraite.

21.1. Régime de retraite à cotisations définies. — BNY Mellon SA/NV alimente quatre régimes de retraite à cotisations définies (deux régimes aux Pays-Bas, un au Luxembourg et un en Irlande) par le paiement de cotisations fixes. Il n'y a pas d'obligation légale ou implicite de payer davantage de cotisations. Le plan de contribution en Belgique est la somme forfaitaire de deux parties d'un régime hybride, traités dans son intégralité comme un régime de retraite à cotisations définies. Les actifs de ce régime sont détenus séparément des autres régimes de BNY Mellon SA/NV dans un fonds sous le contrôle d'un gestionnaire de fonds. Pour les salariés irlandais, un régime de retraite à cotisations définies existe.

Selon les taux déterminés dans les règles du régime de retraite, le coût total en résultat global de € 3.8 millions (2015 : € 1.4 millions) représente les cotisations à payer à ces régimes par BNY Mellon SA/NV.

21.2. Régime de retraite à prestations définies :

— Avantages du personnel : Au cours de l'année, le groupe a cotisé à quatre régimes de retraite à prestations définies : deux en Belgique et deux en Allemagne. Généralement les régimes de retraite à prestations définies déterminent un montant que l'employé recevra à son départ à la retraite, le montant variera en fonction d'un ou de plusieurs facteurs tels que l'âge, les années de service et le salaire.

— Nature des prestations définies par les plans : Les plans allemands sont des plans basés sur le salaire final et déterminent le montant à recevoir sur base du salaire à la date de la retraite ou à une date antérieure de fin de service. Les plans sont ouverts pour acquisition future. Le plan belge donne un capital aux membres au moment de la retraite, il a été fermé aux nouveaux employés en avril 2007. Aucun régime n'inclut de garanties fournies par BNY Mellon SA/NV ou ses filiales.

— Cadre réglementaire dans lequel les plans opèrent : Le groupe gère les plans de retraite à prestations définies en Belgique et en Allemagne avec des cadres réglementaires relativement similaires. Le paiement des indemnités est effectué depuis les fonds administrés par des tiers. Les actifs du plan sont régis par les réglementations locales et les pratiques de chaque pays, de même que la nature de la relation entre le groupe et les gestionnaires de fonds (ou leur équivalents) et leur composition.

— Responsabilités d'autres entités dans la gestion des plans : Les gestionnaires de fonds ont en première instance la responsabilité de la gestion des plans. Le paiement des indemnités est effectué depuis les fonds administrés par des tiers et les actifs sont maintenus dans ces fonds régis par les réglementations et pratiques locales de chaque pays. La société et l'organe de gestion du fonds sont responsables conjointement de la gouvernance des plans – y compris les décisions d'investissement et les taux de contribution. Ces organes de gestion incluent des représentants de la société et autres membres conformément aux réglementations et pratiques locales.

— Risques auxquels les plans exposent la Banque :

– volatilité des actifs : si les actifs du plan ont une performance inférieure au taux d'actualisation, un déficit apparaît. Dans la mesure où les plans allemands sont entièrement investis dans des actifs à revenu fixe, une sous-performance par rapport au taux d'actualisation est possible et avec pour conséquence une augmentation du déficit.

– longévité : l'augmentation de l'espérance de vie augmentera les passifs du plan. Le lien avec l'inflation présent dans les plans allemand et belge signifie qu'une inflation accrue conduit à une sensibilité plus importante à une espérance de vie plus longue.

– risque d'inflation : la majorité des prestations des plans allemands et hollandais sont liés à l'inflation et donc, des taux d'inflation accrus vont engendrer des montants de passifs plus élevés (des plafonds existent cependant pour protéger des scénarios extrêmes d'une hausse de l'inflation). Le plan belge est moins sensible à l'inflation et à la longévité étant donné qu'à la retraite le capital est payé en une fois.

— Modifications des plans, réductions ou liquidation : Aucune modification, réduction ou liquidation des plans n'a eu lieu au cours de l'exercice 2016.

— Financements et politique de financement affectant les contributions futures : Les exigences de financement des plans individuels sont basées sur les modalités de calcul actuariel définies dans les politiques de financement des plans et respectent les exigences statutaires des plans dans les diverses juridictions. BNY Mellon SA/NV procède à des valorisations actuarielles séparées afin de financer chaque plan et paie les contributions aux plans sur la base de ses calculs.

— Gestion des actifs-passifs liés aux régimes de retraite : Les investissements sont gérés par les gestionnaires de fonds de pension dans le cadre défini de la gestion bilantaire des actif et passif. L'ALM vise à aligner les investissements long terme avec les obligations liées aux régimes de retraite. Dans ce cadre, le département ALM a pour objectif de faire coïncider les actifs aux passifs liés aux régimes de retraite, en investissant dans des titres à long terme dont les maturités correspondent aux échéances de paiement des prestations, et dans la devise appropriée. La société gère activement la duration et le rendement attendu des investissements, afin de s'assurer que les flux de trésorerie attendus correspondent à ceux des obligations de retraite.

— Variation de l'actif ou du passif net des prestations définies : Le tableau ci-dessous présente une réconciliation des balances d'ouverture et de clôture pour l'actif ou (passif) net des prestations définies et de leurs composantes.

	Obligation au titre des prestations définies		Juste valeur des actifs du régime		Obligation nette (passif)/actif	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Balance au 1 ^{er} janvier	– 74 957	– 74 688	55 637	50 953	– 19 320	– 23 735
En compte de résultat :						
Coût des services rendus pendant la période	– 3 082	– 3 224			– 3 082	– 3 224
Dépenses administratives			– 41	– 48	– 41	– 48
Pertes/(profits) sur les règlements inhabituels (1)						
Charges d'exploitation/(produits)	– 3 082	– 3 224	– 41	– 48	– 3 123	– 3 272
Intérêt sur l'obligation au titre des prestations définies/(actif)	– 1 796	– 1 669	1 355	1 156	– 441	– 513

Charges financières/(produits)	- 1 796	- 1 669	1 355	1 156	- 441	- 513
Actif ou (passif) net des prestations définies	- 4 878	- 4 893	1 314	1 108	- 3 564	- 3 785
En autres éléments du résultat global :						
Rendement des actifs des plans, hors revenus d'intérêt			- 1 124	1 290	- 1 124	1 290
Gains/(pertes) réalisés	2 305	451			2 305	451
Gains/(pertes) actuariels provenant de changements dans les hypothèses financières	- 8 722	4 134			- 8 722	4 134
(Gains/(pertes) actuariels provenant de changements dans les hypothèses démographiques	631				631	
Total des gains/(pertes) reconnus	- 5 786	4 585	- 1 124	1 290	- 6 910	5 875
Autres :						
Transferts (entrées)/sorties		- 637		633		- 4
Cotisations versées par l'employeur			2 420	2 329	2 420	2 329
Prestations servies	1 426	676	- 1 426	- 676		
	1 426	39	994	2 286	2 420	2 325
Balance au 31 décembre	- 84 195	- 74 957	56 821	55 637	- 27 374	- 19 320
<i>(1) Les employés de la succursale néerlandaise bénéficiaient jusqu'au 31 décembre 2013 d'un plan de pension à prestation définie. Ce plan a été clôturé le 12 juin 2014 et substitué par un plan collectif à contribution définie.</i>						

Les montants des obligations de retraite à prestations définies et des actifs des plans pour les cinq dernières années sont présentées ci-dessous. En vue d'assurer la comparabilité des données, les chiffres présentés pour 2012 sont présentés en conformité avec les guidances actuelles de la norme IAS 19.

— Obligation ou actif net des prestations définies :

31 décembre	2016	2015	2014	2013	2012
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Juste valeur des actifs des plans	56 821	55 637	50 953	88 633	84 123
Obligation de retraite à prestations définies	- 84 195	- 74 957	- 74 688	- 108 149	- 108 583
Au 31 décembre	- 27 374	- 19 320	- 23 735	- 19 516	- 24 460
Ajustements (les plafonds d'actifs)					
(Obligation)/actif net des prestations définies	- 27 374	- 19 320	- 23 735	- 19 516	- 24 460

BNY Mellon SA/NV s'attend à contribuer à hauteur de € 2.48 millions à ses plans de retraite à prestations définies en 2017 (2016 : € 2.54 millions). Le montant cumulé des gains et pertes reconnus en autres éléments du résultat global (OCI) est détaillé ci-dessous :

Gains et pertes reconnus en autres éléments du résultat global	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Au 1 ^{er} janvier	14 420	20 295
Reconnus durant l'année	6 910	- 5 875
Au 31 décembre	21 330	14 420

Le poids des principales catégories d'actifs des plans de retraite est représenté ci-dessous en pourcentage de la juste valeur des actifs totaux (moyenne pondérée) :

	2016	2015
Actions (cotées), parmi lesquelles	51,4%	33,1%
Instruments cotés sur le marché local	16,9%	16,6%
Instruments cotés sur des marchés étrangers	31,4%	15,0%
Instruments cotés sur des marchés émergents	3,1%	2,4%
Instrument de dettes (1), parmi lesquels	43,8%	49,3%
Trésorerie (cotées)	0%	3,8%
Swaps de taux d'intérêt (cotés)	0%	3,8%
Obligations d'entreprises/souveraines (cotées)	29,4%	6,3%
Obligations souveraines à taux fixes (non-cotée)	6,7%	5,5%
Obligations souveraines à coupons indexés (non-cotées)	7,6%	4,7%
Obligations d'entreprises (non-cotées)	0%	24,4%
Immobiliers (cotés)	2,8%	2,4%

Trésorerie, dont	2,0%	15,2%
Cotés	1,9%	14,4%
Non cotés	0,1%	0,8%
	100,00%	100,00%
<i>(1) Les investissements dans des fonds sont inclus dans cette catégorie. Les sous-catégories reflètent par conséquent les avoirs de ces fonds.</i>		

L'allocation sectorielle des actifs investis en actions par secteur est la suivante :

	2016	2015(2)
	(En € '000)	(En € '000)
Actions, parmi lesquelles	29 494	18 567
Energie, entreprises industrielles et de matériaux	8 016	4 080
Produits courants et de consommation	6 482	4 497
Services financiers	6 069	4 049
Santé	3 088	2 163
Technologies de l'information	4 778	1 983
Autres	1 062	1 794
<i>(2) Les instruments de capitaux propres (« Actions » ci-dessus) incluent seulement les actifs de plan de pension Belge en 2015.</i>		

Les actions et obligations sont principalement émises en EUR (59 %) et sont négociées sur des marchés actifs. Toutes les obligations d'Etat sont émises par les gouvernements européens. Les obligations sont notées : AAA – 11 %, AA – 18 %, A – 29 % et BBB, BB ou B – 40 %.

Les valorisations actuarielles plus récentes des actifs des plans et la valeur actualisée de l'obligation de retraite à prestations définies ont été faites pour le compte de BNY Mellon SA/NV au 31 décembre 2016. La valeur actualisée de l'obligation de retraite à prestations définies et les coûts de services actuels et passés associés ont été évalués en utilisant la méthode des unités de crédit projetées (« Projected Unit Credit Cost Method »).

— Hypothèses actuarielles et analyse de sensibilité : Les hypothèses sont fixées avec l'assistance d'actuaire, elles s'appuient sur la durée des plans individuels et des conditions de marché de chaque pays. Elles sont équivalentes aux hypothèses pondérées pour le passif, comme suit :

	2016	2015
Taux d'actualisation	1,90%	2,40%
Augmentations futures de salaires	2,85%	3,25%
Augmentations futures des retraites	1,75%	1,75%

Les hypothèses concernant la probabilité de mortalité future sont fixées avec l'assistance d'actuaire, elles sont en ligne avec les données statistiques publiées en la matière et les données réelles de chaque pays. Ces hypothèses se traduisent par une espérance de vie moyenne liée aux valeurs de l'obligation de prestations définies, cette espérance de vie se présente comme suit à la date de clôture :

	2016	2015
Espérance de vie à l'âge de 65 ans des retraités actuels :		
Hommes	21,3	21,3
Femmes	25,2	25,2
Espérance de vie à l'âge de 65 ans pour le personnel aujourd'hui âgé de 45 ans :		
Hommes	22,0	21,9
Femmes	25,8	25,8

Tout changement d'une des hypothèses listées précédemment peut modifier la valeur actualisée des obligations de retraite à prestations définies comme suit (avec toutes les autres hypothèses inchangées) :

Valeur des obligations à fin d'année si (En '000)	Variation	31/12/16
Le taux d'actualisation diminuait de	1,00 %	101 982
Le taux d'actualisation augmentait de	1,00 %	67 240
Si l'inflation diminuait de	1,00 %	78 118
Si l'inflation augmentait de	1,00 %	91 323
Si l'espérance de vie diminuait de	1 an	82 431
Si l'espérance de vie augmentait de	1 an	85 918

Les analyses précédentes partent du postulat que les changements d'hypothèses ont lieu séparément. En pratique, cela est peu probable, certaines hypothèses pouvant être corrélées, telles que la croissance des retraites et l'inflation. Ces sensibilités sont toutes calculées sur la base de la même méthode des unités de crédit projetées (« Projected Unit Credit Cost Method »).

Actions autorisées, en circulation et entièrement libérées	2016	2015
	(En '000)	(En '000)
Actions ordinaires d'une valeur nominale de 976.7 € chacune	1 545	1 545
% actions préférentielles convertibles (Note 24)		
	1 545	1 545

Au 31 décembre 2016, BNY Mellon SA/NV a comptabilisé un capital et des primes d'émission pour, respectivement, € 1,509 millions et € 33.33 millions.

BNY Mellon SA/NV détient des plans d'option sur actions offerts à un certain nombre de ses directeurs et cadres leur permettant de souscrire à des actions de BNY Mellon.

23. Juste valeur des instruments financiers.

23.1. Détermination et hiérarchie de la juste valeur. — BNY Mellon SA/NV utilise la hiérarchie suivante pour déterminer et fournir des informations relatives à la juste valeur des instruments financiers, avec différentes méthodes de valorisation :

Niveau 1 : méthode basée sur les cours cotés (non ajustés) disponibles sur les marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Les justes valeurs sont disponibles auprès du marché, d'un opérateur, d'un courtier ou d'une contrepartie similaire. Les instruments financiers pour lesquels un prix coté existe ont une juste valeur égale à leur valeur de marché, provenant des prix de marché disponibles. Aucune technique de valorisation (modélisation) n'est nécessaire.

Niveau 2 : méthode basée sur des modèles avec des données clefs dans le calcul de juste valeur qui sont observables directement ou indirectement. Ces données de marché observables impliquent l'existence d'un marché actif et sont utilisées de préférence aux données non observables. Les taux sans risque ainsi que les cours de change sont des données observables. Les techniques de valorisation basées sur des données observables sont comparées à la juste valeur d'un instrument similaire ou obtenu via un modèle d'actualisation des flux de trésorerie.

Niveau 3 : méthode basée sur des modèles avec des données clefs dans le calcul de la juste valeur qui sont ne sont pas observables dans le marché. Cela suppose qu'il n'y ait pas de marché actif et que des modèles de valorisation développés en interne aient été mis en place afin de déterminer la juste valeur de l'instrument financier.

Le tableau suivant présente une analyse des instruments financiers enregistrés à la juste valeur selon le niveau de hiérarchie appliqué par BNY Mellon SA/NV :

2016	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Actifs financiers :				
Instruments financiers dérivés :				
Contrats de change à terme		218 708		218 708
Investissements financiers (cotés) disponibles à la vente :				
Titres de créances	12 629 407	667 089		13 296 496
	12 629 407	885 797		13 515 204
Passifs financiers :				
Instruments financiers dérivés :				
Contrats de change à terme		261 428		261 428
		261 428		261 428

2015	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Actifs financiers :				
Instruments financiers dérivés :				
Contrats de change à terme		225 213		225 213
Investissements financiers (cotés) disponibles à la vente :				
Titres de créances	13 483 719	957 686		14 441 405
Titres détenus pour activité de trading	13 483 719	1 182 899		14 666 618
		225 213		225 213
Passifs financiers :				
Instruments financiers dérivés :				
Contrats de change à terme		256 978		256 978
		256 978		256 978

Tant en 2016 qu'en 2015, BNY Mellon SA/NV n'a procédé à aucun transfert d'instrument financier du niveau 1 vers le niveau 2, et des niveaux 1 et 2 vers le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur.

23.2. Instruments financiers enregistrés à la juste valeur. — La détermination de la juste valeur est détaillée ci-dessous par famille d'instruments financiers. Elle intègre les hypothèses de BNY Mellon SA/NV, estimations identiques à celles prises par un acteur du marché lorsqu'il valorise des instruments similaires.

23.2.1. Dérivés : Tous les produits dérivés négociés de gré-à-gré (« over the counter », OTC) de BNY Mellon SA/NV sont évalués au moyen de modèles développés en interne qui utilisent comme source des paramètres de marché facilement observable. Par conséquent, ces derniers sont classés au niveau 2 de la hiérarchie de valorisation. De tels produits dérivés sont des contrats de change à terme utilisés pour la gestion de trésorerie.

Aux 31 décembre 2016 et 2015, les actifs et passifs dérivés échangés de gré à gré ne comprenaient, lors de leur évaluation à la juste valeur, aucune CVA (Ajustement de la pour tenir compte du risque de Crédit – « Credit Value Adjustment ») ou DVA (ajustement de la valeur de la dette pour tenir compte du risque de crédit propre – « Debt Value Adjustment »). Le CVA/DVA n'a pas d'impact significatif sur la juste valeur des instruments dérivés.

23.2.2. Instruments financiers disponibles à la vente : Les actifs financiers disponibles à la vente sont classés au niveau 1 dans la mesure où ce sont principalement des obligations gouvernementales qui sont activement négociées sur des marchés de gré à gré extrêmement liquides. Ces titres sont valorisés au moyen des prix actuels cotés non ajustés.

Si les valeurs de marché cotées ne sont pas disponibles, les justes valeurs sont estimées au moyen de modèles de fixation de prix, de cotations de titres ayant des caractéristiques similaires ou des flux de trésorerie actualisés. Pour les titres pour lesquels aucune cotation de transaction récente n'est disponible pour des titres identiques, BNY Mellon SA/NV détermine la juste valeur en utilisant des sources de fixation de prix présentant des niveaux raisonnables de transparence. Plus précisément, les prix sont établis sur des transactions récentes pour des titres comparables (par exemple, une position identique dans une structure de titrisation) et des variables similaires telles que le rythme de remboursement anticipé et le taux d'actualisation. BNY Mellon SA/NV les considère alors comme correspondant à des transactions observables sur un marché organisé et les classe au niveau 2.

23.3. Juste valeur des actifs financiers non comptabilisés à la juste valeur. — Les méthodologies et les hypothèses utilisées pour déterminer les justes valeurs des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont détaillées ci-après.

23.3.1. Actifs pour lesquels la juste valeur se rapproche de la valeur comptable : Pour les actifs et passifs financiers qui ont une maturité à court terme (inférieure à trois mois), leur valeur comptable est considérée comme proche de leur juste valeur. Cette hypothèse est aussi appliquée pour les dépôts à vue et les comptes d'épargne sans échéance spécifique.

23.3.2. Instruments financiers à taux fixe : Lorsque l'information relative aux cours cotés n'est pas disponible, la juste valeur des prêts et créances est déterminée sur base des prix de marché obtenus pour des instruments financiers similaires. Les instruments similaires peuvent être des obligations cotées, des dérivés de crédits, ou des prêts avec des caractéristiques comparables. En l'absence de prix cotés, la technique de valorisation utilisée pour déterminer la juste valeur est une actualisation des flux futurs estimés ajustée du risque crédit et actualisée au moyen de taux d'intérêt appropriés à l'échéance des prêts.

La juste valeur des actifs et passifs à taux fixe comptabilisés au coût amorti est estimée en comparant les taux d'intérêts du marché lors de leur première comptabilisation avec les taux actuels pour des instruments financiers similaires. Dans la mesure où BNY Mellon SA/NV a des contreparties avec une notation élevée, le risque de crédit n'influence pas significativement la juste valeur. D'un point de vue économique, BNY Mellon SA/NV supporte un risque de crédit très faible. La juste valeur estimée des dépôts porteurs d'intérêts fixes est basée sur les flux actualisés de trésorerie, flux actualisés grâce aux taux d'intérêts du marché monétaire pour des dettes avec un risque de crédit et une maturité identiques. Ci-dessous est présentée une comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur, par classe, des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur de BNY Mellon SA/NV. Cette table ne comprend pas les justes valeurs des actifs non financiers et des passifs non financiers.

Pour tous les instruments financiers actifs non comptabilisés à la juste valeur, pour lesquels une juste valeur est communiquée, le niveau de hiérarchie appliqué est le niveau 1. En 2015, BNY Mellon SA/NV a revu le niveau de hiérarchie de juste valeur des passifs financiers et considère que le niveau 2 reflète de manière plus appropriée la méthode de valorisation utilisée étant donné que la valorisation retenue ne découle pas directement de l'observation de cours cotés.

	2016		2015	
	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Actifs financiers :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie auprès des banques centrales	10 895 789	10 895 789	11 656 148	11 656 148
Prêts et avances aux clients	10 368 423	10 368 423	7 899 664	7 899 664
Instruments financiers détenus jusqu'à l'échéance (cotés)	726 094	731 795	339 976	339 044
Passifs financiers :				
Passifs financiers au coût amorti	32 988 797	32 988 797	32 283 292	32 377 396

Le tableau ci-dessous présente les produits et charges d'intérêt générés par les instruments financiers mesurés au coût amorti :

Produit d'intérêts des instruments financiers évalués au coût amorti	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Trésorerie et équivalents de trésorerie auprès des banques centrales		
Prêts et avances aux clients	110 626	81 385
Instruments financiers détenus jusqu'à l'échéance (cotés)	2 440	877
Total	113 067	82 262

Charge d'intérêts des instruments financiers évalués au coût amorti	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Dépôts	94 681	68 876
Emprunts subordonnés	30 199	30 187
Total	124 880	99 063

24. Paiements fondés sur des actions.

Les plans de paiements fondés sur des actions sont décrits ci-après. Il n'y a pas eu d'annulation ou de modification de plan au cours de l'exercice 2016.

Un plan de rémunération à long terme (« Long Term Incentive Plan ») est administré par BNY Mellon, il permet aux cadres de la société de se voir attribuer des actions (stock options) et des unités d'actions, à usage restreint (« restricted stock units »).

Aucun plan de stock-options n'a été émis ces deux dernières années. Les stock-options en vie ont été octroyées au prix de marché à la date d'attribution et peuvent être acquises à concurrence de 25 % de leur valeur chaque année à la date d'anniversaire d'attribution. La rétribution prend automatiquement fin au dixième anniversaire de l'attribution. Les modalités et conditions sont propres à chaque attribution, au sein d'un même plan, comme précisé ci-dessus. Le plan est géré aux Etats-Unis et les participants au plan disposent de plusieurs méthodes d'exercice de l'option, qui inclut des paiements scripturaux (« cashless for cash ») et des achats de titres en vue de leur détention (« buy and hold »).

Les unités d'actions assujetties à des restrictions sont également émises par le plan et s'acquièrent à concurrence d'un quart de leur valeur chaque année.

La charge comptabilisée en contrepartie des services prestés par les employés au cours de l'année est détaillée ci-dessous :

	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Dépenses comptabilisées pour des transactions réglées en instruments de capitaux propres	1 593	1 705
Total des dépenses comptabilisées au titre des paiements fondés sur des actions	1 593	1 705

Le tableau qui suit présente le nombre (No.), les prix d'exercice moyens pondérés (WAEP – « weighted average exercise prices »), et les variations des options sur actions au cours de l'exercice. Le WAEP a été converti en EUR sur la base des cours de change EUR/USD moyens mensuels (1.1065).

Options	2016			2015		
	No.	WAEP USD	WAEP EUR	No.	WAEP USD	WAEP EUR
Existant au début de l'exercice	254,522	32,21	29,178	358,629	31,207	23,487
Pouvant être exercées au début de l'exercice	236,618	32,90	29,802	308,642	32,268	24,285
Transferts de personnel pendant l'exercice	– 7,432			8,360	31,994	28,983
Octroyées pendant l'exercice						
Annulées pendant l'exercice				– 535	22,030	19,957
Exercées pendant l'exercice	– 75,095	32,82	29,661	– 109,407	29,065	26,329
Echues pendant l'exercice	– 12,721			– 4,008		
En vie à la fin de l'exercice	159,274	31,68	28,630	253,039	32,193	29,163
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	159,274	31,68	28,630	236,618	32,898	29,802

Unités d'actions assujetties à des restrictions	2016	2015 (1)
	No.	No.
En vie au début de l'exercice	93 199	155 214
Transferts de personnel pendant l'exercice	– 4 946	– 658
Octroyées pendant l'exercice	42 467	49 343
Octroyées et exercées pendant l'exercice	– 53 992	– 109 986
Annulées pendant l'exercice	– 170	– 714
En vie à la fin de l'exercice	76 558	93 199
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	74 252	91 809

(1) Les chiffres de 2015 relatifs aux actions assujetties à des restrictions (« Restricted stock ») ont été modifiés pour tenir compte a) de la valeur de marché ou b) des conditions de performances qui y sont attachées et qui pourraient avoir une influence sur le nombre d'actions attribuées à l'acquisition en fonction des modalités d'attribution.

La moyenne pondérée de la durée contractuelle résiduelle des options existantes à la fin de l'exercice est de 2.79 ans (2015 : 3.43 ans)

La fourchette du prix d'exercice des options en vie à la fin de l'exercice est comprise entre USD 11.96 et USD 57.26 (2015 : USD 11.96 - USD 57.26).

La durée de vie attendue des options ainsi que la volatilité attendue de l'action BNY Mellon sont toutes les deux basées sur des données historiques. Cela présume que les données historiques donnent des indications quant aux tendances futures. Cette hypothèse pourrait également ne pas se concrétiser. La définition du prix des options octroyées ne considère aucun autre paramètre.

Le prix de l'action et le prix d'exercice sont identiques, ils sont égaux au prix de l'action BNY Mellon à la date d'attribution. Aucune option sur action n'a été exercée durant les trois dernières années. Par conséquent, aucune donnée n'est disponible pour le modèle utilisé pour les options sur actions pour les années clôturant aux 31 décembre 2016 et 2015.

25. Engagement hors-bilan, engagements et crédits-baux.

25.1. Actions en justice. — A l'exception de la plainte détaillée ci-dessous, il n'y a aucune action en justice impliquant BNY Mellon SA/NV aux 31 décembre 2016 et 2015. Aucun montant relatif à une action en justice n'a été consigné durant l'année 2016.

BNY Mellon SA/NV est défendeur dans une procédure judiciaire initiée par certains détenteurs d'obligations libellées en euros et émises par la République de l'Argentine. Suite à une analyse juridique approfondie, la direction a écarté la possibilité que ce litige puisse avoir un impact significatif sur la situation financière de BNY Mellon SA/NV.

25.2. Hors-bilan. — Les éléments du hors-bilan consistent principalement en : (i) actifs détenus par le dépositaire (AUC « assets under custody ») pour un montant total de € 3 455 milliards au 31 décembre 2016 (2014 : € 3 202 milliards), (ii) autres engagements reçus, et (iii) les crédits-baux. La répartition des postes du hors-bilan est détaillée dans le tableau ci-dessous.

Synthèse des postes du hors-bilan :

Catégorie	2016	2015
	(En € 'Mio)	(En € 'Mio)
Placements éventuels	21	65
Garanties financières reçues	338	183
Titres reçus en nantissement (Note 25.3)	241	
Autres engagements reçus (Note 25.3)	1 250	
Actifs détenus par le dépositaire (Assets Under Custody)	3 454 699	3 201 581

Les actifs reçus en conservation sont présentés dans le tableau ci-dessous par devise aux 31 décembre 2016 :

	2016			2015		
	EUR	Autres devises	Total	EUR	Autres devises	Total
	(En € 'Mio)	(En € 'Mio)	(En € 'Mio)	(En € 'Mio)	(En € 'Mio)	(En € 'Mio)
Actifs en conservation	1 319 506	2 135 193	3 454 699	1 288 437	1 913 144	3 201 581
	1 319 506	2 135 193	3 454 699	1 288 437	1 913 144	3 201 581

25.3. Garanties et autres engagements reçus. — En date du 3 février 2016, BNY Mellon SA/NV a signé un accord de garantie financière avec la Taipei Branch of Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC) pour couvrir les expositions relatives aux nostro de BNY Mellon SA/NV auprès de HSBC Bank (Taiwan), avec une limite définie à € 250 millions.

Le 11 février 2016, BNY Mellon SA/NV a signé un accord d'atténuation des risques de crédit non financé (Unfunded Credit Risk Mitigation Agreement) avec la branche de Londres de BNY Mellon Institutional Bank. L'objectif est de couvrir la part des expositions des contreparties externes dépassant la limite prudentielle (définie à 25 % des capitaux propres), pour un maximum de € 1 milliard.

Le 25 février 2016, BNY Mellon SA/NV a signé un accord de nantissement avec la Deutsche Bank AG pour couvrir les expositions en cash supportées par BNY Mellon SA/NV envers la Deutsche Bank AG et ses succursales en sa capacité de sous-dépositaire.

25.4. Conventions de leasing. — BNY Mellon SA/NV a conclu des contrats de location simple pour des locaux et équipements. Ces contrats de leasing ont une durée de vie moyenne de 4 ans pour les locations de machines et d'équipements, et 9 ans pour les locations de locaux sans option de renouvellement. Les contrats de leasing ne comportent pas de restrictions quant au preneur de bail.

Pour les paiements de location comptabilisés en compte de résultat pour la période, se référer à la note 7.

Les loyers minimaux futurs relatifs aux contrats de location non résiliables aux 31 décembre 2016 et 2015 sont détaillés ci-après :

	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Moins d'un an	10 003	10 599
Entre un an et cinq ans	36 277	39 238
Plus de cinq ans	1 597	1 451
	47 877	51 287
Parmi lesquels :		
Crédit-bail automobile et équipement	4 912	4 412
Location de bureaux	42 965	46 876

La diminution des loyers minimaux futurs est en particulier due à la succursale de Dublin qui a exercé son option de résiliation du contrat de location des locaux, qui de ce fait, s'étendra seulement jusque décembre 2016.

26. Informations relatives aux parties liées.

26.1. Rémunération des cadres dirigeants. — La notion de cadres dirigeants fait référence aux membres du Conseil d'administration, des Comités du Conseil d'administration et aux cadres supérieurs tels que mentionnés dans le Rapport Annuel du Conseil d'administration.

	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)
Avantages du personnel à court terme	2 124	1 417
Avantages postérieurs à l'emploi	83	82
Autres avantages à long terme	14	13
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paielements fondés sur des actions	171	239
	2 392	1 751

Les avantages du personnel à court terme comprennent les salaires (€ 1 813 mille), les charges sociales (€ 278 mille) et les frais de retraite (€ 33 mille). Comparée aux données de l'année dernière, l'augmentation est principalement due à la hausse de la rémunération des principaux dirigeants clés de l'entreprise ainsi qu'à la rémunération de trois administrateurs indépendants (2 d'entre eux ont commencé leur contrat en 2015, ce qui aura par conséquent un impact sur la rémunération totale reconnue en 2016).

Les avantages post-emploi des cadres dirigeants sont une estimation de la contribution à la retraite extra-légale. Les autres avantages à long terme incluent les contributions à la réassurance en cas de décès pendant l'exercice de ses fonctions (death-in-service) ou d'invalidité à long terme.

Plus d'informations relatives aux paiements fondés sur des actions sont disponibles en Note 24.

26.2. Arrangements avec les cadres dirigeants de BNY Mellon SA/NV. — BNY Mellon SA/NV ne réalise aucune opération, transaction, arrangement ou accord avec les cadres dirigeants, les cadres supérieurs et leurs délégués. Aucun prêt hypothécaire ou prêt personnel n'a été accordé aux cadres dirigeants. A ce titre, aucune information n'est à communiquer.

26.3. Transactions avec des parties liées. — Le tableau ci-dessous présente une synthèse des soldes liés aux transactions avec la maison mère de BNY Mellon SA/NV (c'est-à-dire l'entité à la tête du groupe), avec les entreprises consolidées dans les états financiers de la maison mère, et avec les autres entreprises liées au Groupe BNY Mellon. Les soldes et transactions avec les filiales propres sont incluses uniquement à des fins de présentation. Ces opérations sont en effet exclues du périmètre de consolidation.

— Montants à payer et à recevoir des parties liées :

	2016			2015		
	Société-mère	Filiales propres (1)	Autres entités du groupe	Société-mère	Filiales propres	Autres entités du groupe
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Actif : prêts et avances	4 196 178		1 316 809	63 091		5 031 729
Comptes courants	2 844 827		965 674	63 091		3 978 056
Prêts à terme	1 351 351		351 136			1 053 673
Autres créances	131 218	815	9 310	24 058	391	111 271
Total des actifs	4 327 397	815	1 326 120	87 149	391	5 143 000
Dépôts	6 633 613	2 696	1 736 516	643 998	1 631	7 275 833
Passifs subordonnés			354 950			358 837
Autres passifs	224 405	604	3 879	11 400	549	118 301
Total des passifs	6 858 018	3 300	2 095 346	655 399	2 180	7 753 021

(1) Le montant renseigné dans « Filiales propres » est consolidé dans BNY Mellon SA/NV et est présenté ci-dessus principalement à titre informatif.

— Charges et produits générés par des transactions avec des parties liées :

	2016			2015		
	Maison mère	Filiales propres	Autres entités du groupe	Maison mère	Filiales propres*	Autres entités du groupe
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Produits d'intérêt	51 731	15	5 954	2 022	8	50 658
Commissions	355 060	1 959	43 765	121 954	3 545	315 160
Autres		1 122		1	2 664	
Total des charges	406 791	3 096	49 719	123 978	3 553	368 482
Charges d'intérêt	35 183	16	35 157	805		67 045
Commissions	140 647	3 336	13 866	63 350	1 667	105 037

Autres (1)	33 438		790	14 883	65	5 714
Total des revenus	209,267	3,351	49,813	79,039	1,732	177,796
(*) Le poste autres dépenses avec la maison mère, en 2016, consiste en frais généraux de technologie (€ 17,2 millions) et de support des services partagés (shared services) pour € 15,4 millions.						

26.4. Termes et conditions des transactions avec des parties liées. — Les soldes présentés ci-dessus proviennent du cours normal de l'activité. Les soldes en cours à la fin de l'année ne sont pas garantis. Les dépôts à terme auprès de BNY Mellon SA/NV sont cependant couverts par un contrat cadre qui prévoit un droit de retrait avant l'échéance sous réserve du paiement d'une pénalité de retrait anticipé (clause de rupture).

Pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015, les créances avec des parties liées ne sont pas considérées comme douteuses, par conséquent, aucune provision liée n'a été comptabilisée.

26.5. Filiales et succursales consolidées et chiffres-clés de la performance financière par zone géographique. — Les états financiers consolidés couvrent les états financiers individuels de BNY Mellon SA/NV, en ce compris les succursales et filiales présentées ci-dessous :

Succursales et filiales	Pays d'immatriculation	Nature des activités
		2016
The Bank of New York Mellon SA/NV - Amsterdam Branch	Pays Bas	Administration d'actifs
The Bank of New York Mellon SA/NV - London Branch	Royaume Uni	Administration d'actifs
The Bank of New York Mellon SA/NV - Frankfurt Branch	Allemagne	Administration d'actifs, banque dépositaire, administration de fonds, compensation de dérivés, services fiduciaires, services de trésorerie, gestion des collatéraux, Depository Receipts et gestion clientèle (Global Management).
The Bank of New York Mellon SA/NV - Luxembourg Branch	Luxembourg	Comptabilité de fonds de placement, services de banques dépositaires, agent de transfert, agent payeur, conservation et opérations sur titres
The Bank of New York Mellon SA/NV	Belgique	Administration d'actifs : conservation de titres (Global Custody) et gestion de collatéraux
The Bank of New York Mellon SA/NV - Dublin Branch	Irlande	Administration d'actifs : gestion de collatéraux et Depository Receipts
The Bank of New York Mellon SA/NV - French Branch	France	Administration d'actifs
BNY Mellon Service Kapitalanlage - Gesellschaft mbH (filiale)	Allemagne	Administration d'actifs, banque dépositaire, administration de fonds, compensation de dérivés, services fiduciaires, services de trésorerie, gestion des collatéraux, Depository Receipts et gestion clientèle (Global Management)

Filiales	Pays d'immatriculation	% de détention	% de détention
		2016	2015
BNY Mellon Service KVG	Allemagne	100 %	100 %
Stichting Administratiekantoor BNY Mellon Global Custody	Pays Bas	100 %	100 %

Le chiffre d'affaires, le résultat avant impôt et après impôt consolidés dans le résultat global de BNY Mellon SA/NV ainsi que le nombre d'employés (équivalent temps plein) sont présentés par zone géographique dans le tableau ci-dessous :

Filiales et succursales	Chiffres d'affaires*	Bénéfice avant impôt	Bénéfice après impôt	Nombre de personnes (équivalent temps plein)
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	
The Bank of New York Mellon SA/NV - Amsterdam Branch	61 793	34 501	31 579	153
The Bank of New York Mellon SA/NV - London Branch	78 586	57 396	47 532	
The Bank of New York Mellon SA/NV - Frankfurt Branch	87 009	- 14 764	- 17 131	239
The Bank of New York Mellon SA/NV - Luxembourg Branch	3 712	1 129	708	7
The Bank of New York Mellon SA/NV	684 682	205 589	145 213	599
The Bank of New York Mellon SA/NV - Dublin Branch	77 724	25 799	22 033	257
The Bank of New York Mellon SA/NV - French Branch	2 454	168	81	7
BNY Mellon Service Kapitalanlage - Gesellschaft mbH	30 269	647	833	113
Total	1 026 228	310 446	230 849	1 375

Le chiffre d'affaires comprend les produits d'intérêts, les commissions perçues, les gains liés aux couvertures économiques non admissibles à la comptabilité de couverture, les produits de cession des titres de créances disponibles à la vente et les gains non-commerciaux liés aux différences de change.

26.6. Regroupement d'entreprises. — Aucun regroupement d'entreprise n'a eu lieu en 2016.

En date du 1^{er} Avril 2017, BNY Mellon Luxembourg SA a fusionné avec BNY Mellon SA/NV. Suite à cette fusion, les activités de BNY Mellon Luxembourg SA ont été intégrées dans la succursale luxembourgeoise existante de BNY Mellon SA/NV et BNYM SA/NV a une septième succursale à Milan.

L'opération a été effectuée par une fusion transfrontalière. A la date de la fusion, BNY Mellon SA/NV a émis 127.251 nouvelles actions en échange de tous les actifs et passifs de BNY Mellon Luxembourg SA.

27. Gestion du Risque.

27.1. Introduction. — BNY Mellon SA/NV reconnaît la prise de risque comme une caractéristique fondamentale de son offre de services financiers. Elle est inhérente aux activités bancaires, et existe dans chaque transaction réalisée par BNY Mellon SA/NV. La capacité à prendre des risques et à générer des bénéfices est toutefois restreinte par la composition du bilan, de la réputation de BNY Mellon sur la place boursière et des contraintes réglementaires.

Le cadre de gestion du risque au sein de BNY Mellon SA/NV consiste en une structure organisationnelle disposant des compétences requises, efficace, dotée des ressources appropriées et intégrant la prise compte d'événements à venir. Il permet ainsi à BNY Mellon SA/NV d'identifier et de gérer les risques émergents dans un délai raisonnable.

La fonction de Gestion des risques surveille et identifie tout risque émergent grâce à une approche prospective. Elle rapporte les informations relatives à la gestion des risques au Conseil d'administration et aux Comités de gouvernance de BNY Mellon SA/NV, et contribue ainsi à une culture du risque « sans surprise ». Elle travaille étroitement avec le département Compliance (en tant que seconde ligne de défense des fonctions de contrôle) et l'Audit Interne (troisième ligne de défense) ainsi que les départements Finance et Trésorerie (première ligne de défense). Elle forme de façon indépendante le personnel, sensibilise l'organisation aux risques et est en recherche permanente d'améliorations. En parallèle, elle contrôle les progrès réalisés eu égard aux critères de succès définis en amont, et ce afin d'améliorer l'efficacité de la fonction Gestion des Risques.

27.1.1. Cadre de gestion du risque :

— Appétence aux risques : BNY Mellon SA/NV définit l'Appétence au risque comme étant « le niveau de risque que l'entreprise est normalement prête à accepter tout en poursuivant les intérêts de ses principales parties prenantes, en ce compris : ses clients, actionnaires, employés et les régulateurs ». La déclaration de l'Appétence au risque (Risk Appetite Statement (RAS)) définit les métriques et contrôles nécessaires pour mesurer et contrôler les risques qui en découlent. Ces métriques établissent des seuils de risque par le biais d'expressions quantitative et qualitative de l'appétence pour le risque. Ces seuils permettront de surveiller les activités où la prise de risque est impliquée.

BNY Mellon SA/NV doit, dans la mise en œuvre de ses projets stratégiques et opérationnels, s'assurer à tout moment que ceux-ci s'inscrivent dans le cadre défini par l'appétence aux risques. A cette fin, BNY Mellon SA/NV dispose d'une déclaration d'Appétence aux Risques claire, précise et communiquée à l'ensemble des parties intéressées qui leur permettent de bien mesurer les rôles et limites que s'est fixée la société. Par ailleurs, BNY Mellon SA/NV s'assure que le contrôle de chacune des composantes individuelles de l'Appétence aux Risques est repris dans les objectifs de gouvernance des différents Comités qui, de manière directe ou indirecte, participent à la gestion et au suivi des risques de BNY Mellon SA/NV. Le cadre de l'Appétence aux risques de BNY Mellon SA/NV définit les rôles et responsabilités en gestion, autorisation et suivi de la tolérance aux risques. Il vise également à s'assurer que l'Appétence aux risques est totalement intégrée dans les processus de gouvernance, de gestion de la société, de prise de décision et de développement de la stratégie de BNY Mellon SA/NV. L'approche de BNY Mellon SA/NV en matière d'Appétence aux Risques est alignée avec celle retenue par le groupe BNY Mellon et est revue lorsqu'un changement dans le profil des risques est identifié ou au minimum une fois par an.

La définition de l'Appétence aux risques adoptée par le Conseil d'administration de BNY Mellon SA/NV est prudente et intègre tous les éléments de risques auxquels la société est exposée. Les activités opérationnelles sont gérées et contrôlées au regard de seuils de tolérance quantitatifs et qualitatifs fixés par le Conseil d'administration. Le Conseil d'administration a souhaité définir un niveau de tolérances précis pour les activités de la société au travers de mesures et indicateurs chiffrés.

27.1.2. Comités supportant le Comité Exécutif : Le Comité Exécutif a mis en place les comités suivants afin de l'aider dans l'accomplissement de ses tâches.

— Comité de gestion des risques (Risk Management Committee « RMC ») : Le comité de gestion des risques (« Risk Management Committee » - RMC) est mandaté par le comité de direction de BNY Mellon SA/NV.

L'objectif principal du comité de gestion des risques (le comité) de BNY Mellon SA/NV est de superviser le processus de gestion des risques liés à ses activités, ses filiales et succursales, dans la perspective d'identifier, contrôler et rapporter les risques et afin que des mesures appropriées et des actions concrètes soient mises en œuvre pour y remédier. Le Comité joue également un rôle central, il doit s'assurer que tout changement matériel pouvant affecter BNY Mellon SA/NV soit identifié à temps et géré de façon adéquate.

L'objectif du Comité est de mettre en place et de maintenir une gestion des risques compétente, efficace, et tournée vers le futur, capable d'identifier et de gérer les risques émergents, y compris pour ses succursales et filiales. Le Comité impose une évaluation des activités de la société sous l'angle des risques (1^{ère} ligne de défense), établit et maintient une culture du risque, conseille le comité de direction en matière de risques en tant que seconde ligne de défense.

Il est de la responsabilité du comité de s'assurer que les activités de gestion des risques et de conformité réalisées par BNY Mellon SA/NV et ses filiales et succursales soient exécutées conformément aux directives internes et à toutes les réglementations applicables.

— Comité de supervision des fonds propres et des stress tests (Capital and Stress Testing Committee - « CSTC ») : Le CSTC est un organe de décision habilité par le Comité de direction de BNY Mellon SA/NV, en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués. Il est soumis au respect des politiques d'entreprise, de la législation et de la réglementation externe.

Le CSTC doit s'assurer de l'existence d'une gouvernance adéquate et d'une définition des responsabilités couvrant d'une part les processus et d'autre part de la documentation des exigences réglementaires en matière de fonds propres pour BNY Mellon SA/NV (d'un point de vue économique, réglementaire, d'adéquation et d'allocation), des modèles de risque et des tests de résistance. Ces processus et cette documentation doivent se conformer à la politique du Groupe en matière de Fonds propres (exigences en fonds propres économiques et réglementaires), en matière de validation des méthodologies et modèles de mesure des risques et de mise en place de scénarios de stress. Ces processus sont établis, lorsque cela est nécessaire, dans le respect des exigences complémentaires que peut avoir BNY Mellon SA/NV dans son processus de gestion des risques (ICAAP) et ses procédures et politiques de mesure des scénarios de stress. Ces dernières respectent les attentes des plans stratégiques du Groupe en matière d'exigences en fonds propres et de rendement.

— Comité Actif Passif (Asset and Liability Committee - « ALCO ») : Le Comité belge local ALCO (« ALCO belge ») est chargé de superviser la gestion bilantaire de BNY Mellon SA/NV, de ses succursales et filiales, et de veiller au respect de toutes les exigences réglementaires en matière de liquidité, de risque de taux d'intérêts et de capital.

L'ALCO belge tient des réunions régulières (essentiellement sur base mensuelle). Cependant des réunions ad hoc peuvent être organisées à la demande du Président du Comité.

— Comités d'acceptation de nouvelles activités (Business Acceptance Committees - « BAC ») : Le BAC est responsable de l'acceptation, la surveillance et la supervision des activités nouvelles ou existantes et des clients faisant partie des activités (de toutes les entités juridiques de BNY Mellon à travers l'EMEA) suivantes : Asset Servicing, Corporate Trust, Depositary Receipt, Global Market et Broker Dealer, Advisory Services and Global Collateral Services.

Les représentants de BNY Mellon SA/NV, sélectionnés par le Comité Exécutif pour leur expertise, siègent au BAC lorsqu'une nouvelle transaction doit être approuvée.

— Comité de supervision du risque de crédit (Credit Risk Oversight Committee - « CROC ») : Le rôle principal du Comité de supervision du risque de crédit de BNY Mellon SA/NV est de superviser toutes les formes de risque de crédit, d'en assurer le contrôle dans le cadre de l'activité bancaire de BNY Mellon SA/NV, et d'en assurer la conformité avec les politiques de crédit de BNY Mellon SA/NV. Les activités du CROC sont rapportées au Comité Exécutif, et le cas échéant au CMR.

— Comité des risques de l'information et de la technologie (Technology and Information Risk Committee (TIRC)) : Le TIRC vise à fournir un examen détaillé de tous les principaux services de Solutions Technologiques Client (Client Technology Solutions (CTS)) ainsi que des risques émergents à rapporter au RMC. Les objectifs du TIRC visent à :

- Superviser les activités de Gestion du risque pour les procédés de technologie de l'information (IT) ;
- Examiner et approuver les demandes opérationnelles pour du matériel informatique ;
- Revoir, trimestriellement au niveau global et par secteur d'activité, les tableaux de bord IT ;
- Superviser les initiatives IT considérées comme risquées, en ce compris, au besoin, les intégrations d'acquisition ;
- Examiner les politiques de risque, nouvelles ou qui ont été significativement modifiées, relatives aux utilisateurs finaux de l'IT ;
- Rapporter les risques éventuels et les questions liés à l'IT au RMC lors des réunions planifiées ;
- Examiner les plans de rétablissements après sinistre et (tester) les résultats ;
- Examiner les produits IT en fin de vie.

— Belgium Management Committee (BEMCO) : Le BEMCO vise à jouer un rôle très important dans la responsabilité conjointe de diriger tous les employés de BNY Mellon en Belgique, quelle que soit la personne morale, fonctionnelle ou l'affiliation.

Le Comité est chargé de superviser, informer, assister et d'inclure d'autres organismes locaux ainsi qu'assurer l'engagement d'employés à Bruxelles.

Le Comité devra aussi prendre des décisions, voir remonter l'information relatives aux sujets discutés avec les organismes de relations professionnelles.

27.1.3. Description du cadre de gestion des risques (« Risk Management Framework ») : La fonction de gestion des risques permet la surveillance et l'identification des risques émergents à l'aide d'une approche prospective. Elle fournit des informations sur la gestion des risques au Conseil d'Administration de BNY Mellon SA/NV et aux comités de gouvernance. De plus, elle contribue à une culture du risque dite « sans surprise ». Elle est alignée avec les standards définis par Compliance (2LOD), l'Audit Interne (3LOD) et le Finance and Treasury (1LOD fonction de contrôle).

Elle permet la formation indépendante des membres du personnel, favorise la sensibilisation aux risques et apporte des améliorations continues, tout en organisant le suivi des progrès au regard des critères de réussite définis pour améliorer l'efficacité de la fonction de gestion des risques.

Un gestionnaire des risques est désigné pour superviser chacune des six branches de BNY Mellon SA/NV, du siège central de Bruxelles et de la filiale KVG.

27.1.4 Méthode d'évaluation des risques et systèmes de reporting : L'identification et la surveillance des risques s'effectuent au niveau des zones opérationnelles. Une attention particulière est portée sur les différents départements considérés comme risqués par l'entreprise. Plusieurs processus sont en place afin d'assurer la détection en temps opportun, l'identification et la surveillance des risques. La surveillance et le contrôle des risques doivent être essentiellement exécutés dans les limites établies par BNY Mellon SA/NV. Ces limites reflètent les stratégies d'activité et l'environnement de marché de BNY Mellon SA/NV ainsi que le niveau de risque que BNY Mellon SA/NV est prêt à accepter. De plus, la politique de BNY Mellon SA/NV est de mesurer et de surveiller le risque maximum qu'elle peut supporter, découlant de toutes ses expositions aux risques, quels qu'ils soient et pour toutes les activités de la société.

Les informations remontées régulièrement par les lignes d'activités sont revues afin d'analyser, de contrôler et d'identifier les risques à temps. Ces informations sont rapportées et expliquées au Comité de gestion des risques, au Comité de direction et au Conseil d'administration.

L'identification des risques et le reporting sont effectués à l'aide d'outils et de systèmes informatiques. Les experts en risque doivent évaluer chaque type de risques identifiés et rapporter au RMC de BNY Mellon SA/NV.

BNY Mellon SA/NV bénéficie de la collecte multiple de données, de la gestion du risque ainsi que de processus d'escalade. Un gestionnaire des risques (Legal Entity Risk Manager (LERO)) est désigné pour superviser chacune des six branches de BNY Mellon SA/NV, le siège central de Bruxelles et la filiale KVG. Un rapport de risque est préparé chaque mois au sein des différentes branches et filiales et doit comprendre, entre autres, les points suivants : les tops risques, les risques clés et les autres détails pertinents pour l'entreprise. Ce rapport est ensuite examiné durant la réunion mensuelle de la direction générale de la branche/filiale. Il sera ensuite présenté au Comité de gestion du Risque de BNY Mellon SA/NV, où les points importants seront discutés et communiqués en amont si nécessaire. La documentation produite durant ces meetings devra être archivée par le Secrétaire du RMC de BNY Mellon SA/NV, y compris les procès-verbaux et les actions à entreprendre.

BNY Mellon SA/NV ne génère généralement pas sa propre infrastructure de gestion des risques, d'agrégation de données et d'outils de reporting. En ce sens, tous les outils utilisés par les experts risque sont des outils institutionnels. A noter que le développement et la maintenance de ces outils sont encadrés par des politiques internes et par le Service Legal Agreement. Il existe cependant une exception notable : elle concerne l'outil conçu pour les expositions importantes (Concentration Risk System – CRS). Il a en effet été développé par BNY Mellon SA/NV et est adapté à ses besoins spécifiques.

27.1.5 Internal Capital Adequacy Assessment Process (« ICAAP ») and Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (« ILAAP ») : BNY Mellon SA/NV contrôle l'adéquation de ses fonds propres conformément au cadre légal de Bâle sur base des exigences du Pilier 1 et 2 (Economic Capital).

Les exigences de fonds propres relatives au Pilier 1 sont calculées selon l'approche standardisée de Bâle sur les risques de crédit, marchés et opérationnels ainsi que pour les ajustements de la qualité des crédits. La formule standard est basée sur une pondération des facteurs appliquée aux composantes du bilan et du compte de résultats.

Les exigences de fonds propres relatives au Pilier 2 sont basées sur une évaluation interne des risques des composantes du bilan et du compte de résultats. Il utilise des méthodes définies par BNY Mellon SA/NV (la plupart venant de BNY Mellon). Ces méthodes suivent un processus d'approbation soumis à une validation indépendante faite par l'équipe de validation de BNY Mellon. Ces méthodologies sont présentées et approuvées par le Conseil d'Administration de BNY Mellon SA/NV. BNY Mellon SA/NV effectue également des « stress tests » afin d'évaluer la résilience des fonds propres dans le futur. Ceci permet une base pour l'évaluation d'un point de vue « capital » des scénarios macroéconomiques, des nouvelles activités ou des plans stratégiques.

Le processus ILAAP reflète une culture forte de gestion des risques de liquidité et d'un régime de gouvernance efficace en place dans l'entreprise. Tout au long du cycle de préparation de l'ILAAP, le contenu, les constatations et les conclusions énoncés dans le document préparé ont été examinés et challengés par les parties prenantes et les comités de gouvernance.

L'ILAAP est un document évolutif, auquel sont apportées des mises à jour régulières (au moins une par an). Il inclut des « stress tests » de liquidité prouvant la résilience de l'entreprise en cas d'événements systémiques ou idiosyncratiques ayant un impact probable et/ou certain sur les liquidités de l'entreprise.

27.1.6. Atténuation des risques : Dans le cadre de la gestion globale de ses risques, et en sus des différentes mesures implémentées par BNY Mellon SA/NV pour réduire les types de risques auxquels la société est exposée, BNY Mellon SA/NV utilise des instruments financiers dérivés et d'autres instruments financiers destinés à gérer le risque de change.

Leur utilisation se limite à la couverture économique du risque de change provenant de l'investissement d'une partie des liquidités reçues dans des titres obligataires du portefeuille de placement dans une devise différente (cfr. Note 27.1.3).

27.2. Risque de crédit :

27.2.1. Les sources de risques : Le risque de crédit vient du fait qu'un débiteur ne peut pas ou ne veut pas remplir ses obligations à l'échéance fixée. Ce risque existe dès lors que les paiements attendus ne sont pas réalisés et peut provenir d'éléments inscrits au bilan de la société tels que des dépôts, prêts, engagements, titres et autres actifs. Il peut aussi provenir d'éléments hors-bilan, tels que, à fin 2016, des contrats dérivés et des lettres de crédit.

Le bilan de BNY Mellon SA/NV varie en fonction des dépôts collectés auprès de la clientèle. L'exposition au risque de crédit provient principalement du réinvestissement de ses dépôts dans :

— Placements en Titres (obligations d'état, obligations émises par des sociétés et obligations sécurisées) : BNY Mellon SA/NV possède un portefeuille de titres significatif. Sa taille s'est accrue durant l'année 2014 dans un contexte de taux d'intérêt négatif où BNY Mellon SA/NV a cherché par ailleurs à réduire le coût des placements auprès des banques centrales.

— Placements bancaires : BNY Mellon SA/NV s'appuie sur un réseau mondial de comptes bancaires pour pouvoir effectuer les transferts transfrontaliers. Dans la mesure du possible un montant minimum est maintenu sur ces comptes, et dans tous les cas dans les limites de risques fixées afin de répondre avec souplesse aux opérations et aux besoins de financement demandés par les clients. Les banques concernées sont toutes des banques réputées dotées d'une bonne notation dans le pays concerné.

— Placements auprès de la Banque Centrale et sur le Marché Monétaire : la majeure partie du risque de crédit supporté par BNY Mellon SA/NV provient de fonds placés, auprès des banques, à durée déterminée ou du jour au lendemain (overnight). Il peut s'agir de placement en espèces ou par l'achat de certificats de dépôts émis par les banques susmentionnées.

— Placements Intercompagnies (risque réduit grâce à l'Accord de compensation - (Master Netting Agreement).

— Dérivés du portefeuille bancaire (banking book) : Sont concernés les swaps de change utilisés pour gérer la liquidité et ceux liés à l'activité change des clients.

BNY Mellon SA/NV octroie également des crédits « opérationnels » à sa clientèle (facilités de crédit intra journalières ou au lendemain (overnight)) en vue de supporter l'activité de conservation de titres qu'elle exerce pour leurs compte.

27.2.2. Cadre de gestion du risque de crédit : Le cadre de gestion du risque de crédit (The Credit Risk Management Framework - CRMF) définit les rôles et responsabilités avec trois lignes de défense, telles que définies en Chapitre 27.1. Le CRMF s'appuie au sein de BNY Mellon SA/NV sur une prise de conscience au risque, des politiques clairement définies, des procédures et communications, une structure de gouvernance claire et des outils appropriés pour rapporter et suivre le risque. Ce cadre est utilisé pour identifier, gérer, réduire, surveiller et rapporter les risques de façon efficace et organisée vers l'autorité compétente au sein de la société.

Pour améliorer l'exécution des tâches du CRMF, de nouvelles procédures relatives au risque de crédit ont été développées au niveau du groupe BNY Mellon (applicable aussi pour BNY Mellon SA/NV). Les procédures définissent des normes communes et durables d'application pour toutes les fonctions du risque opérationnel y compris au sein de BNY Mellon SA/NV. Une attention particulière est portée sur les points suivants :

- la définition claire des rôles et responsabilités des première et seconde lignes de défense,
- les obligations de remonter les problèmes,
- la preuve des activités de surveillance et des points de contestation.

27.2.3. Surveillance et contrôle du risque de crédit : Le risque de crédit est géré et contrôlé au niveau mondial par plusieurs équipes, dont une à Bruxelles. Ce risque est rapporté au Comité de supervision du risque de crédit (CROC), qui rapporte au Comité de direction de BNY Mellon SA/NV.

Le suivi et le contrôle des ordres liés aux transactions d'espèces et de titres réalisées dans la journée sont faits dans GFC qui est un système qui donne l'information en temps réel, à savoir le contrôle des fonds et l'approbation de crédit sont donnés au moment où l'ordre est traité dans le système source.

Les activités de contrôles détectifs sont réalisées à la fois par le service clients et par le département risque de crédit. A ce propos, des directives spécifiques sont détaillées dans la base de données dans le manuel des politiques du risque de crédit groupe.

A chaque contrepartie est associée une notation de crédit interne définissant ainsi sa qualité de crédit. Les normes groupe sont appliquées à ce sujet de manière uniforme au sein de l'ensemble du groupe.

Un montant minimum est maintenu sur les comptes Nostro dans les limites de risques fixées afin de répondre avec souplesse aux opérations et aux besoins de financement demandés par les clients. Les banques dans lesquelles les comptes Nostro sont ouverts sont toutes des banques réputées dotées d'une bonne notation dans le pays concerné.

En ce qui concerne les découverts intra journaliers, des limites sont fixées pour chaque client, il s'agit d'un pourcentage des actifs déposés par le client (avec des maximums existants). Chaque paiement pour le client est contrôlé en temps réel au regard des limites qui ont été fixées pour ce même client. Tout dépassement est soumis à l'approbation d'une personne appropriée au sein de l'équipe crédit. Il peut arriver qu'une limite de risque, fixe et manuelle, soit sollicitée pour répondre occasionnellement aux besoins des activités des clients. Dans ce cas, un accord spécifique du responsable du risque crédit est demandé. De nouveau, avant tout paiement, le montant concerné est contrôlé au regard des limites fixées. Les découverts intra journaliers, dans les limites fixées par client, leur permettent ainsi de disposer des produits de ventes d'actifs financiers, ou d'autres fonds attendus, même si, pour de nombreux marchés, les fonds ne sont formellement reçus qu'à la fin de la journée.

Des facilités de crédit ont été formellement accordées à certains clients dès lors que l'évaluation des activités du client et du risque de crédit associé était satisfaisante. L'effet de levier doit rester modéré. Le portefeuille doit être correctement diversifié et avec un profil de risque de crédit de qualité suffisante afin de recevoir l'approbation des analystes crédits dédiés à la surveillance de cette activité.

— Instruments financiers dérivés : BNY Mellon SA/NV maintient un contrôle strict des positions sur dérivés par montant et par maturité, et détient des positions seulement à des fins de couverture économique. Le risque de crédit découlant des instruments financiers sont, à tout moment, limités à la juste valeur positive de ces instruments financiers (plus un « supplément » réglementaire reflétant l'exposition future au risque de crédit de ces instruments dérivés).

Les collatéraux ou autres titres sont couramment utilisés pour couvrir l'exposition au risque de crédit venant de ces instruments, sauf à ce que BNY Mellon SA/NV demande aux contreparties un dépôt de couverture.

Le risque de règlement survient lorsqu'un paiement est effectué en espèces, titres ou actions, en échange d'une valeur similaire. Les limites de règlement quotidien sont établies pour chaque contrepartie afin de couvrir les expositions au risque de règlement, agrégées, expositions résultant des transactions de marché quotidiennes exécutées par BNY Mellon SA/NV.

L'exposition au 31 décembre 2016 était de € 219 millions (2015 : € 225 millions).

— Compensation des actifs financiers et des passifs financiers : BNY Mellon SA/NV ne compense pas les actifs financiers et les passifs financiers sauf pour les expositions intragroupes dès lors qu'un accord de compensation existe. Les informations dans le tableau ci-dessous incluent les actifs financiers et les passifs financiers sujets à des accords légaux similaires à des contrats cadres de compensation. Ces accords concernent des instruments financiers identiques, qu'ils soient ou non compensés au bilan.

Accords généraux de compensation applicables pour l'année 2016, en ce compris les actifs et passifs financiers soumis à la compensation sont repris dans le tableau ci-dessous :

	Montants bruts d'instruments financiers constatés	Montants bruts d'actifs/passifs financiers compensés dans l'état de la situation financière	Montants nets d'instruments financiers présentés dans l'état de la situation financière	Montants d'instruments financiers non compensés dans l'état de la situation financière
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Types d'actifs financiers :				
Prêts et avances aux clients	1 795 069	1 771 336	23 733	9 569
Types de passifs financiers :				
Dépôts	5 578 208	1 771 336	3 806 872	9 569

Durant les années précédentes les activités d'achats/ventes, de « repurchase agreements », d'emprunts et prêts de titres de BNY Mellon SA/NV étaient couverts par des accords généraux (dont les modalités de transactions peuvent être comparées à celles décrites par l'IASD Master Netting Agreements). En date du 31 décembre 2016, aucune transaction de ce type n'existait au sein de BNY Mellon SA/NV.

BNY Mellon SA/NV reçoit et accepte des sûretés sous la forme d'espèces et de titres qui peuvent être mis sur le marché, pour les transactions suivantes :

- Dérivés ;
- Repos et reverse repos ; et,

Le collatéral est soumis aux termes standards de l'industrie repris dans l'annexe des ISDA (« ISDA Credit Support Annex »). Les titres donnés ou reçus en garantie peuvent être réutilisés comme collatéral ou vendus durant la transaction, mais doivent être rendus au terme de la transaction. Chaque contrepartie a également le droit de mettre fin aux transactions si la contrepartie ne parvient pas à fournir de collatéral.

Au 31 décembre 2016, BNY Mellon SA/NV n'avait aucune exposition sujette à de tels accords.

27.2.4. Collatéral et autres réhaussements de crédit : BNY Mellon SA/NV peut recevoir du collatéral d'une contrepartie sous forme de garanties, d'espèces, d'actions et obligations.

S'il existe un droit de nantissement, BNY Mellon SA/NV peut utiliser le collatéral en cas de défaut de la contrepartie.

Les montants de collatéraux sont alignés journalièrement sur les valeurs de marché afin d'identifier au mieux la valeur du risque couverte. Les titres sont revalorisés au prix de marché chaque jour et des décotes (haircuts) sont appliquées. Il s'agit en effet de protéger BNY Mellon SA/NV au cas où la valeur du collatéral viendrait subitement à diminuer compte tenu de conditions adverses sur le marché. Les accords clients peuvent le cas échéant contenir une clause palliant cet impact, avec du collatéral supplémentaire.

27.2.5. Concentration des risques : exposition maximale au risque de crédit : Les risques liés à la concentration de crédit de BNY Mellon SA/NV sont contrôlés et gérés au travers d'une vue client/contrepartie et non pas zone géographique et/ou industrie. Cela inclut les expositions du bilan et hors-bilan. De plus, le secteur d'activité, le pays et la concentration de collatéraux augmentent le risque de crédit de l'entreprise. En effet, le risque systémique peut créer des pertes pour l'ensemble du secteur.

Le risque de concentration de crédit est contrôlé et géré en fonction du client/de la contrepartie par opposition au secteur d'activité. Au cours de l'année 2015, le CROC et le Comité de direction ont mis en place des limites pour le pays (en particulier en ce qui concerne le portefeuille de valeurs mobilières).

En vertu des règlements européens et de la régulation en place dans le secteur bancaire en Belgique, toutes les expositions importantes individuelles externes doivent rester en dessous d'un seuil équivalent à 25 % de leurs fonds propres.

Une des expositions principales concerne The Bank of New York Mellon. Ce risque est atténué en cas de défaut ou de la baisse de notation d'une contrepartie. En effet cette exposition est disséminée au travers de plusieurs succursales et au travers de différentes zones géographiques. Les placements restants (y compris les placements à la Banque Centrale) sont diversifiés au travers de plusieurs banques et d'emplacements géographiques différents. En mars 2014, un « Master Netting Agreement (MNA) » a été signé entre BNY Mellon SA/NV et BNY Mellon. Cet accord a eu un impact positif significatif sur les besoins en capitaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit et donc sur le ratio de solvabilité de BNY Mellon SA/NV. L'accord a été signé après le 31 décembre 2013 et l'impact a été inclus dans les calculs effectués pour le Pilier 1 en juin 2015. L'effet du premier MNA a été visible dans les chiffres du Pilier 2 à partir de juin 2014. Deux MNA supplémentaires ont été signés en juillet 2015 entre BNYM Luxembourg et BNYM International Limited.

En outre, un accord de type « Unfunded Credit Risk Mitigation Agreement (UCRMA) » est utilisé pour la gestion journalière du risque. Il n'est cependant pas tenu en compte lors de la rédaction du pack de reporting légal à la fin de la période de reporting. L'accord UCRMA n'est donc pas pris en compte lors de la rédaction des comptes statutaires et consolidés.

BNY Mellon SA/NV a entrepris un travail considérable dans le but d'assainir les risques de concentration et ceux liés aux expositions importantes. Le « Concentration Risk System » a été implémenté et permet à ce jour à BNYM SA/NV de gérer sur base quotidienne le risque de concentration de crédit. Cela a permis de tenir compte des besoins de l'entreprise et de la fonction de risque, mais aussi de communiquer les expositions importantes à la BNB conformément aux exigences légales. Cet outil de reporting est en place depuis juillet 2014.

Aucune infraction n'a été constatée en 2016.

Le tableau ci-dessous présente l'exposition maximale au risque de crédit pour les actifs financiers et passifs financiers, par zone géographique et par industrie, avant l'effet réducteur de risque des contrats cadre de compensation ou d'accords de garantie telle que la garantie de la société mère, cette garantie ayant été remplacée début 2016 par un accord de réduction de risque de crédit sans financement (the Unfunded Credit Risk Mitigation Agreement). Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, les montants présentés représentent l'exposition actuelle au risque de crédit et non pas l'exposition maximale qui pourrait se produire dans le futur suite à des variations de valeur.

Vue d'ensemble de l'exposition maximale au risque de crédit :

	Position de risque maximale		Collatéral	
	2016	2015	2016	2015
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Trésorerie et soldes de trésorerie auprès des banques centrales	10 895 789	11 656 148		
Dérivés de compensation				
Titres d'investissement (note 25.2)	14 022 590	14 781 373	337 548	183 336
Prêts et avances aux clients, dont	10 368 423	7 899 664	402 225	
Instruments financiers dérivés (au passif)	261 428	256 978		
Passifs financiers évalués au coût amorti	32 988 797	32 283 292		
Dépôts	32 633 847	31 867 620		
Passifs subordonnés	354 950	358 837		
Autres passifs financiers		56 834		

	Exposition maximale au risque de crédit par zone géographique, valeurs comptables				2016	2015
	Afrique	Amériques	Europe	Asie Pacifique	(En € '000)	(En € '000)
Actifs financiers :						
Trésorerie et soldes de trésorerie auprès des banques centrales			10 895 789	1	10 895 789	11 656 148
Instruments financiers dérivés	343	878	211 067	6 420	218 708	225 213
Titres d'investissement		4 718 848	9 221 325	82 417	14 022 590	14 781 373
Prêts et avances aux clients	199 860	1 368 304	7 273 295	1 526 965	10 368 423	7 899 664
Total actifs financiers	200 203	6 088 029	27 601 476	1 615 803	35 505 510	34 562 399

Passifs financiers :						
Instruments financiers dérivés	4 808	258	249 158	7 204	261 428	256 978
Dépôts	129 496	3 235 712	29 244 811	378 778	32 988 797	31 867 620
Passifs financiers évalués au coût amorti						415 672
Total passifs financiers	134 304	3 235 970	29 493 970	385 982	33 250 225	32 540 271

	Exposition maximale au risque de crédit par industrie, valeurs comptables :				2016	2015
	Etablissements de crédit	Gouvernements	Autres institutions financières	Institutions non financières	(En € '000)	(En € '000)
Actifs financiers :						
Trésorerie et soldes de trésorerie auprès des banques centrales	10 895 789				10 895 789	11 656 148
Instruments financiers dérivés	84 945		133 763		218 708	225 213
Titres d'investissement	2 788 115	11 234 475			14 022 590	14 781 373
Prêts et avances aux clients	10 145 839	6 436	216 147		10 368 423	7 899 664
Total actifs financiers	23 914 688	11 240 912	349 910		35 505 510	34 562 399
Passifs financiers :						
Instruments financiers dérivés	205 324	6	56 083	15	261 428	256 978
Dépôts	9 671 780	4 748	23 310 987	1 283	32 988 797	31 867 620
Passifs financiers évalués au coût amorti						415 672
Total passifs financiers	9 877 104	4 754	23 367 070	1 297	33 250 225	32 540 271

27.2.6. Surveillance des risques souverains : Le département en charge de la gestion des risques de BNY Mellon SA/NV (Risk Management) gère de façon active les événements tels que des changements macro-économiques, des situations politiques instables dans certaines régions, des catastrophes naturelles, des menaces de contagion de la dette au niveau d'une certaine zone géographique, des événements ayant une incidence sur les employés, les clients et les opérations commerciales. Jusqu'à présent, aucune perte directe de crédit n'a été enregistrée par BNY Mellon SA/NV suite à de tels événements. A fin 2016, BNY Mellon SA/NV n'avait pas au bilan d'exposition liée à la dette souveraine de la Fédération de Russie, de l'Ukraine ou de Puerto Rico.

La répartition par pays est présentée ci-après.

Présentation de l'exposition à la dette souveraine en fin d'année 2016 et 2015, valeur comptable (en € 000) :

Pays	Détenue à des fins de transaction	Avoirs auprès des banques	Titres d'investissement		Prêts et créances	2016	2015
			Disponibles à la vente	Détenus jusqu'à l'échéance			
Belgique		158 684	963 550			1 122 234	1 187 906
Allemagne		10 683 760	696 127			11 379 887	12 627 716
Espagne			563 208			563 208	650 345
France			1 902 145	146 486		2 048 632	2 001 916
Royaume Uni		33 217	1 550 222	30 355		1 613 793	1 485 394
Irlande			73 589			73 589	105 350
Italie			702 571			702 571	917 873
Luxembourg			31 707			31 707	73 868
Pays-Bas		20 127	866 066	55 304	6 436	947 934	930 843
Suède			54 642			54 642	128 475
Etats-Unis			3 199 206	399 298		3 598 504	4 110 058
Autres	948	2				950	1 392
Total	948	10 895 789	10 603 032	631 443	6 436	22 137 649	24 221 136

Les autres pays comprennent principalement le Pakistan et Macao en 2016.

27.2.7. Qualité de crédit par classe d'actifs financiers : Le crédit est approuvé par la fonction Risque de Crédit de BNY Mellon SA/NV, dans les limites de l'appétence au risque de BNY Mellon SA/NV. Toutes les contreparties (clients et banques) sont évaluées et se voient attribuer une notation de crédit en conformité avec le système de notation interne de BNY Mellon.

La méthodologie interne de BNY Mellon pour les notations de l'emprunteur est basée sur des notations externes et une évaluation interne spécifique. L'échelle de notation interne varie de 1 à 18 et correspond aux probabilités de défaut estimées en interne. Le tableau ci-dessous montre la qualité de crédit par classe d'actif pour tous les actifs financiers exposés au risque de crédit, sur la base du système interne de notation de BNY Mellon SA/NV. Ce système peut être apparenté à des systèmes de notation plus courants disponibles sur le marché.

Les montants représentent les expositions au risque de crédit, tel que calculés conformément aux règles des régulateurs. Il n'y a pas actifs financiers avec réduction de valeur comptabilisé pour BNY Mellon SA/NV en 2016 (2015 : montant nul).

Rating interne BNY Mellon	Notation équivalente S&P	Notation équivalente Moody's	Détenus à des fins de transaction	Avoirs auprès des banques centrales	Titres d'investissement*		Prêts et créances	2016	2015
					Disponibles à la vente	Détenus jusqu'à l'échéance		(€ Mio)	(€ Mio)
1-2	AAA/AA+	Aaa/Aa1		10 684	6 338	489	386	17 897	18 204
3-6	AA/A	Aa2/A2	206	181	5 406	232	7 673	13 698	13 658
7-9	A-/BBB	A3/Baa2	8	31	850	5	1 818	2 712	1 468
10-13	BBB-/BB-	Baa3/Baa3	4		703		224	931	1 078
14-16	B+/B-	B1/B3					141	141	82
17	CCC+	Caa1					15	15	1
NR							112	112	71
Intérêts courus**			219	10 896	13 296	726	10 368	35 506	34 562
Total									

* La notation retenue pour les titres d'investissement est la plus faible des deux notations communiquées par deux agences externes de notation.
** Les intérêts courus ont été directement considérés dans le tableau pour 2016.

La politique de BNY Mellon SA/NV est de maintenir des notations de risque précises et cohérentes pour l'ensemble de son portefeuille de crédit. Cela facilite une gestion centrée sur les risques applicables et la comparaison du risque de crédit dans tous les secteurs d'activité, zones géographiques et produits.

Le système de notation s'appuie sur une variété d'instruments d'analyse financière, combinés avec des informations de marché traitées de façon à fournir les principaux éléments de la mesure du risque de contrepartie conformément à la politique de notation de BNY Mellon SA/NV. Les notations de risques à attribuer sont évaluées et mises à jour régulièrement.

27.2.8. Evaluation de la réduction de valeur : Pour comptabiliser des pertes liées à la dépréciation d'actifs financiers, BNY Mellon SA/NV utilise un modèle de pertes avérées. Les pertes ne peuvent donc être comptabilisées que si un indice évident de perte de valeur a pu être observé.

Les principaux éléments pris en considération pour l'évaluation de la réduction de valeur des prêts comprennent : les éventuels arriérés de paiement du principal ou de l'intérêt sur plus de 90 jours (date de déclenchement : 60 jours pour les découverts), d'éventuelles difficultés de trésorerie des contreparties, des notations de crédit en baisse ou encore la violation des conditions originales du contrat. BNY Mellon SA/NV peut procéder à des évaluations de réduction de valeur individuelles ou collectives.

	12/2016 (En € 000)	12/2016 (En %)	12/2015 (En € 000)	12/2015 (En %)
Prêts et avances aux clients (note 10)	10 368 423	100 %	7 899 664	100 %
Dont avec retard de paiement				
Moins de 30 jours	4 167	0,04 %	5 461	0,07 %
Entre 31 jours et 60 jours	165	0,00 %	454	0,01 %
Entre 61 jours et 90 jours	49	0,00 %	0	0,00 %
Entre 91 jours et 180 jours	1 190	0,01 %	210	0,00 %
Entre 181 jours et 1 an	276	0,00 %	4 459	0,06 %
Au-delà d'1 an	494	0,00 %	159	0,00 %
			179	0,00 %
Dont avec réduction de valeur	0	0,00 %	0	0,00 %

Il n'y a pas de titres de placement et de trésorerie et soldes de trésorerie auprès des banques centrales avec des arriérés de paiement.

— Réductions de valeur individuelles : BNY Mellon SA/NV détermine, sur base individuelle, les provisions nécessaires pour chaque prêt ou avance de montant significatif. Les éléments pris en considération lors de la détermination du montant des provisions incluent la pérennité du plan de développement de la contrepartie, sa capacité à améliorer sa performance dès lors qu'une difficulté financière surgit, les encaissements et les dividendes prévus en cas de faillite, la disponibilité d'autre soutien financier, la valeur réalisable de la garantie bancaire et l'échéance des flux de trésorerie attendus. Les provisions pour réduction de valeur sont évaluées à la date de chaque arrêté comptable, à moins que des circonstances imprévues nécessitent davantage d'attention.

BNY Mellon SA/NV n'a comptabilisé aucune réduction de valeur pour des prêts considérés individuellement en 2016 (2015 : montant nul).

BNY Mellon SA/NV n'a réalisé aucun test de dépréciation sur base collective, dans la mesure où les soldes des prêts et avances ont été jugés collectivement non matériels, hormis les actifs considérés dans les tests sur base individuelle.

BNY Mellon SA/NV n'a comptabilisé aucune réduction de valeur pour des prêts considérés collectivement en 2016 (2015 : montant nul).

27.2.9. Engagements et garanties : BNY Mellon SA/NV ne conclut pas d'engagements irrévocables pour des clients externes, ni n'a émis de passifs éventuels. Les engagements hors-bilan de BNY Mellon SA/NV contiennent principalement des leasing de véhicules ou des engagements de location ainsi que des garanties d'état sur des titres de créance. Ils ne qualifient pas d'engagements de prêt. Pour plus de détails, se référer à la Note 25.

27.2.10. Exigences réglementaires et économiques de fonds propres : Les exigences de fonds propres relatives au risque de crédit définies dans le Pilier 2 (couvrant les FX, CVA, IRRBB et CSRBB) ont résulté en un montant de € 370 millions (2015 : € 415 millions) versus le montant calculé sur base du Pilier 1 de € 181 millions (2015 : € 130 millions).

27.3. Risque de liquidité et gestion du financement :

27.3.1. Sources des risques : BNY Mellon définit la liquidité comme la capacité à accéder au financement, à monétiser ses actifs rapidement et de manière efficace, à prolonger ou, le cas échéant, à émettre de la dette, en particulier en période de stress, afin d'honorer ses obligations à court terme.

Le risque de financement correspond au risque que BNY Mellon SA/NV ne puisse pas honorer ses obligations de trésorerie et de collatéralisation à un coût acceptable, pour couvrir les flux attendus et ou anticipés, sans affecter négativement ses opérations journalières ou ses conditions financières.

Le risque de liquidité peut émerger d'asymétrie dans l'échéancier des flux de trésorerie, de contraintes de marché affectant la capacité à monétiser des actifs, de l'incapacité à lever des fonds dans le marché, de la fuite de dépôts ou la matérialisation d'engagements hors-bilan. Les changements dans les conditions économiques ou l'exposition au risque de crédit, de marché, opérationnel, légal et de réputation peuvent également affecter le profil de risque de liquidité, et sont dès lors pris en compte dans l'environnement de gestion de la liquidité.

BNY Mellon SA/NV définit le risque de liquidité Intra-journalier comme l'incapacité à accéder aux liquidités au cours de la journée afin d'effectuer des paiements ou de régler des obligations immédiates, habituellement en temps réel lorsque BNY Mellon SA/NV a accès direct au système de paiement.

BNY Mellon SA/NV vise à être autonome en ce qui concerne sa liquidité et cherche à maintenir un bilan très liquide à tout moment. La taille du bilan de BNY Mellon SA/NV est largement liée au volume des dépôts collectés pour les besoins des activités d'administration d'actifs et de banque dépositaire. Les sources de financement comprennent les dépôts de clients intragroupes et externes. Les dépôts clients sont de nature opérationnelle et restent stables.

Les dépôts bilantaires dans les principales devises sont investis comme suit :

- Placement overnight auprès de banques centrales via la maison-mère ou ses succursales,
- Financement du portefeuille de placements, principalement composé d'Actifs Extrêmement Liquides,
- Placements interbancaires à court terme,
- Financement de dépassements en compte-courant de la clientèle, qui ont un caractère opérationnel et de court terme,
- Placements à court terme avec le groupe BNY Mellon.

Les autres devises peuvent être placées directement dans le marché interbancaire ou laissées sur des comptes Nostro.

27.3.2. Gestion du risque de liquidité :

— Responsabilité en matière de stratégie, politiques et contrôles : BNY Mellon SA/NV a mis en place une structure de gouvernance adaptée à la nature de ses activités et à son profil de liquidité.

Le risque de liquidité est géré, tant d'un point de vue fonctionnel qu'au niveau de chaque entité, et suivi par plusieurs comités.

BNY Mellon SA/NV dispose d'une forte culture de gestion du risque de liquidité telle que démontrée dans ses politiques et procédures.

L'objectif de la gestion de la liquidité par BNY Mellon SA/NV est de s'assurer que tous les risques de liquidité sont définis, compris, et gérés de façon efficace grâce à des politiques et contrôles adaptés. A cette fin, BNY Mellon SA/NV a établi un cadre robuste de gestion du risque de liquidité qui fait partie intégrante des procédures de gestion des risques de BNY Mellon.

Le cadre de gestion du risque de liquidité est préparé en ligne avec les directives énoncées par les régulateurs. Il prend également en compte la structure et les caractéristiques spécifiques de BNY Mellon SA/NV.

L'objectif de la gestion de la liquidité par BNY Mellon SA/NV est de s'assurer que tous les risques de liquidité sont définis, compris, et gérés de façon efficace grâce à des politiques et contrôles adaptés. A cette fin, BNY Mellon SA/NV a établi un cadre robuste de gestion du risque de liquidité qui fait partie intégrante des procédures de gestion des risques de BNY Mellon. Dans la mesure où une approche mondiale est de mise, les mêmes lignes directrices s'appliquent à BNY Mellon SA/NV.

BNY Mellon SA/NV dispose de processus de gestion du risque de la liquidité existants qui remplissent les besoins des nombreuses parties intéressées, y compris au sein de BNY Mellon SA/NV, à savoir le Comité de direction, la Trésorerie, le Risque, la Finance, l'ALCO belge et le Conseil d'Administration. La surveillance et le contrôle du risque sont répartis au sein des trois lignes de défense :

- Première ligne de défense : le département de Trésorerie Internationale, localisé à Bruxelles et à Londres, agit en tant que Front Office et gère au jour le jour la liquidité de BNY Mellon SA/NV, le bilan, le capital, les nantissements et le risque de taux d'intérêt. Les middle et back offices de BNY Mellon SA/NV participent aussi à cette ligne de défense.
- Deuxième ligne de défense : elle est composée des fonctions de gestion des risques et de conformité, ces fonctions effectuant une supervision indépendante des risques de marché et de liquidité supportés par BNY Mellon SA/NV.
- Troisième ligne de défense : Audit Interne.

Le processus de gestion du risque de la liquidité est revu en permanence et fait l'objet d'améliorations continues, et ce, afin que les contrôles associés soient toujours efficaces.

— Tests de résistance (stress testing) : Les tests de résistance sur la liquidité sont effectués au niveau consolidé de BNY Mellon SA/NV. L'objectif de ces tests est de vérifier que BNY Mellon SA/NV est en mesure de faire face à une série de scénarios plausibles mais de plus en plus extrêmes en matière de besoins de liquidités, combinés à des conditions de financement défavorables conformément aux articles 98 à 100 de la Directive Européenne 2013/36/EU ainsi que dans les recommandations établies dans le document ABE/GL/2014/13 Orientations sur les procédures et les méthodologies communes à appliquer dans le cadre du processus de contrôle et d'évaluation prudentiels (titres 8 et 9).

Le tableau suivant détaille les passifs en fonction de la durée restant à courir jusqu'à l'échéance (date d'échéance contractuelle) :

2016	Du jour au lendemain (Overnight)	A la demande	Moins d'une semaine	Jusque 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	Montant brut entrant/ (sortant)	Valeur comptable
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Passifs hors dérivés									
Dépôts		31 855 817	500 072	44				32 355 933	32 355 933
Dépôts des banques centrales		277 914						277 914	277 914
Passifs subordonnés				15 182	14 935	120 466	779 626	930 209	354 950

Autres passifs financiers									
	32 133 731	500 072	15 226	14 935	120 466	779 626	33 564 056	32 988 797	32 133 731

2015	Du jour au lendemain (Overnight)	A la demande	Moins d'une semaine	Jusque 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	Montant brut entrant/ (sortant)	Valeur comptable
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Passifs hors dérivés									
Dépôts		30 920 409	585 033					31 505 442	31 505 442
Dépôts des banques centrales		362 179						362 179	362 179
Passifs subordonnés				15 182	15 017	124 334	360 619	515 151	358 837
Autres passifs financiers		56 834						56 834	56 834
		31 339 422	585 033	15 182	15 017	124 334	360 619	32 439 606	32 283 292

De par la nature de ses activités, BNY Mellon SA/NV dispose d'une position en liquidité très longue. Le passif se compose essentiellement des comptes à vue détenus par les clients auprès de BNY Mellon, liés à leurs activités sur titres dans les marchés mondiaux.

A l'actif du bilan, bien que des découverts soient possibles sur les comptes de clients spécifiques, ils sont essentiellement de nature technique et de très courte durée. Ils n'influencent pas de manière significative sur la position de liquidité globale de BNY Mellon SA/NV.

27.4. Risque de marché :

27.4.1. Source du risque : Le risque de marché est le risque que des facteurs affectent de manière défavorable la situation économique de BNY Mellon, à savoir des fluctuations de prix, de taux, des volatilités implicites, ou des corrélations entre facteurs de risque de marché. Le risque de marché reprend les risques suivants (liste non exhaustive) : taux d'intérêt, cours de change, liquidité du marché, prix des actions, différentiels de crédit (spreads), taux de remboursement anticipé, prix des matières premières et risque d'émission venant du portefeuille de trading et de placement de la société.

Le risque de marché est systémique. Les fluctuations de marché ne peuvent donc pas être régulées par BNY Mellon SA/NV. Ce risque est revu par BNY Mellon SA/NV sous deux angles : ses impacts sur le bilan d'une part et sur les revenus et donc sur la rentabilité de la société d'autre part.

BNY Mellon SA/NV n'a pas de portefeuille de trading, mais ses swaps de change sont cependant classés d'un point de vue comptable dans la catégorie « Détenus à des fins de transaction ».

BNY Mellon SA/NV est actuellement exposé à quatre types de risques de marché : (a) le risque de change, (b) les ajustements de valeur pour tenir compte du risque de crédit (Credit Value Adjustment – CVA), (c) le risque de taux d'intérêt et (d) le risque d'écart de marge de crédit (credit spread risk).

— les revenus de BNY Mellon SA/NV sont libellés dans de nombreuses devises alors qu'une part importante des coûts de la banque est libellée en Euro. Mis à part cette exposition au risque de change avec des revenus multidevises et des coûts en Euro, BNY Mellon SA/NV n'est pas exposé de façon significative à ce risque,

— Le risque d'ajustements de valeur pour tenir compte du risque de crédit (CVA) est lié aux swaps de change négociés soit dans le cadre de la gestion de Trésorerie de la société, soit pour les clients,

— le risque de taux dans le « banking book » résulte d'asymétries dans les maturités bilantaires, d'asymétries dans les révisions de taux et du risque d'optionnalités inhérent à certains produits ; ce risque peut se matérialiser lors de modifications dans les taux ou les pentes des courbes de taux.

— le risque de marge de crédit (credit spread risk) est présent au niveau du portefeuille d'obligations.

27.4.2. Gestion du risque de marché : BNY Mellon SA/NV s'engage à rester dans les limites de l'appétence pour le risque définie pour le risque de marché toléré par BNY Mellon ; limites qui ont été approuvées par le Conseil d'Administration de BNY Mellon Corporation. BNY Mellon SA/NV gère le risque de marché en utilisant une approche de « trois lignes de défense ».

Le personnel de la BNY Mellon SA/NV engagé dans des activités de prises de risque ou dans des activités de gestion d'exposition doit avoir reçu mandat ou être autorisé explicitement.

Les limites de risque de marché doivent être consistantes avec l'appétence au risque définie par BNY Mellon SA/NV (et celle définie par les filiales le cas échéant). Elles devront être gérées par les départements en charge du risque et de la fonction de risque de marché (respectivement les première et deuxième lignes de défense).

L'exposition aux risques de marché est mesurée, contrôlée et analysée sur base de méthodes quantitative et qualitative par la fonction de risque de marché. BNY Mellon mesure, contrôle et analyse le risque de marché en conformité avec les lois, règlements et recommandations prudentielles.

Les éléments du cadre de contrôle traitant des limites de risques de marché incluent les actions suivantes de la fonction de gestion du risque de marché :

- Surveillance quotidienne de l'utilisation des limites de risque de marché ;
- Reporting des limites d'utilisation et de manquements ;
- Revue périodique des limites ;
- Coordination des fournisseurs de données d'affaires pour assurer l'exhaustivité et de l'exactitude des données à la base du risque de marché.

Le Risque de Marché contrôle chaque jour, et indépendamment, le dépassement des limites. En fonction du niveau et du type de dépassement, l'escalade et la notification au Comité Exécutif, Comité des risques, ALCO ou au « Senior Risk Management » devra être effectuée.

27.4.3. Risque de marché – Non spéculatif : Le risque de taux d'intérêt provient de la possibilité que des changements de taux d'intérêt défavorables affectent les flux de trésorerie futurs ou la juste valeur des instruments financiers.

— Cadre de gestion du risque de taux d'intérêt : Les passifs de BNY Mellon SA/NV sont pour la plupart sans maturité.

Le risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire (banking book) vient du fait que des décalages entre les maturités ou entre les périodes de révision des taux existent, ou encore de par l'existence de risques d'optionnalités (options intégrées à certains produits). Les variations de taux d'intérêt ou les changements de la courbe de taux peuvent cristalliser ce risque.

Aujourd'hui, les placements sont, pour la plupart, réalisés sur un horizon d'une semaine, et le portefeuille d'obligations, constituant la réserve d'actifs liquides, a une durée de deux ans. L'exposition au risque de taux d'intérêt se trouve par la même réduit compte tenu de la durée des dépôts.

Le risque de taux d'intérêt demeure cependant un sujet à l'agenda de l'ALCO de BNY Mellon SA/NV.

La structure des limites de risque de marché établie dans ce cadre est simple et met en place des contrôles directs du niveau de IRRBB autorisé pour les activités de trésorerie de BNY Mellon SA/NV. Un nouveau cadre a été mis en place pour l'IRRB en 2016 afin de mieux aligner, mesurer et contrôler l'appétence pour le risque, la marge d'intérêt, le capital ainsi que le risque de marché et afin de respecter les nouvelles exigences réglementaires.

— Analyse de sensibilité : A des fins réglementaires, une analyse de sensibilité aux taux d'intérêt est préparée chaque trimestre comme détaillé ci-dessous. La valeur économique du portefeuille bancaire est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs des actifs et passifs de ce portefeuille (banking book) selon les règles et recommandations énoncées dans la circulaire BNB PPB-2006-17-CPB et les communications y relatives. La sensibilité de cette valeur économique, aux chocs de taux d'intérêt, est présentée dans la première colonne, tandis que l'ampleur de la sensibilité du revenu net d'intérêt aux mouvements de taux d'intérêt, par comparaison au montant comptabilisé en 2016, est présentée dans les colonnes suivantes.

Scénarios de taux d'intérêt	Sensibilité des fonds propres		Sensibilité du résultat		
	Valeur économique du portefeuille bancaire	Réelle	Dans les 12 mois à venir	Dans les 13 à 24 mois à venir	Dans les 25 à 36 mois à venir
	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)	(En € '000)
Déplacement parallèle de la courbe des taux d'intérêt - Augmentation/(Diminution) en bps :					
300	1 417 824		- 69 664	- 86 431	- 1 984
200	1 684 960		- 19 549	- 35 991	15 792
100	1 959 933		30 567	14 448	33 567
Pas de déplacement	2 241 810	86 888	76 066	58 483	44 938
(100)	2 347 697		116 941	82 852	51 496
(200)	2 406 683		116 998	72 527	32 726
(300)	2 408 161		116 674	72 856	33 055

— Cadre de gestion du risque d'écart de crédit (credit spread risk) : Les mouvements des écarts de crédit affectent la valeur économique du portefeuille de placements de la Banque. Il est comptabilisé dans la catégorie portefeuille bancaire (banking book). Compte tenu de cette catégorie comptable, le risque de défaut est couvert par les exigences en matière de fonds propres (sous le Risque de Crédit) et le risque d'écart de crédit est représenté par un modèle spécifique du capital économique.

27.4.4. Risque de change : Le risque de change existe dès lors que la valeur d'un instrument financier varie en fonction de l'évolution des cours de change. Le Conseil d'administration a fixé des limites de positions par devise. Conformément à la politique de BNY Mellon SA/NV, les positions sont contrôlées quotidiennement et des stratégies de couverture sont mises en place afin de maintenir ces positions dans les limites fixées. De plus, BNY Mellon SA/NV procède une fois par mois à la vente de ces positions afin de réduire l'exposition au risque de change venant des activités commerciales de la banque, et ceci, en transformant l'exposition dans la devise fonctionnelle de l'entité concernée.

BNY Mellon SA/NV gère également sa liquidité par devise et s'assure que la position nette de chaque devise n'excède pas les limites internes fixées par la société.

Le tableau ci-dessous présente une répartition par devise de la valeur comptable des éléments inscrits au bilan à la fin de l'année.

— Expositions en devise avant couverture économique :

	EUR	GBP	USD	Other	(En € '000)
31 décembre 2016 :					
Total actif	19 522 915	4 923 898	7 129 244	4 851 242	36 427 299
Total passifs et fonds propres	13 691 599	7 748 742	8 507 695	6 479 263	36 427 299
Bilan (net)	5 831 316	- 2 824 844	- 1 378 451	- 1 628 021	
31 décembre 2015 :					
Total actif	20 945 253	3 540 651	6 136 859	4 794 115	35 416 878
Total passifs et fonds propres	11 280 684	7 737 699	8 760 075	7 638 420	35 416 878
Bilan (net)	9 664 569	- 4 197 048	- 2 623 216	- 2 844 305	

Le tableau ci-dessous présente les devises auxquelles BNY Mellon SA/NV est significativement exposée au 31 décembre. L'exposition s'entend des actifs et passifs monétaires non détenus à des fins de transaction et des flux de trésorerie futurs. L'analyse calcule l'impact d'une variation raisonnablement possible du cours de change contre l'euro, tous les autres paramètres étant constants, sur le résultat global et autres éléments du

résultat global, ainsi que sur les fonds propres. Dans le tableau, un montant négatif reflète une réduction nette possible du résultat global et autres éléments du résultat global ou des fonds propres, tandis qu'un montant positif reflète une augmentation nette possible. Une diminution équivalente dans chacune des devises détaillées ci-dessous, contre l'euro, aurait eu un impact de même montant, mais de sens opposé.

— Test de résistance avant couverture économique :

Devises	Variation	Cours de change à la clôture	Impact sur le résultat avant impôt	Impact sur les fonds propres	Variation	Cours de change à la clôture	Impact sur le résultat avant impôt	Impact sur les fonds propres
		2016	2016 (€ Mio)	2016 (€ Mio)		2015	2015 (€ Mio)	2015 (€ Mio)
Scénario 1	1%				1%			
USD	0,0109	1,0538	63,89	48,08	0,0109	1,0887	83,15	53,40
GBP	0,0073	0,8551	38,36	14,22	0,0073	0,7340	42,50	11,44

BNY Mellon SA/NV conclut également des opérations à terme en devises dans le cadre de la mise en place de couverture économiques. L'exposition nette en devise après prise en compte de ces couvertures économiques est non significative.

BNY Mellon SA/NV gère également sa liquidité par devise et veille à ce que la position nette dans chaque devise ne dépasse pas les limites internes définies.

27.4.5. Regulatory and Economic Capital Requirements : Les exigences de fonds propres relatives au risque de crédit définies dans le Pilier 2 (couvrant les FX, CVA, IRRBB et CSRBB) ont résulté en un montant de €384 millions (2014 : € 323 millions) versus le montant calculé sur base du Pilier 1 de € 10 millions (2014 : € 12 millions).

27.5. Risque opérationnel :

27.5.1. Source du risque : Le risque opérationnel est le risque de pertes provenant des personnes, systèmes, processus internes inadéquats ou défaillants ou d'événements extérieurs (y compris le risque juridique, mais à l'exclusion du risque stratégique et de réputation). Le risque opérationnel peut résulter d'erreurs de traitement des transactions, de violations des systèmes de contrôle interne et des exigences de conformité, de fraudes internes ou externes, de dommages causés aux actifs physiques et/ou d'interruption de l'activité due à des défaillances des systèmes ou à d'autres événements. Le risque opérationnel peut aussi provenir d'actions en justice ou d'actions du régulateur en réponse à la non-conformité aux exigences réglementaires, aux standards éthiques ou à des obligations contractuelles.

Les principaux risques opérationnels de BNY Mellon SA/NV comprennent :

- la fraude interne et externe,
- l'interruption de l'activité et défaillances des systèmes,
- les dommages causés aux actifs physiques,
- les pratiques des employés et la sécurité au travail,
- les clients, les produits et les pratiques commerciales.

Compte tenu du rôle majeur que BNY Mellon SA/NV joue en tant que conservateur de titres, et en tant que prestataire de services de traitement des opérations sur titres (Corporate Actions) et en espèces, la société considère que le risque opérationnel est un risque important. En effet, c'est le risque qui peut générer les pertes les plus significatives.

27.5.2. Gestion du risque opérationnel : BNY Mellon SA/NV dispose d'une structure d'évaluation et de contrôle du risque opérationnel qui fait partie intégrante et est cohérente avec celle du groupe BNY Mellon. Le cadre de gestion du risque opérationnel (The Operational Risk Management Framework - ORMF) définit les rôles et responsabilités de chacun, en s'appuyant sur trois lignes de défense comme principe de base. L'ORMF au sein de BNY Mellon SA/NV s'appuie sur une culture du risque, une gouvernance avec une structure claire, des politiques bien définies, des procédures, des communications et des outils appropriés de rapport et de contrôle qui permettent d'identifier, gérer, réduire, contrôler et rapporter les risques de façon efficace et organisée auprès du Comité approprié.

La définition de l'Appétence aux risques de BNY Mellon SA/NV reconnaît la nature inhérente du risque opérationnel et le rôle majeur joué par l'ORMF pour réduire ce risque.

BNY Mellon SA/NV dispose de plusieurs outils afin de comprendre et contrôler le risque opérationnel y compris les incidents de risque opérationnel (Operational Risk Events - ORE), l'autoévaluation des mesures de contrôle de risque (Risk Control Self Assessments), les indicateurs clefs de risques (Key Risk Indicators - KRI) et l'analyse des scénarios de risque opérationnel.

BNY Mellon SA/NV dispose d'une structure d'évaluation et de contrôle du risque opérationnel qui fait partie intégrante et est cohérente avec celle du groupe BNY Mellon. Le cadre de gestion du risque opérationnel (The Operational Risk Management Framework - ORMF) définit les rôles et responsabilités de chacun, en s'appuyant sur trois lignes de défense comme principe de base. L'ORMF au sein de BNY Mellon SA/NV s'appuie sur une culture du risque, une gouvernance avec une structure claire, des politiques bien définies, des procédures, des communications et des outils appropriés de rapport et de contrôle qui permettent d'identifier, gérer, réduire, contrôler et rapporter les risques de façon efficace et organisée auprès du Comité approprié.

La définition de l'Appétence aux risques de BNY Mellon SA/NV reconnaît la nature inhérente du risque opérationnel et le rôle majeur joué par l'ORMF pour réduire ce risque.

BNY Mellon SA/NV dispose de plusieurs outils afin de comprendre et contrôler le risque opérationnel y compris les incidents de risque opérationnel (Operational Risk Events - ORE), l'autoévaluation des mesures de contrôle de risque (Risk Control Self Assessments), les indicateurs clefs de risques (Key Risk Indicators - KRI) et l'analyse des scénarios de risque opérationnel.

BNY Mellon SA/NV utilise une plateforme mondiale pour contrôler et rapporter le risque opérationnel appelée plateforme de gestion du risque (Risk Management Platform - RMP). Les activités de contrôle et de rapport sont exercées au sein des lignes commerciales, des entités et des fonctions de surveillance du risque de la zone géographique EMEA (Europe, Moyen-Orient et Afrique). Il en est de même au sein des instances de décision telles que les Comités de risque commercial (Business Risk Committees) et le Comité de gestion du risque de BNY Mellon SA/NV. Les problématiques

actuelles, les risques émergents ou majeurs, les KRI et ORE contraires (>\$10k) sont rapportés auprès du Comité de gestion du risque de la succursale, de la filiale et au responsable des rapports de risque (Head Office Risk Reports).

BNY Mellon SA/NV utilise des politiques et procédures globales, et définies de telle sorte que l'environnement opérationnel soit sain. Les politiques relatives au risque opérationnel de la société sont revues régulièrement et des changements sont opérés au sein de l'organisation et adoptés par toutes les sociétés y compris BNY Mellon SA/NV. Le point clef de cette revue était de définir et de spécifier les rôles et responsabilités du chargé du risque attaché à chaque entité légale (Legal Entity Risk Officer).

BNY Mellon SA/NV dispose de responsables du risque opérationnel dédiés à Bruxelles et dans chaque succursale et filiale dès lors qu'il y a des activités opérationnelles.

Différents acteurs s'assurent que les systèmes, les fournisseurs tiers et des procédures existent afin que les processus fonctionnent normalement ou avec le moins de perturbations possibles en cas d'événements imprévus. Ces acteurs sont non seulement le département en charge du risque opérationnel, mais aussi, entre autres, au niveau de BNY Mellon SA/NV, d'EMEA et au niveau mondial de BNY Mellon, les départements suivants : Technology Support Group (TSG), Information Risk Management (IRM) et Plan de continuité des activités.

Le département Information Risk Management (IRM) est responsable de l'identification et de la gestion des risques associés à la technologie, y compris la gestion de l'identité et des accès des personnes, la revue des principales applications et de la sécurité de l'informatique. Le département Information Risk Management (IRM) a recruté une personne, basée à Bruxelles, qui consacre tout son temps aux activités précédemment citées et qui profite du support fourni par les équipes de Londres et de BNY Mellon en général.

Le département Plan de continuité des activités (Business Continuity Planning -BCP) de BNY Mellon SA/NV est géré par BNY Mellon à Londres. Ce département est responsable de l'identification et de la gestion des risques, de l'organisation d'un service continu en cas d'événements ou de perturbations de l'activité. Des processus de remontée des informations et des plans de continuité ont été clairement définis, tels que par exemple la mise en place d'une équipe en charge de gestion de la crise (Crisis Management Team - CMT) pour superviser les problèmes, l'équipe en charge de la communication (Communication Task Force - CTF), responsable de la communication aux employés, clients et autres acteurs.

Le personnel opérationnel (responsable des plans d'activités) devra identifier les besoins éventuels pour maintenir les activités dont ils ont la charge et s'assurer qu'un plan en la matière est maintenu à jour. Ces plans couvrent les sujets tels que les obligations de rétablissement des activités, les sites de remplacement, la formation et les procédures d'évacuation. En plus du département BCP de BNY Mellon, des équipes en charge de la gestion de crise sont organisées sur chaque site.

Les décisions de contrôle, de transfert, d'acceptation ou d'évitement des risques sont prises au travers de différentes autorités commerciales et juridiques afin de répondre au mieux à l'organisation hybride de BNY Mellon. En matière de risque opérationnel, les instances clefs de BNY Mellon SA/NV sont les suivantes : Business Acceptance Committees of Asset Servicing, Corporate Trust, Global Markets et Global Collateral Services, et localement, le Comité de gestion du risque de BNY Mellon SA/NV, le Comité de direction de BNY Mellon SA/NV et le Comité de Risque de BNY Mellon SA/NV.

27.5.3. Exigences réglementaires et économiques de fonds propres : Les exigences de fonds propres pour risque opérationnel selon le Pilier 2 de Basel II (avec un modèle interne hybride) s'élèvent à € 160 millions (2015 : € 158 millions), à comparer avec les exigences résultant du Pilier 1 s'élevant à € 82 millions (2015 : € 77 millions).

28. Fonds propres.

BNY Mellon SA/NV gère activement ses fonds propres afin de couvrir les risques inhérents à son activité. L'adéquation des fonds propres de BNY Mellon SA/NV est contrôlée, entre autres moyens, à l'aide des règles et ratios définis par le comité de Bâle en matière de surveillance bancaire. La Banque Nationale de Belgique s'appuie aussi sur ces règles et ratios pour assurer la surveillance de BNY Mellon SA/NV.

Au cours de l'année écoulée, BNY Mellon SA/NV s'est conformée aux exigences externes en matière de fonds propres. Le chapitre 27.1.4 fournit des informations complémentaires sur le risque de concentration excessive.

28.1. Gestion des fonds propres. — Conformément au Pilier II des principes de Bâle, les banques doivent exécuter leur propre évaluation du capital économique et effectuer des tests de résistance en vue d'évaluer leurs besoins en fonds propres en cas de ralentissement de l'activité économique. Les données qualitatives et quantitatives ainsi obtenues permettent de structurer le dialogue avec la Banque Nationale de Belgique, à savoir si le niveau d'adéquation des fonds propres retenu par l'établissement de crédit est pertinent.

Dans le cadre du processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (Internal Capital Adequacy Assessment Process - ICAAP), BNY Mellon SA/NV a défini des méthodes d'évaluation de ses besoins économiques en fonds propres, et des méthodes de gestion et de contrôle intégrant ses politiques de risque. Par ailleurs, des scénarios de tests de résistance sont réalisés, comme par exemple, des scénarios de ralentissement de l'activité économique ainsi que des scénarios spécifiques. Ces tests concluent que BNYM SA/NV est suffisamment capitalisé pour faire face à la plupart des scénarios. Un montant supplémentaire de fonds propres a été, le cas échéant, calculé sur base des tests de résistance. La différence entre le capital économique et le capital réglementaire intègre une marge, cette marge garantissant que le niveau de fonds propres de BNY Mellon SA/NV est suffisant à tout moment. Cette dernière est fonction du profil de risque et de l'aversion au risque de BNY Mellon SA/NV.

Capital réglementaire	2016	2015
	(€ millions)	(€ millions)
Fonds propres de base éligibles de catégorie 1	2 932	2 693
Fonds propres complémentaires éligibles de catégorie 1		
Total des fonds propres éligibles de catégorie 1	2 932	2 693
Déductions	- 602	- 640
Total des fonds propres de catégorie 1	2 330	2 053
Total des fonds propres éligibles de catégorie 2	346	346
Total fonds propres	2 676	2 399
Total de l'exposition	3 421	2 741
Exposition pondérée au risque de crédit	2 268	1 630

Exposition pondérée au risque de change	60	75
Exposition à l'ajustement à la valeur de crédit (CVA)	70	70
Exposition au risque opérationnel	1 023	966
Ratios de fonds propres :		
Ratio de fonds propres de base de catégorie 1	68,1 %	74,9 %
Ratio de fonds propres de catégorie 1	68,1 %	74,9 %
Total ratios de fonds propres	78,2 %	87,5 %
Ratio de levier	6,2 %	5,7 %

Le capital réglementaire est constitué principalement de Fonds propres de base éligibles de catégorie 1 (core Tier 1 capital). Il comprend le capital libéré, les primes d'émission, les bénéfices reportés incluant le bénéfice de l'exercice en cours hors réserves de valorisation, hors goodwill et autres actifs incorporels. Le Conseil d'administration a formellement adopté une politique de (non-) dividende par laquelle tous les bénéfices sont systématiquement reportés et a recommandé cette approche à l'assemblée générale des actionnaires. L'approche standard est utilisée pour mesurer l'exposition pondérée au risque de crédit. Certains ajustements sont apportés aux résultats et réserves en application des normes IFRS.

Au cours du deuxième trimestre 2015, BNY Mellon SA/NV a mis en place un accord de compensation permettant de compenser les placements et dépôts existants avec BNY Mellon Corporation. Cet accord est éligible à la couverture du risque de crédit selon le Règlement sur les exigences en fonds propres (Capital Requirements Regulation - CRR) dans le cadre des rapports réglementaires. La mise en œuvre de cette mesure, combinée avec la cessation des activités de compensation des dérivés et des prêts de titres, a conduit BNY Mellon SA/NV à renforcer ses ratios de solvabilité et son ratio de levier financier.

VI. — Rapport du commissaire à l'assemblée générale de The Bank of New York Mellon SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre rapport sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels que définis ci-dessous, ainsi que notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires.

Rapport sur les comptes consolidés - Opinion sans réserve.

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de The Bank of New York Mellon SA (« la Société ») et de ses filiales (conjointement le « Groupe ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, établis sur la base des normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Ces comptes consolidés comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2016, le résultat global et autres éléments du résultat global, le tableau de passage des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les annexes reprenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Le total du bilan consolidé s'élève à 36.427.299 ('000) EUR et le résultat global et autres éléments du résultat global se solde par un profit net de l'exercice de 230.849 ('000) EUR.

Responsabilité de l'organe de gestion relative à l'établissement des comptes consolidés. — L'organe de gestion est responsable l'établissement de comptes consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne que l'organe de gestion estime nécessaire pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du commissaire. — Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle selon les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées en Belgique. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques, ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes consolidés. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation du risque que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement du commissaire.

En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne relatif à l'établissement par la Société de comptes consolidés donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion ainsi qu'à apprécier la présentation d'ensemble des comptes consolidés.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sans réserve.

Opinion sans réserve. — A notre avis, les comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2016, ainsi que de ses résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires.

L'organe de gestion est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés.

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit applicables en Belgique, notre responsabilité est, à tous égards significatifs, de vérifier le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons la déclaration complémentaire suivante, qui n'est pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur les comptes consolidés :

— Le rapport de gestion sur les comptes consolidés traite des mentions requises par la loi, concorde avec les comptes consolidés et ne présente pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance dans le cadre de notre mandat.

Bruxelles, le 23 mai 2017,
KPMG Réviseurs d'Entreprises,
Commissaire,
représentée par,
Kenneth VERMEIRE
Réviseur d'Entreprises.

VII. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion sur les comptes consolidés est tenu à la disposition du public à l'adresse de l'établissement en France : 7, rue Scribe, 75009 Paris.

1703620